



PLU d'Argelès sur Mer

1- Rapport de Présentation /c. Evaluation Environnementale

Cachets et visas :

Projet de Modification de droit commun N°2

PLU d'Argelès

| | |
|---|------------|
| CHAPITRE 1 : ARTICULATION DU PLU AVEC LES DOCUMENTS SUPERIEURS..... | 4 |
| Liste des documents, plans et programmes avec lesquels le PLU doit être compatible | |
| Liste des documents, plans et programmes pris en compte par le PLU | |
| Zoom sur les documents-cadres majeurs | |
| CHAPITRE 2 : SYNTHESE DES ENJEUX DE L'EIE ET CARACTERISTIQUES DES SECTEURS VULNERABLES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHES DE MANIERE NOTABLE..... | 13 |
| Synthèse des enjeux environnementaux révélés dans l'Etat Initial de l'Environnement | |
| Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU | |
| CHAPITRE 3 : INCIDENCES DU PLU SUR LA PROTECTION DES ZONES D'INTERET ENVIRONNEMENTAL ET JUSTIFICATION DES MESURES DU PLU EN FAVEUR DE LEUR PRESERVATION..... | 32 |
| Les incidences sur la consommation des espaces naturels et agricoles et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU..... | 36 |
| Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU | 38 |
| Focus sur les zones humides | |
| Les incidences sur la protection du patrimoine paysager et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU | 53 |
| Les incidences sur la protection de la ressource en eau et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU | 58 |
| Les incidences sur l'adaptation au changement climatique et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU | 59 |
| Les incidences sur la protection face aux risques et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU | 61 |
| Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets du PLU..... | 68 |
| CHAPITRE 4 : INCIDENCES DU PLU SUR LES SITES NATURA 2000 ET EXPOSE DES MESURES D'EVITEMENT / REDUCTION / COMPENSATION..... | 80 |
| Présentation des sites Natura 2000 pouvant être impactés par le PLU | 81 |
| Démarche de l'évaluation des incidences Natura 2000..... | 87 |
| Evaluation des incidences du PADD et des OAP sur le site Natura 2000 | 88 |
| Evaluation des incidences des évolutions du zonage / règlement sur le site Natura 2000 | 88 |
| CHAPITRE 5 : DISPOSITIF DE SUIVI DU PLU..... | 92 |
| CHAPITRE 6 : METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE..... | 97 |
| CHAPITRE 7 : RESUME NON TECHNIQUE DES ELEMENTS PRECEDENTS..... | 103 |

Préambule : les attentes du législateur

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Argelès-sur-Mer est soumis à une évaluation environnementale de ses choix, du fait de la présence d'enjeux environnementaux forts, telle que la présence de sites Natura 2000.

Article R.151-3 du Code de l'Urbanisme

Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.

« Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L.122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L.151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. »

Cf. Evaluation
environnementale
des choix du PLU

Cf. Diagnostic de
l'Etat Initial de
l'Environnement

Cf. Evaluation
environnementale
des choix du PLU

Cf. Evaluation
environnementale
des choix du PLU

Cf. Evaluation
environnementale
des choix du PLU

Cf. Evaluation
environnementale
des choix du PLU

Cf. Evaluation
environnementale
des choix du PLU

Chapitre 1

ARTICULATION DU PLU VIS-A-VIS DES DOCUMENTS SUPERIEURS

1. Liste des documents, plans et programmes avec lesquels le PLU doit être compatible

➤ Dispositions particulières aux zones de montagne

La commune d'Argelès-sur-Mer est concernée par les dispositions de la Loi Montagne qui vise un équilibre entre le développement et la protection de la montagne. En respect de la législation en vigueur, le PLU d'Argelès-sur-Mer, participe, en zone de montagne, à la préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles ainsi que des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Le PLU traduit la mise en place de cette politique de protection, d'aménagement et de mise en valeur du caractère montagnard puisqu'il aspire à :

- **Garantir le maintien et le développement des activités agricoles du territoire, en protégeant les surfaces nécessaires, en favorisant la diversification utile au déploiement de l'activité**
- **Assurer la protection des massifs boisés voire restaurer les continuités écologiques des milieux à fort intérêt écologique**
- **Assurer l'entretien des massifs pour la défense contre le risque incendie (éleveurs, exploitants forestiers) et encadrer la fréquentation des massifs boisés, ...**
- **Maîtriser et réduire l'impact des extensions urbaines sur les espaces agricoles, naturels et forestiers, en limitant la consommation foncière.**

➤ Dispositions particulières aux zones littorales

La commune d'Argelès-sur-Mer est concernée par les dispositions de la Loi Littoral, retranscrites dans le volet littoral du SCoT Littoral Sud.

La mise en place de cette politique de protection, d'aménagement et de mise en valeur du littoral se traduit au niveau du PLU par :

- **l'identification et la réglementation des Espaces Naturels Remarquables**
- **l'identification et la réglementation des Espaces Proches du Rivage**
- **l'identification et la réglementation de la bande inconstructible « des 100 mètres »**
- **l'identification et la réglementation des Espaces Boisés Classés (Espaces Boisés Significatifs)**
- **la traduction du principe de continuité des extensions urbaines**
- **l'estimation de la capacité d'accueil résidentielle.**

➤ *Le PLU d'Argelès-sur-Mer s'inscrit en compatibilité avec les dispositions de la Loi Montagne : en protégeant les espaces agricoles des pressions de l'urbanisation, en valorisant le Massif des Albères (à forte valeur écologique et paysagère et soumis à la réglementation contre les risques feux de forêt), en valorisant le patrimoine associé (mas des Albères repérés au titre de la Loi Paysage).*

➤ *Le PLU d'Argelès-sur-Mer s'inscrit en compatibilité avec les dispositions de la Loi Littoral retranscrite dans le volet littoral du SCoT Littoral Sud (valant Schéma de Mise en Valeur de la Mer) : en limitant l'extension de l'espace actuellement urbanisé (principe de renouvellement urbain, de zones AU dans les espaces interstitiels et en continuité directe) ; en identifiant les coupures d'urbanisation ; en protégeant les espaces naturels du littoral ; en traduisant la bande « des 100 mètres » et en protégeant les masses boisées significatives au titre des EBC.*

Voir le livret des justifications du zonage du PLU.

1. Liste des documents, plans et programmes avec lesquels le PLU doit être compatible

| Niveau d'articulation | Document | Articulation du PLU avec : | Renvois aux autres pièces du dossier |
|-----------------------|---|--|---|
| Compatibilité | Le Schéma de Cohérence Territoriale | SCoT « Littoral Sud » approuvé le 28/02/2014 et révisé le 02/03/2020 | Voir EIE + justification des choix + incidences sur l'environnement |
| Compatibilité | Les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral prévues aux articles L.145-1 à L.146-9 | Concerné (traité à travers le SCoT) | |
| Compatibilité | Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes prévues aux articles L.147-1 à L.147-8 | Non concerné | |
| Compatibilité | Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France | Non concerné | |
| Compatibilité | Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion | Non concerné | |
| Compatibilité | Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse | Non concerné | |
| Compatibilité | Les chartes des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux | Non concerné | |
| Compatibilité | Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux | SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021* | Voir EIE + justification des choix + incidences sur l'environnement |
| Compatibilité | Les objectifs de protection définis par les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux | SAGE des Nappes Plio-quaternaire de la plaine du Roussillon* , adopté par arrêté inter préfectoral le 03/04/2020 SAGE Tech-Albères* , doublé du Contrat de Rivière du Tech, adopté par arrêté préfectoral le 29/12/2017 | Voir EIE + justification des choix + incidences sur l'environnement |
| Compatibilité | Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les Plans de Gestion des Risques d'Inondation pris en application de l'article L.566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L.566-7, lorsque ces plans sont approuvés | PGRI Rhône Méditerranée 2016-2021* | Voir EIE + justification des choix + incidences sur l'environnement |
| Compatibilité | Les directives de protection et de mise en valeur des paysages | Non concerné | |

*Les documents, plans et programmes identifiés ci-dessus font l'objet d'un développement dans les pages suivantes.

2. Liste des documents, plans et programmes pris en compte par le PLU

| Niveau d'articulation | Document | Articulation du PLU avec : | Renvois aux autres pièces du dossier |
|-----------------------|---|--|---|
| Prise en compte | Les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique | SRCE Languedoc-Roussillon* | Voir EIE + justification des choix + incidences sur l'environnement |
| Prise en compte | Les Plans Climat-Energie Territoriaux | PCAET Languedoc-Roussillon adopté le 06/03/2020 | |
| Prise en compte | Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine | Non concerné | |
| Prise en compte | Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics : Programme de développement et de modernisation des itinéraires routiers Schéma Régional Véloroutes et Voies Vertes Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage Charte de Pays | PDMI de Languedoc-Roussillon SRVRVV de Languedoc-Roussillon SDAHGV des Pyrénées Orientales Non concerné | Voir diagnostic + justification des choix |
| Prise en compte | Les Schémas Départementaux des Carrières | SDC des Pyrénées Orientales | Pas de carrière en activité sur la commune |

*Les documents, plans et programmes identifiés ci-dessus font l'objet d'un développement dans les pages suivantes.

Identification des Trames Vertes et Bleues pour Argelès-sur-Mer, dans le SCoT Littoral Sud

3. Zoom sur les documents-cadres majeurs

➤ La révision du SCoT « Littoral Sud » approuvé le 02/03/2020

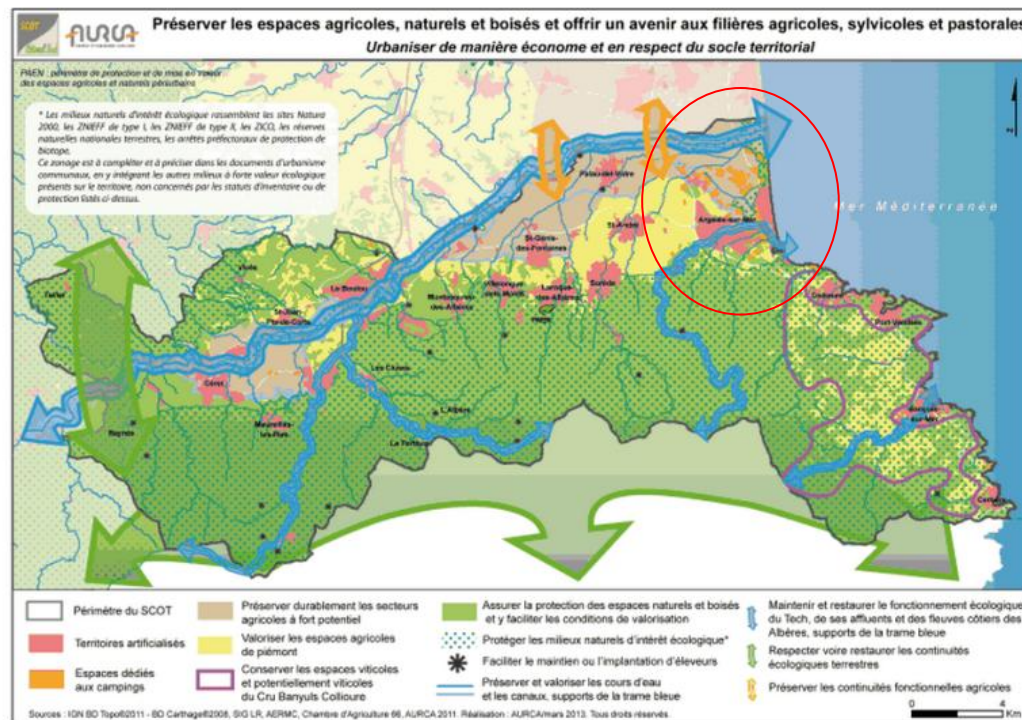
Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document stratégique et prospectif qui fixe des orientations de l'évolution d'un territoire intercommunal ou regroupant plusieurs intercommunalités.

La commune d'Argelès-sur-Mer est incluse dans le périmètre du SCoT Littoral Sud, approuvé en 2014.

Tout Plan Local d'Urbanisme intégré dans un périmètre de SCoT doit être compatible avec le celui-ci, lorsque ce dernier est approuvé. La commune d'Argelès-sur-Mer a souhaité, dès à présent, se mettre en compatibilité avec ce document.

➤ *Le PLU d'Argelès-sur-Mer s'inscrit en compatibilité avec les objectifs généraux préalablement identifiés par le SCoT Littoral Sud.*

La manière dont le PLU d'Argelès-sur-Mer y répond est détaillée, prescription par prescription, dans le livre « Justification des choix du PLU ».



3. Zoom sur les documents-cadres majeurs

La ressource en eau de la commune d'Argelès-sur-Mer est particulièrement vulnérable, quantitativement et qualitativement. La nappe souterraine de la plaine du Roussillon fait l'objet d'une attention particulière, d'autant que des pics de consommation d'eau potable se répètent à chaque saison estivale. Le Tech, la Massane, le Ravaner et les eaux côtières présentent un état écologique moyen ; La Riberette présente un état écologique médiocre : des mesures visant à améliorer leur état sont nécessaires. Les canaux alimentés par le Tech présentent des enjeux de préservation et de gestion importants au regard des mutations agricoles actuelles et de l'évolution des techniques d'irrigation.

➤ Le SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021

La révision du SDAGE Rhône Méditerranée pour la période 2016-2021 a été approuvée par le comité de bassin le 21/12/2015. Le SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 définit des orientations fondamentales à l'échelle de son bassin versant :

- s'adapter au changement climatique. Il s'agit de la principale avancée de ce nouveau SDAGE, traduite dans une nouvelle orientation fondamentale ;
- assurer le retour à l'équilibre quantitatif dans 82 bassins versants et masses d'eau souterraine ;
- restaurer la qualité de 269 captages d'eau potable prioritaires pour protéger notre santé ;
- lutter contre l'imperméabilisation des sols : pour chaque m² nouvellement bétonné, 1,5 m² désimperméabilisé ;
- restaurer 300 km de cours d'eau en intégrant la prévention des inondations ;
- compenser la destruction des zones humides à hauteur de 200% de la surface détruite ;
- préserver le littoral méditerranéen.

➤ Le SAGE des Nappes Plio-quaternaire de la plaine du Roussillon, approuvé par arrêté interpréfectoral du 03 avril 2020

Cette procédure contractuelle vise à garantir une bonne gestion d'un vaste réservoir souterrain d'eau douce situé dans la plaine du Roussillon, qui alimente en eau potable près de 80% de la population départementale et constitue un facteur essentiel du développement agricole, industriel et touristique.

➤ Le SAGE Tech-Albères, doublé du Contrat de Rivière du Tech, en cours

Créé par arrêté préfectoral en 1994 il a pour objectif de résorber la dégradation des cours d'eau dans la vallée du Tech, en assurant à la fois la satisfaction des usages qualitatifs et quantitatifs de l'eau, la réhabilitation des milieux dégradés et la préservation des écosystèmes, la prévention des risques d'inondations et de crues torrentielles ainsi que la mise en valeur et le développement de la ressource en eau.

- *Le PLU d'Argelès-sur-Mer contribue à limiter les apports de composés azotés et phosphorés liés aux effluents d'origine domestique grâce à la mise en place d'une politique volontariste de gestion des rejets d'eaux usées : la capacité de la station d'épuration a été considérée en amont des choix d'urbanisme.*
- *Le PLU s'est attaché à proposer une urbanisation cohérente avec les capacités des collectivités à assainir les effluents (priorisation du développement dans les secteurs raccordés à l'assainissement collectif, comme préalable nécessaire à la réflexion sur la planification de l'urbanisme, ...).*
- *Parallèlement à l'élaboration de son PLU, la collectivité s'est engagée dans une meilleure gestion du pluvial dans la finalité de mieux lutter contre les pollutions d'origine diffuse et de garantir des conditions favorables à la biodiversité aquatique (Trames Bleues).*
- *Le PLU agit dans la lutte contre le lessivage des sols par les ruissellements : les boisements des pentes sont strictement protégés et l'emprise au sol des constructions est limitée, notamment dans les secteurs de massifs et de pentes.*
- *La ressource en eau potable est suffisamment disponible et de bonne qualité pour répondre aux besoins futurs générés par le scénario du PLU. Les capacités des réseaux AEP ont été considérées en amont des choix d'urbanisme.*
- *Le PLU, par ses prescriptions, contribue à faire respecter les différents espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques et identifie clairement les réservoirs de biodiversité pour les milieux humides et aquatiques à son échelle (cours d'eau et leurs continuités latérales / longitudinales).*
- *Avec ses dispositions, le PLU d'Argelès-sur-Mer est compatible avec les orientations du SDAGE et des SAGE.*

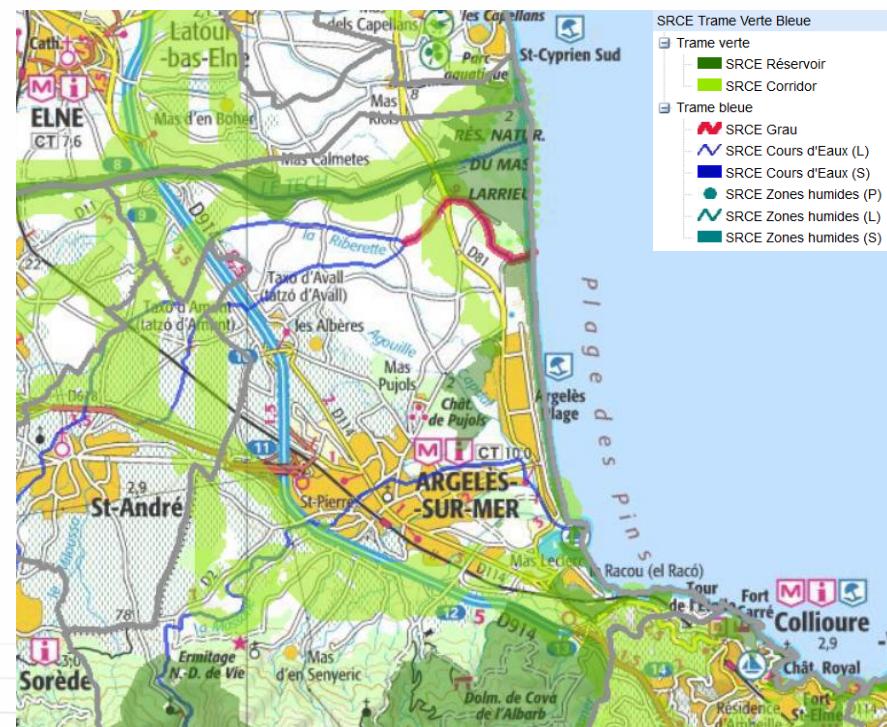
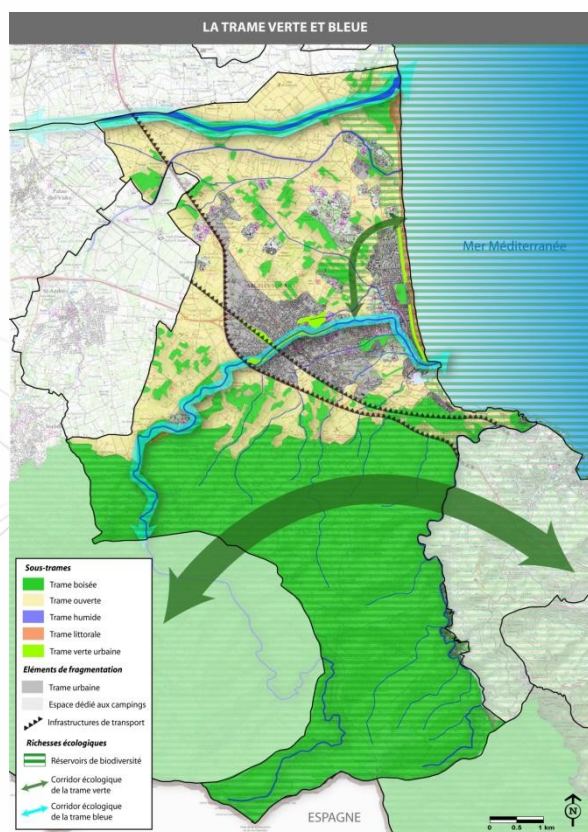
Voir le livret des justifications des choix du PLU et voir les chapitres suivants qui détaillent l'évaluation du PLU sur la prise en compte de la ressource en eau.

3. Zoom sur les documents-cadres majeurs

➤ Prise en compte par le PLU du SRCE Languedoc-Roussillon

Le Schéma Régional des Continuités Ecologiques (SRCE) du Languedoc Roussillon a été adopté le 20/11/2015 par arrêté du préfet de région, après approbation par le Conseil régional le 23/10/2015. Il constitue l'outil régional de la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue.

Le Tech et la Massana sont identifiés comme les corridors aquatiques majeurs sur la commune d'Argelès-sur-Mer ; le massif des Albères et la côte rocheuse sont des milieux naturels d'intérêt écologique à préserver.



- Toutes les Trames Vertes et Bleues du SRCE sont prises en compte dans le PLU d'Argelès-sur-Mer. Le PLU va au-delà du SRCE dans sa déclinaison locale des continuités écologiques, en intégrant les boisements fragmentés (qui sont par ailleurs identifiés dans les études TVB du SCoT Littoral Sud).
- Les dispositions du PLU en faveur de la gestion de la ressource en eau permettent de préserver la Trame Bleue.

Voir le livret des justifications des choix du PLU et voir les chapitres suivants qui détaillent l'évaluation du PLU sur la prise en compte des Trames Vertes et Bleues.

3. Zoom sur les documents-cadres majeurs

Dans le cadre de la directive inondation et en déclinaison de la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation (SNGRI) un plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) doit être élaboré sur chaque district sous l'autorité du préfet coordinateur de bassin en lien avec les parties prenantes. Ce plan définit les objectifs de la politique de gestion des inondations à l'échelle du bassin et les décline sous forme de dispositions visant à atteindre ces objectifs. Il présente également des objectifs ainsi que des dispositions spécifiques pour chaque territoire à risque important d'inondation (TRI) du district.

Le PGRI Rhône Méditerranée 2016-2021 et le TRI

Le dernier Plan de Gestion des Risques Inondation à l'échelle du bassin versant a été approuvé le 07/12/2015. Il fixe pour la période 2016-2021 les objectifs stratégiques et dispositions associées, permettant de réduire les conséquences dommageables des inondations pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique sur le bassin et ses territoires identifiés à risques importants.

Le PGRI a été traduit localement au niveau du Tech : la commune d'Argelès-sur-Mer est concernée par le Territoire à Risque Important d'inondation (TRI) de Perpignan-Saint-Cyprien, adopté en septembre 2013 → Cartes en page suivante. La modélisation du risque inondation intègre la crue milléniale : l'emprise de ce périmètre de potentialité de risque recouvre une grande partie du Nord de la commune, qui présente une occupation urbaine préexistante (campings, constructions isolées).

Les Plans de Prévention des Risques

Le Plan de prévention des Risques naturels prévisibles d'Argelès-sur-Mer a été approuvé par arrêté préfectoral le 25/11/2008. Il traite à la fois de la problématique des risques d'inondation, des risques de mouvement de terrain et des risques littoraux.

Le zonage et le règlement du PPRN identifient 3 secteurs selon le degré d'importance des aléas des risques : I, II et III.

La zone I qui correspond à des aléas forts, relatifs à trois types de risques : les crues fluviales et l'expansion des crues ; la submersion et l'érosion marines ; les mouvements de terrain. Il est nécessaire de les préserver et concernant l'existant de ne pas y accroître la vulnérabilité. Le principe général est l'inconstructibilité et l'interdiction de certains types d'aménagement ou d'activités.

- *Les secteurs du PPRN sont reportés au plan de zonage et informer tout un chacun de l'existence des risques naturels.*
- *Le PLU ne prévoit aucune zone à urbaniser dans les secteurs d'aléas forts.*
- *Les secteurs urbanisés ou occupés par les campings et bâtis isolés (préexistants la délimitation du PPRN et celle des périmètres modélisés du TRI) ont des droits à bâtir qui permettent de gérer l'existant et qui sont fortement limités par le règlement du PLU qui renvoie à la législation en vigueur en matière de risques.*
- *Pour limiter les ruissellements pluviaux, le PLU règlemente l'emprise au sol des constructions.*
- *Avec ses dispositions, le PLU d'Argelès-sur-Mer est compatible avec les orientations du PGRI.*

Voir le livret des justifications des choix du PLU et voir les chapitres suivants qui détaillent l'évaluation du PLU sur la prise en compte des risques.

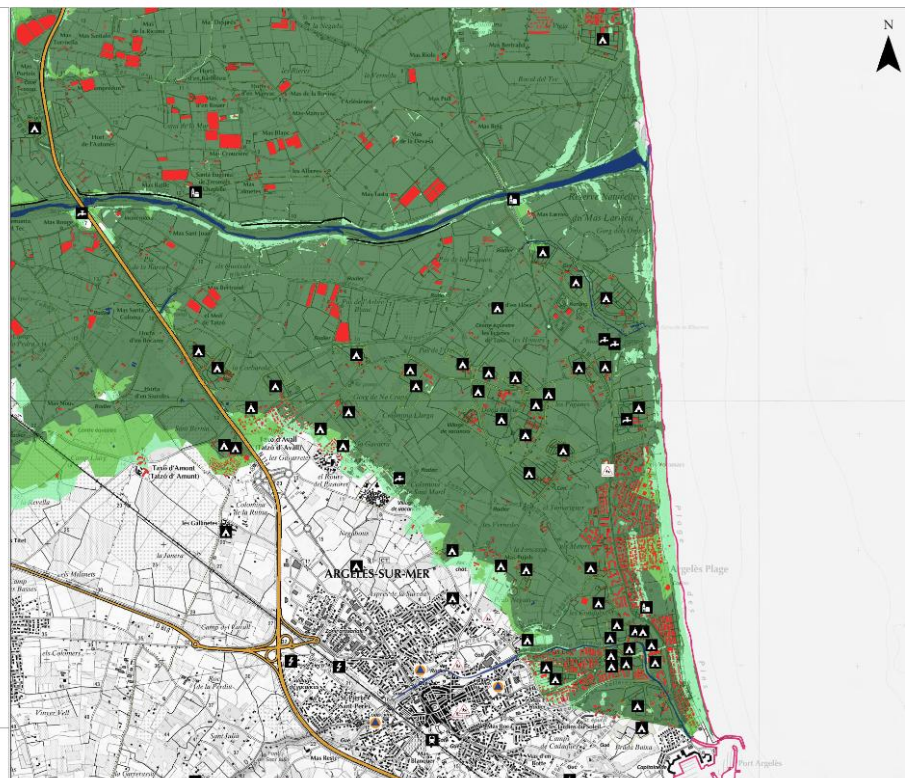
3. Zoom sur les documents-cadres majeurs

CARTE DE RISQUE

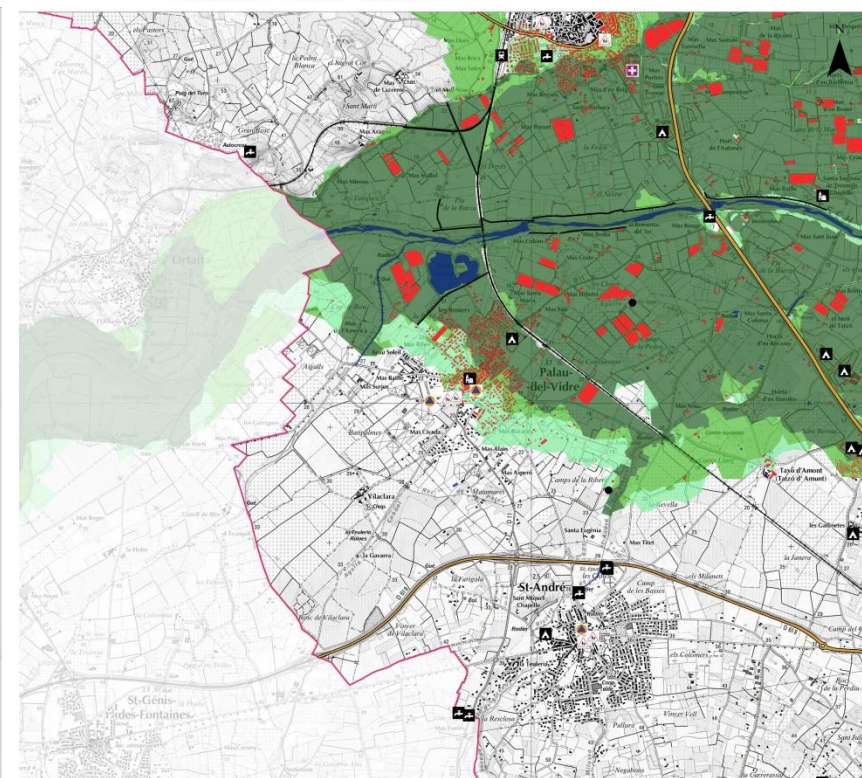
Débordement de cours d'eau



TRI de PERPIGNAN - Secteur 1



TRI de PERPIGNAN - Secteur 2



Chapitre 2







**SYNTHESE DES ENJEUX DE L'EIE ET CARACTERISTIQUES DES
SECTEURS VULNERABLES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHES DE
MANIÈRE NOTABLE**

1. Synthèse des enjeux environnementaux révélés dans l'Etat Initial de l'Environnement (livre 1.a)



L'Etat Initial de l'Environnement dresse l'état des lieux complet des caractéristiques environnementales et paysagères, avec des synthèses intermédiaires thématiques qui mettent en évidence les enjeux majeurs à traduire dans le projet de territoire.

Les pages suivantes s'intéressent aux enjeux environnementaux et paysagers majeurs territorialisés : les secteurs pressentis comme potentiellement vulnérables vis-à-vis du PLU sont identifiés et caractérisés. Ils sont ensuite évalués dans le chapitre suivant.



Préservation des paysages caractéristiques et des milieux naturels remarquables

-  Préservation des milieux naturels et paysages sensibles
-  Préservation du massif boisé et du piémont
-  Préservation des corridors écologiques
-  Maintien de la coupure d'urbanisation
-  Protection/Valorisation du patrimoine bâti
-  Valorisation du caractère identitaire du village et des hameaux



Valorisation du paysage urbain

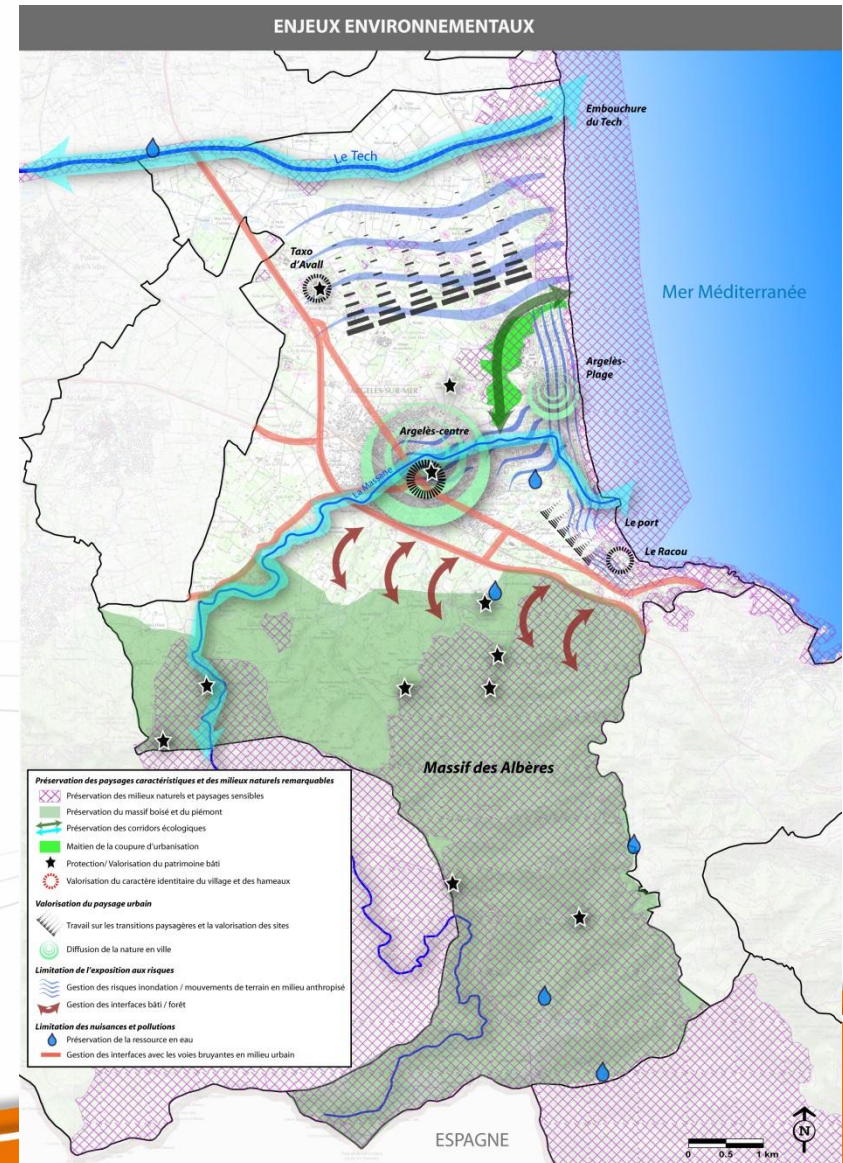
-  Travail sur les transitions paysagères et la valorisation des sites
-  Diffusion de la nature en ville

Limitation de l'exposition aux risques

-  Gestion des risques inondation / mouvements de terrain en milieu anthropisé
-  Gestion des interfaces bâti / forêt

Limitation des nuisances et pollutions

-  Préservation de la ressource en eau
-  Gestion des interfaces avec les voies bruyantes en milieu urbain



1. Synthèse des enjeux environnementaux révélés dans l'Etat Initial de l'Environnement

► Espace, ressources naturelles / Trame Verte et Bleue :

- Valorisation des espaces naturels remarquables : conservation, connaissance, sensibilisation, gestion... (notamment les secteurs littoraux et les Albères)
- Maîtrise de l'urbanisation aux abords des sites naturels les plus sensibles (notamment les Espaces Naturels Sensibles et l'arrière d'Argelès-Plage).
- Préservation de la Trame verte et bleue.

► Ressource en eau / Ressource énergie :

- Protection des cours d'eau et de leurs abords (Le Tech, la Massane, le Ravaner, La Riberette)
- Maintien d'une eau potable de qualité et sécurisation de l'approvisionnement, notamment dans une perspective de croissance de population non négligeable
- Maîtrise des rejets d'eaux pluviales (collecte et traitement à minima pour les nouveaux quartiers)
- Maîtrise de l'urbanisation dans le peu de zones assainies en « autonome »
- Développement des énergies renouvelables et de la performance énergétique des bâtiments

► Ambiances et entités paysagères :

- Promotion d'un tourisme durable de qualité (nécessitera de voir dans le PADD quelles possibilités seront offertes aux campings => RML, PRL,...)
- Valorisation des paysages forestiers en relation avec les sentiers de promenade et l'accueil touristique (secteur des Albères notamment)
- Maintien, préservation et intégration des paysages agricoles, sylvicoles et des espaces naturels protégés au sein des réseaux urbains et péri-urbains (parcelles à préserver)
- Prise en compte de la question paysagère dans les opérations d'urbanisation d'importance, valorisation des espaces ouverts et des espaces verts
- Gestion des transitions paysagères entre les espaces naturels, agricoles et les fronts bâtis, notamment sur les espaces dédiés à l'hôtellerie de plein air

► Patrimoine :

- Prise en compte des sites inscrits, sites classés et périmètres de protection des Monuments Historiques dans les choix de développement urbain.
- Valorisation du patrimoine bâti remarquable non protégé.

► Perception et visibilité :

- Valorisation du site du port et traitement des continuités paysagères avec le Racou et le centre-ville (secteur de développement à structurer)
- Requalification et valorisation de quelques entrées de villes et en particulier l'entrée de ville nord (traitement paysager aux abords de la zone de loisirs)

► Consommation d'espace :

- Poursuite de la densification des opérations mais de façon modérée pour conserver une pertinence d'intégration entre anciens et nouveaux quartiers (l'évolution des formes urbaines a été importante au cours de la décennie passée avec un passage de zones résidentielles pavillonnaires exclusives à des zones mixtes présentant du pavillonnaire, de l'individuel groupé et du logement sous forme de collectifs).

► Risques et nuisances :

- Limitation de l'exposition des biens et des personnes aux risques naturels (en prenant en compte la réglementation des Plans de Prévention des Risques)
- Réduction du risque par la maîtrise de l'urbanisation ou par l'instauration de règles de construction et de sécurité spécifiques dans les secteurs impactés.
- Renforcement de la part du transport collectif afin de réduire les émissions de CO2 occasionnés par les déplacements
- Maîtrise de l'urbanisation à proximité des axes routiers particulièrement bruyants ou mettre en place des dispositifs permettant de réduire les nuisances pour les habitants.

1. Synthèse des enjeux environnementaux révélés dans l'Etat Initial de l'Environnement

Les enjeux paysagers en environnementaux révélés en phase de diagnostic ont été traduits en orientations du projet de PLU, notamment :

| Enjeux stratégiques du diagnostic | Objectifs du PADD |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte de la question paysagère dans les opérations d'urbanisation d'importance et valorisation des espaces ouverts, des friches et des espaces verts - Gestion des transitions paysagères entre les espaces naturels, agricoles et les fronts bâtis, notamment sur les espaces dédiés à l'hôtellerie de plein-air - Valorisation du site du port et traitement des continuités paysagères avec le Racou et le centre-ville (secteur de développement à structurer) - Requalification et valorisation de quelques entrées de villes et en particulier l'entrée de ville nord (traitement paysager aux abords de la zone de loisirs) | <p>Orientation 5 : Ouvrir la ville sur les espaces naturels et les paysages qui l'entourent</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un projet d'espace public naturel au Tamariguer ; - Préservation du « bois de pins » - Valorisation du littoral et des activités « mer » en phase avec la stratégie « Argelès la naturelle » - Préservation des espaces naturels majeurs que constituent le Tech et son embouchure - Préservation du littoral en veillant à limiter le développement urbain mais en le rendant accessible - Redéploiement du végétal sur les espaces publics afin de lutter contre les îlots de chaleur et d'améliorer le cadre de vie - Valorisation des cheminements pédestres présents dans les espaces naturels et agricoles et développement d'une offre VTT - Identification des espaces les moins sensibles sur le plan paysager afin d'y implanter les installations d'intérêt collectif ou liées à du service public |
| <ul style="list-style-type: none"> - Préservation de l'activité agricole (espaces de production, exploitations), secteur économique historiquement important sur la commune. Valorisation du terroir qui présente une bonne qualité. - Recherche de complémentarités entre développement économique avec préservation des espaces naturels et agricoles - Valorisation des espaces naturels remarquables : conservation, connaissance, sensibilisation, gestion... (notamment les secteurs retro-littoraux et les Albères) - Préservation et gestion durable des zones fragiles ou à forte valeur écologique qui augmentent la qualité et l'image de la commune - Valorisation des paysages forestiers en relation avec les sentiers de promenade et l'accueil touristique - Maintien, préservation et intégration des paysages agricoles, sylvicoles et des espaces naturels protégés au sein des réseaux urbains et péri-urbain - Prise en compte des sites inscrits, sites classés et périmètres de protection des Monuments Historiques dans les choix de développement urbain - Valorisation du patrimoine bâti remarquable non protégé | <p>Orientation 6 : Préserver et valoriser le patrimoine agricole, naturel et bâti</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conservation des espaces agricoles pour permettre un redéploiement de l'activité - développement de jardins familiaux notamment dans un contexte de densification des espaces urbains - Protection des boisements significatifs en interdisant la déforestation mais en améliorant l'accessibilité pour les véhicules de lutte contre l'incendie - Favorisation du maintien de l'agropastoralisme et de l'élevage - Protection des espaces soumis à des risques naturels de tout développement urbain - Préservation de la ressource sol en veillant à limiter la consommation foncière et à réinvestir les espaces interstitiels vierges ne présentant pas de contraintes - Protection des éléments constitutifs de la trame verte et bleue - Protection des bâtisses remarquables notamment les villas balnéaires restantes |

2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

➤ Zones de projets d'urbanisation du PLU : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Plusieurs espaces à urbaniser sont envisagés dans le PLU :

Extrait du zonage
approuvé



2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

Le Rapport de Présentation expose de manière plus détaillée l'état initial de l'environnement d'Argelès-sur-Mer.

La carte ci-contre identifie, de manière schématique mais suffisamment précise, les principaux secteurs d'intérêt environnemental et/ou paysager, dits vulnérables, pour lesquels les choix du PLU peuvent générer des perturbations éventuelles.

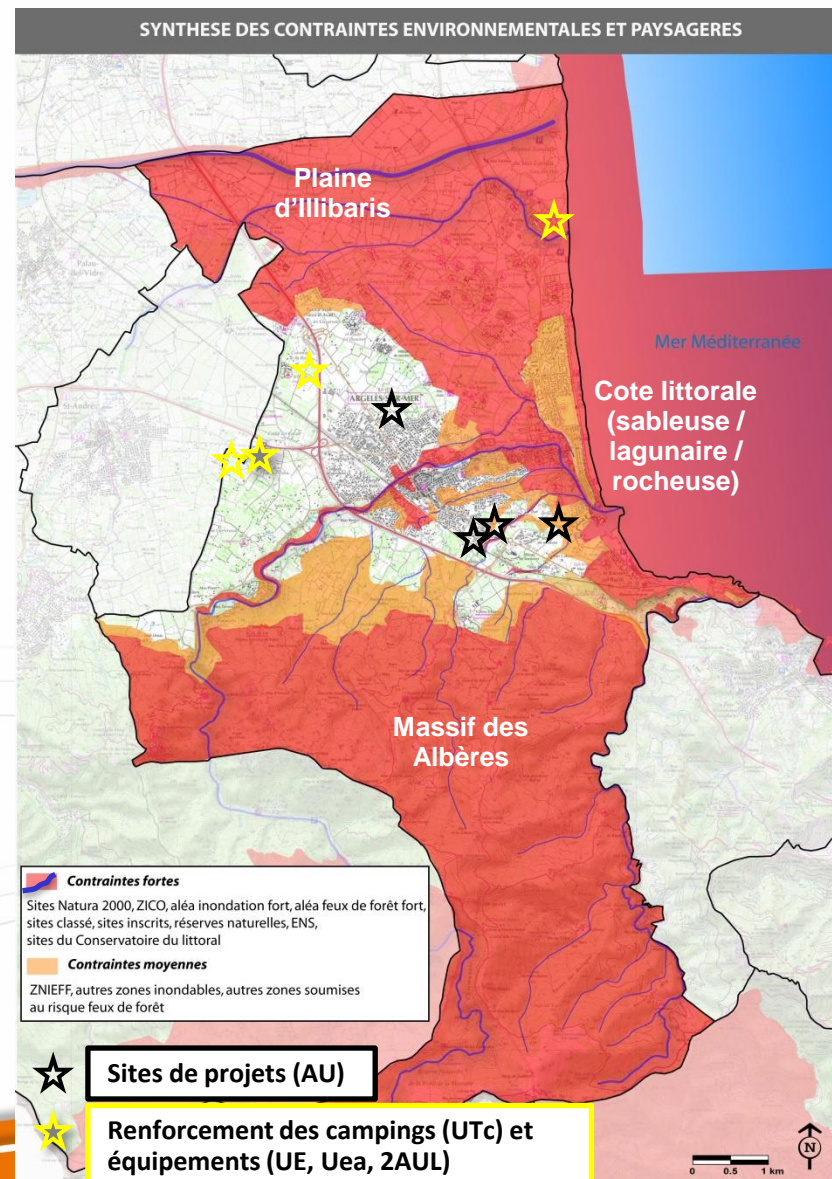
Ces secteurs à enjeux et à vulnérabilité potentielle sont hiérarchisés comme suit :

■ « **Contraintes fortes** » = Ce sont des espaces (ponctuellement bâtis) présentant des risques d'aléas forts (inondations, risques littoraux, feux de forêt, ...), des enjeux écologiques majeurs (réservoirs fondamentaux de biodiversité, distingués au titre de Natura 2000, des Sites Inscrits, etc.) et un intérêt patrimonial et paysager avéré. → **Il s'agit des cours d'eau, de la plaine d'Illobarès, de la façade littorale et du massif des Albères.**

■ « **Contraintes moyennes** » = Dans ces espaces les intérêts environnementaux et/ ou paysagers existent, mais dans une moindre mesure. → **Il s'agit des espaces de transition entre les sites précédents et l'enveloppe actuellement urbanisée d'Argelès-sur-Mer.**

★ « **Principaux « Sites de projets du PLU »** » = Ces secteurs sont amenés à accueillir des projets de développement dans le cadre du PLU.

Les pages suivantes indiquent donc les caractéristiques de ces espaces ainsi que l'évaluation de leur niveau de vulnérabilité, liée aux champs d'application de ce document d'urbanisme qu'est le PLU. *L'évaluation qui est proportionnée aux possibilités d'actions et à la portée du PLU.*



2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

➤ Ressource en eau et Trame Bleue : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Le territoire d'Argelès-sur-Mer a la particularité de comprendre entièrement ou partiellement les bassins versants de quatre fleuves : le Tech, et trois petits fleuves côtiers des Albères (la Riberette, la Massane, le Ravaner). Des secteurs de zones humides (notamment sur la zone d'El Tamariguer, à l'embouchure du Tech et sur certains secteurs inondables le long des cours d'eau) et de milieux marins littoraux s'ajoutent à ces éléments constitutifs de la Trame Bleue.

La partie Nord de la commune d'Argelès-sur-Mer est située sur l'aquifère multicouche plio-quaternaire de la plaine du Roussillon, qui représente la principale ressource disponible pour l'approvisionnement en eau potable. L'alimentation de cet aquifère se fait essentiellement à la périphérie du système, par infiltration directe de pluies et de cours d'eau intermittents (oueds), ainsi que par réalimentation souterraine, principalement par des aquifères karstiques (karst des Corbières).

L'état des lieux des masses d'eau (DCE, données Agence de l'Eau / SDAGE) indiquent globalement un état plus ou moins dégradé des différentes masses d'eau superficielles (un état chimique satisfaisant mais un état écologique moyen voire médiocre pour la Riberette). La zone aval du Tech et de la Riberette est particulièrement exposée aux perturbations liées à sa forte artificialisation. Pour les masses d'eau souterraines, l'état initial du bassin Tech-Albères estime que de manière générale, le suivi réalisé montre des nappes de bonne qualité sur le périmètre du SAGE tant sur les nappes d'accompagnement du Tech que sur les nappes du Pliocène.

Plusieurs pressions s'exercent sur la ressource en eau : les prélèvements pour l'alimentation en eau potable ; les activités agricoles et industrielles, sources potentielles de pollutions diffuses (apports organiques, phytosanitaires...) ; les prélèvements sur les nappes souterraines et depuis les canaux pour l'irrigation, les captages d'eau potable ... Les pollutions par les nitrates, autres composés azotés et substances phosphorées enrichissent les milieux aquatiques (eutrophisation) et perturbent les équilibres écologiques.

L'alimentation en eau potable de la commune ne présente pas d'enjeu particulier : les 5 captages sont protégés (Drain Pont du Tech, Forage Valmy, Forage Rimbau, Font d'en Cassagne) et l'eau distribuée est de bonne qualité. Toutefois, de nombreux prélèvements privés destinés à un usage domestique, réalisés à l'aide de forages dans les nappes quaternaires ou pliocènes, sont à l'heure actuelle méconnus car souvent non déclarés. Ces forages peuvent constituer un vecteur de pollution pour les aquifères.

La commune dispose d'un document cadre de planification lui permettant de gérer son assainissement : le Schéma d'Assainissement. Un système d'assainissement collectif a été mis en place sur la commune d'Argelès-sur-Mer : près de 95% de la population y est raccordée et la station d'épuration est suffisamment performante pour traiter les effluents, y compris en période de saison touristique. Actuellement, aucun dysfonctionnement particulier n'est à déplorer. Par ailleurs les installations autonomes font l'objet d'une surveillance et d'un contrôle par le SPANC de la Communauté de Communes.

La collectivité est également engagée dans la planification de la gestion globale de la ressource en eau (SAGE, Contrat de Rivière, PGE, ...).

- ***Le maintien de la qualité des cours d'eau est primordial pour la commune : cela passe par une gestion optimale de l'assainissement et des prélèvements sur la ressource.***
- ***Niveau de vulnérabilité : l'ensemble des masses d'eau de la commune est considéré comme particulièrement vulnérable et susceptible d'être affecté par les choix du PLU.***

Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport

2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

➤ **Plaine d'Illibéris (plaine alluviale du Tech et de la Ribarette) : caractéristiques et vulnérabilité / PLU**

L'occupation de l'espace, en dehors des lits des cours d'eau empreint d'une forte naturalité avec la présence d'une végétation plutôt dense, est principalement agricole, ponctuellement parsemé de boisements fragmentés et de zones humides très localisées. En descendant vers la ville, au Sud, les campings se multiplient.

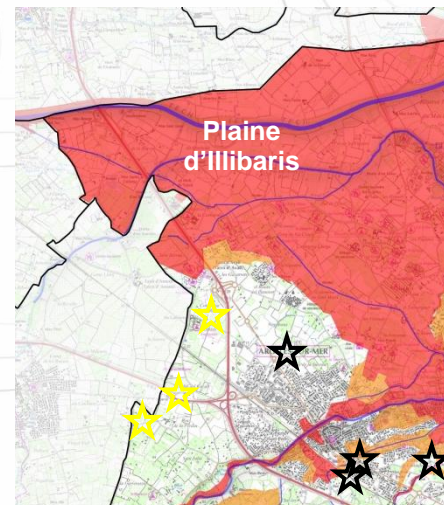
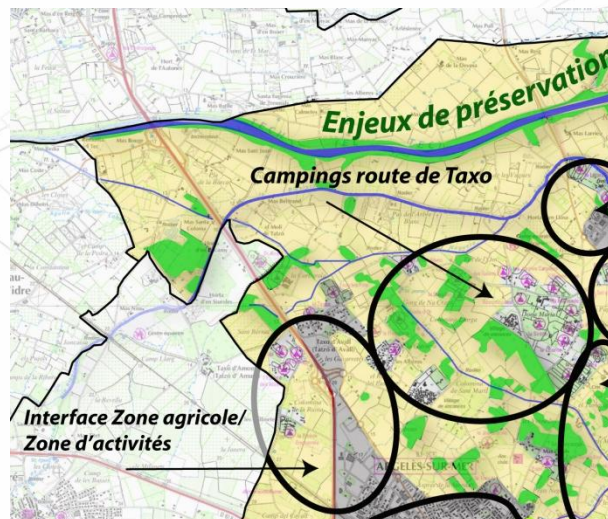
Le Tech et ses affluents est concerné par le risque d'inondation, et son embouchure par des risques littoraux (submersion).

Le cours du Tech est identifié comme réservoir-corridor de biodiversité : sa patrimonialité est distinguée au titre de Natura 2000 (le Tech, SIC + ZICO), des Espaces Naturels Sensibles du littoral, des ZNIEFF, ... Les terrasses agricoles offrent des milieux ouverts intéressants et les boisements épars des milieux relais favorables à la biodiversité qui s'invite jusque dans les milieux urbanisés.

Des zones humides sont identifiées dans la zone d'expansion des crues du Tech et de la Ribarette, dans la partie aval principalement, ainsi qu'autour de Taxo (ENS).

➤ **Niveau de vulnérabilité : Le secteur est considéré comme particulièrement vulnérable vis-à-vis des choix du PLU.**

Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport



Contraintes fortes
Sites Natura 2000, ZICO, aléa inondation fort, aléa feux de forêt fort, sites classés, sites inscrits, réserves naturelles, ENS, sites du Conservatoire du littoral

Contraintes moyennes
ZNIEFF, autres zones inondables, autres zones soumises au risque feux de forêt

★ Sites de projets (AU)

★ Renforcement des campings (UTc) et équipements (UE, 2AUL)

2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

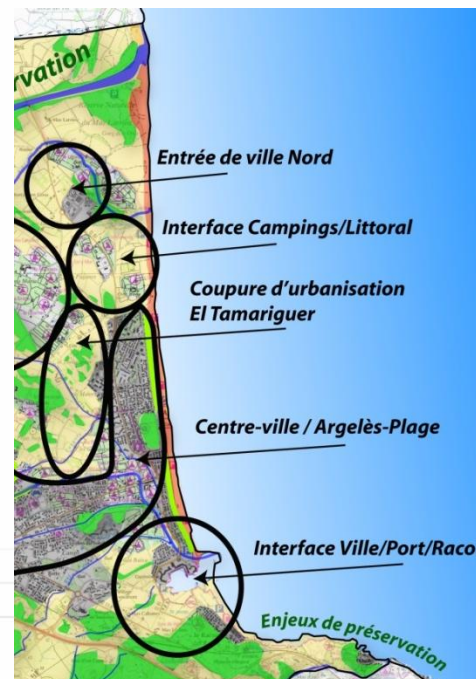
➤ Façade littorale : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

L'occupation de l'espace est complexe et morcelée : des espaces littoraux à forte valeur naturelle et paysagère cohabitent avec les extensions de la ville et les nombreux campings. L'attractivité et les besoins de développement (économique, touristique, résidentiel) exercent une pression perceptible.

La façade littorale est concernée par des risques d'inondation, de submersion et d'érosion marines. Plus au sud, dans la partie rocheuse, des risques de mouvements et de glissements de terrain sont également identifiés.

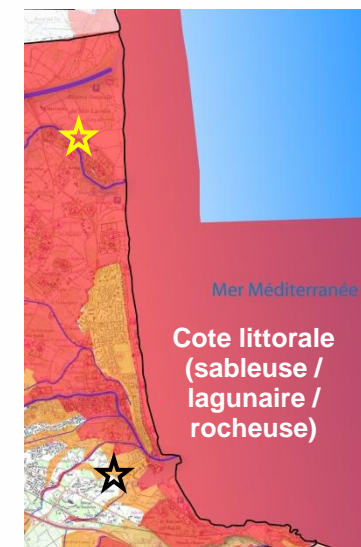
Les milieux naturels littoraux sont de nature diverse (milieux marins, milieux rupestres côtiers, les lagunes et graus, les milieux forestiers alluviaux et rivulaires, ...) : la forte patrimonialité est distinguée au titre de Natura 2000 (Embouchure du Tech et Grau de la Massane en SIC + ZICO, Posidonies de la Côte des Albères en SIC, Côte rocheuse des Albères en SIC), des Sites Inscrits et Classés (les rochers et falaises du Racou), des Espaces Naturels Sensibles du littoral (l'embouchure du Tech, les zones humides et boisements d'El Tamariguer, le Grau de la Massane), des ZNIEFF, des Réserves Naturelles Nationales (le Mas Larrieux, la Massane), du Parc Naturel Marin du Golfe du Lion, ... Il s'agit là de réservoirs de biodiversité particulièrement remarquables, à préserver. Les terrasses agricoles offrent des milieux ouverts intéressants et les boisements épars des milieux relais favorables à la biodiversité qui s'invite jusque dans les milieux urbanisés : ces espaces participent aux fonctionnalités des Trames Vertes et Bleues en faisant le trait d'union entre les réservoirs côtiers et ceux du massif forestier.

Ce secteur, particulièrement vulnérable, est concerné par les dispositions de la Loi Littoral (espaces proches du rivage, espaces naturels remarquables, bande littorale « des 100 mètres », coupures d'urbanisation, espaces boisés significatifs, ...).



➤ **Niveau de vulnérabilité : Le secteur est considéré comme particulièrement vulnérable vis-à-vis des choix du PLU (urbanisation, développement des campings, gestion de l'assainissement et des eaux pluviales, fréquentation touristique, ...).**

Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport



Contraintes fortes
Sites Natura 2000, ZICO, aléa inondation fort, aléa feux de forêt fort, sites classés, sites inscrits, réserves naturelles, ENS, sites du Conservatoire du littoral

Contraintes moyennes
ZNIEFF, autres zones inondables, autres zones soumises au risque feux de forêt



Sites de projets (AU)



Renforcement des campings (UTc) et équipements (UE, 2AUL)

2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

➤ Massif des Albères : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

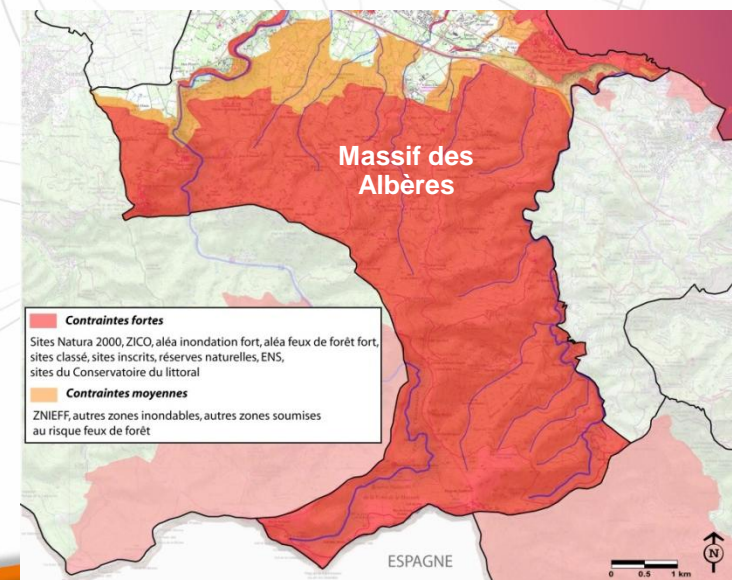
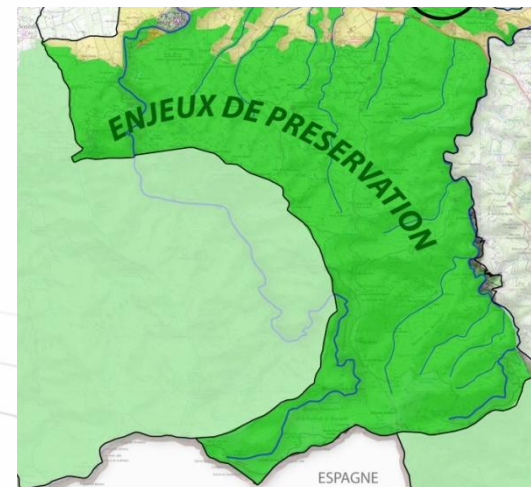
On y distingue ainsi trois zones au relief différent : le piémont peu pentu, une partie intermédiaire avec des alvéoles en forte pente et les crêtes. L'occupation de ce secteur est essentiellement forestière, ponctué à la marge par du bâti isolé et des enclaves agricoles au contact de la ville. Les cours de la Massane et du Ravanet se distinguent de par leur végétation alluviale plus fraîche.

Le caractère fort de l'aléas feux de forêt pose la question de la gestion des interfaces entre les espaces urbanisés et le massif.

Il s'agit d'un réservoir de biodiversité de grande qualité, composé de milieux forestiers thermophiles ponctués de landes et de ravins, de fort intérêt ornithologique, en témoignent les périmètres de protection et de gestion : Natura 2000 (Massif des Albères, SIC + ZPS), Réserve Naturelle Nationale (Forêt de la Massane), ZNIEFF, ... Les cours de la Massane et du Rivanet participent aux continuités écologiques en faisant la transition entre les milieux forestiers fermés et les espaces ouverts agricoles au Nord.

Ce secteur abrite par ailleurs de nombreuses sources.

L'Ermitage Notre-Dame-de-Vie et la Chapelle de Sainte-Magdeleine constituent un élément fort du patrimoine (Site Inscrit), sans compter les nombreux autres éléments bâtis monumentaux disséminés dans le massif.



➤ **Niveau de vulnérabilité :** Le secteur est considéré comme particulièrement vulnérable qui pose la question de la gestion du bâti isolé dans le PLU ainsi que celle du couvert boisé.

Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport

2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

➤ Zones de projets d'urbanisation du PLU : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Plusieurs espaces à urbaniser sont envisagés dans le PLU :

Extrait du zonage approuvé



2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

➤ Zones de projets d'urbanisation du PLU : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Leurs caractéristiques sont les suivantes (une étude préalable de site a été réalisée, voir après) :

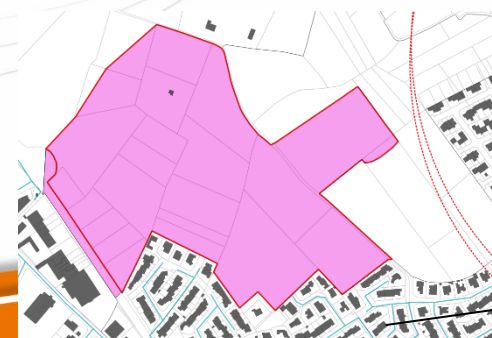
➤ **Niveau de vulnérabilité** : le site n'est pas considéré hautement vulnérable ni susceptible d'être préjudicialement affecté par les choix du PLU

Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport

Caractères :

1. NEGUEBOUS

| | |
|---|--|
| Occupation du sol Situation | Espaces boisés et espaces libres (friche, dans l'attente) imbriqués dans le tissu urbain : ces secteurs sont considérés constructibles depuis le dernier document d'urbanisme |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | Non concerné par Natura 2000 ni par une zone humide Site lui-même : nature ordinaire, quelques éléments boisés pouvant localement contribuer à créer des Trames Vertes et Bleues en milieu urbain (potentialité à prendre en compte dans le projet) et à les connecter aux continuités voisines de plus fort intérêt |
| Paysage Patrimoine | Vues valorisantes sur le Massif des Albères et sur les Pyrénées Absence de servitudes de protection à prendre en compte (le périmètre MH jouxte le secteur de projet) |
| Gestion de l'eau (réseaux) | Site desservi par un assainissement collectif de capacité suffisante pouvant absorber la densification prévue Potential pour mettre en œuvre des dispositifs de gestion du pluvial |
| Risques et nuisances | Site non concerné par le PPRi Nuisances sonores liées aux voies principales |
| Lutte contre le réchauffement climatique | Transports alternatifs à la voiture mis en œuvre à l'échelle du quartier : modes doux aménagés Arrêts de bus à proximité |



→ Réseau d'assainissement collectif

2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

➤ Zones de projets d'urbanisation du PLU : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Leurs caractéristiques sont les suivantes (le site a déjà fait l'objet d'une étude antérieure) :

➤ **Niveau de vulnérabilité** : le site présente une sensibilité qui est à prendre en compte dans la partie d'aménagement

Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport

Caractères :

2. PORT JARDIN

| | |
|---|--|
| Occupation du sol Situation | Espaces libres (enherbé, dans l'attente) en continuité immédiate du tissu urbain existant |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | <u>Non concerné par Natura 2000</u> Site lui-même : présence d'une zone humide identifiée par le Département (Prairies humides d'Argelès Prade Bas) quelques éléments boisés pouvant localement contribuer à créer des Trames Vertes et Bleues en milieu urbain (potentialité à prendre en compte dans le projet) et à les connecter aux continuités voisines de plus fort intérêt |
| Paysage Patrimoine | Ambiance littorale intéressante (proximité du Port, espaces naturels proches) <u>Absence de servitudes de protection à prendre en compte de type Monument Historique ou Site</u> |
| Gestion de l'eau (réseaux) | Site desservi par un assainissement collectif de capacité suffisante pouvant absorber la densification prévue Potential pour mettre en œuvre des dispositifs de gestion du pluvial |
| Risques et nuisances | Site partiellement concerné par le PPRi (aléa moyen de degré II, en cœur de site, aléa fort de degré I en bordure nord-ouest, au niveau du Rec de l'Abat) |
| Lutte contre le réchauffement climatique | Transports alternatifs à la voiture mis en œuvre à l'échelle du quartier : modes doux aménagés Arrêts de bus à proximité |



→ Risque inondation aléa fort (degré I)

→ Risque inondation aléa modéré (degré II)

→ Réseau d'assainissement collectif

→ Zone humide

2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

➤ Zones de projets d'urbanisation du PLU : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Leurs caractéristiques sont les suivantes :

| Caractères : | |
|--|---|
| 3. ROUTE DE COLLIOURE | |
| Occupation du sol Situation | Quelques habitations individuelles, espaces libres, friche d'une ancienne station-service, enclavé dans le tissu urbain existant |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | Non concerné par Natura 2000 Site lui-même : nature ordinaire, éléments boisés autour de la friche, haies d'appoint qui délimitent les parcelles. |
| Paysage Patrimoine | Ambiance sans grand intérêt paysager particulier |
| Gestion de l'eau (réseaux) | Site desservi par un assainissement collectif de capacité suffisante pouvant absorber la densification prévue Potentiel pour mettre en œuvre des dispositifs de gestion du pluvial |
| Risques et nuisances | Site concerné par le PPRI (à la limite sud-est par un aléa moyen de degré II) |
| Lutte contre le réchauffement climatique | Arrêts de bus à proximité |

➤ **Niveau de vulnérabilité** : le site présente des sensibilités mais n'apparaît pas comme préjudiciablement affecté par les choix du PLU

Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport



→ Réseau d'assainissement

→ Risque inondation aléa moyen (degré II)

2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

➤ Zones de projets d'urbanisation du PLU : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

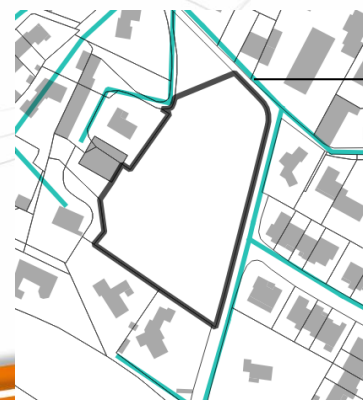
Leurs caractéristiques sont les suivantes :

- Niveau de vulnérabilité : le site ne présente pas de sensibilités particulières
- Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport

Caractères :

4. CHEMIN DE VALBONE

| | |
|---|--|
| Occupation du sol Situation | Espace occupé par des vignes, enclavé dans un tissu urbain pavillonnaire. |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | <u>Non concerné par Natura 2000</u> Site lui-même : nature ordinaire, parcelle agricole conduite en vignes. |
| Paysage Patrimoine | Zone cultivée en milieux urbains <u>Absence de servitudes de protection à prendre en compte</u> |
| Gestion de l'eau (réseaux) | Site desservi en assainissement collectif |
| Risques et nuisances | <u>Absence de risques et nuisances à prendre en compte</u> |
| Lutte contre le réchauffement climatique | / |



→ Réseau d'assainissement

2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

➤ Zones de projets d'urbanisation du PLU : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Leurs caractéristiques sont les suivantes :

| Caractères : | |
|---|--|
| A. ZONE DE LOISIRS DE LA STATION BALNÉAIRE, EL TAMARIGUER | |
| Occupation du sol Situation | Espaces libres enclavés entre les campings. L'ambition actuelle est de privilégier l'aménagement d'un espace vert récréatif |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | <u>Non concerné par Natura 2000</u> (espaces d'enjeux écologiques en bordure est, sur le littoral) Site lui-même : nature ordinaire |
| Paysage Patrimoine | Ambiance littorale <u>Absence de servitudes de protection à prendre en compte</u> |
| Gestion de l'eau (réseaux) | Site desservi en assainissement collectif |
| Risques et nuisances | Site concerné par le PPRI (degré I et degré II). Pour la zone en degré II, une étude hydraulique sous maîtrise d'ouvrage communale entre graus de la Riberette et du Tamariguer est prescrite. |
| Lutte contre le réchauffement climatique | Arrêts de bus à proximité Cheminements doux |

➤ **Niveau de vulnérabilité** : le site présente une sensibilité le rendant potentiellement vulnérable vis-à-vis des choix du PLU

Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport



→ Réseau d'assainissement collectif

→ Risque inondation aléa fort (degré I)

→ Risque inondation aléa moyen (degré II)

2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

➤ Zones de projets d'urbanisation du PLU : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Leurs caractéristiques sont les suivantes :

| Caractères : | |
|---|--|
| B. PARC D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES | |
| Occupation du sol Situation | Espaces agricoles entourés par un lycée au nord et un parc d'activités économiques à l'est. |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | Non concerné par Natura 2000 Site lui-même : espace agricole, réseau de haies et de bosquets importants, zone humide potentielle en limite nord-ouest de la zone |
| Paysage Patrimoine | Ambiance agricole, présence d'un camping à proximité de la zone. Absence de servitudes de protection à prendre en compte |
| Gestion de l'eau (réseaux) | Site non desservi en assainissement collectif, facilement raccordable |
| Risques et nuisances | Nuisances sonores liées à la RD 914 à la limite est du site |
| Lutte contre le réchauffement climatique | / |

- **Niveau de vulnérabilité** : le site ne présente pas de sensibilités particulières, si ce n'est l'exposition à des nuisances sonores dues à la RD 914
- Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport



2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

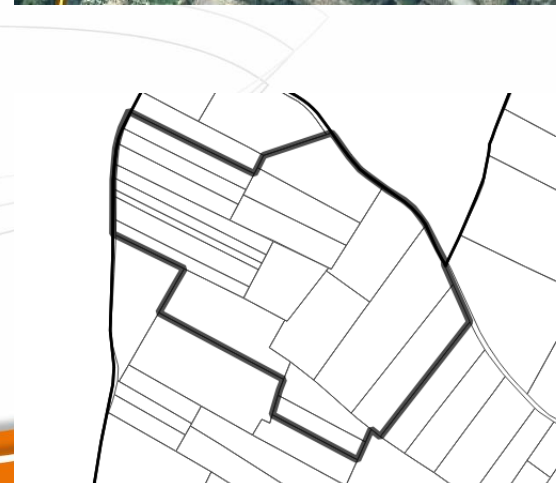
➤ Zones de projets d'urbanisation du PLU : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Leurs caractéristiques sont les suivantes :

| Caractères : | |
|---|--|
| C. PROJET DE COGÉNÉRATION | |
| Occupation du sol Situation | Terrains fortement remaniés de par la présence d'une zone industrielle à l'ouest, sur la commune voisine de Saint-André. |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | Non concerné par Natura 2000 Espace fortement remanié, friche industrielle |
| Paysage Patrimoine | <u>Absence de servitudes de protection à prendre en compte</u> |
| Gestion de l'eau (réseaux) | Site non desservi en assainissement collectif |
| Risques et nuisances | <u>Absence de servitudes de risques et nuisances à prendre en compte</u> |
| Lutte contre le réchauffement climatique | / |

➤ **Niveau de vulnérabilité** : le site ne présente pas de sensibilités le rendant potentiellement vulnérable vis-à-vis des choix du PLU

Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport



2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

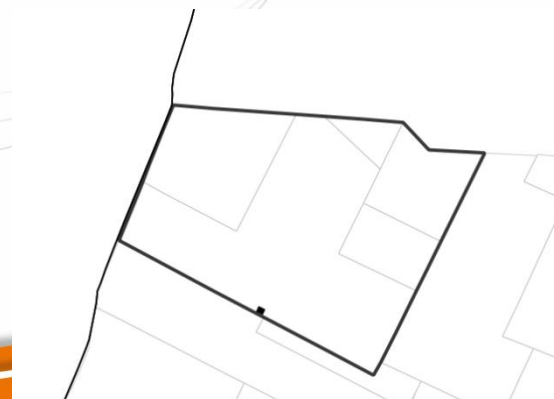
➤ Zones de projets d'urbanisation du PLU : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Leurs caractéristiques sont les suivantes :

| Caractères : | |
|--|--|
| D. PROJET DE CENTRE D'INTERVENTION ET DE SECOURS | |
| Occupation du sol Situation | Espace naturel à proximité d'un axe routier et d'un parc d'activités économiques à l'ouest |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | Non concerné par Natura 2000 Site lui-même : Landes présentant une végétation spontanée composée de plantes ligneuses et de Pins |
| Paysage Patrimoine | <u>Absence de servitudes de protection à prendre en compte</u> |
| Gestion de l'eau (réseaux) | Site non desservi en assainissement collectif |
| Risques et nuisances | <u>Absence de servitudes de risques et nuisances à prendre en compte</u> |
| Lutte contre le réchauffement climatique | / |

➤ **Niveau de vulnérabilité** : le site ne présente pas de sensibilités le rendant potentiellement vulnérable vis-à-vis des choix du PLU

Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport



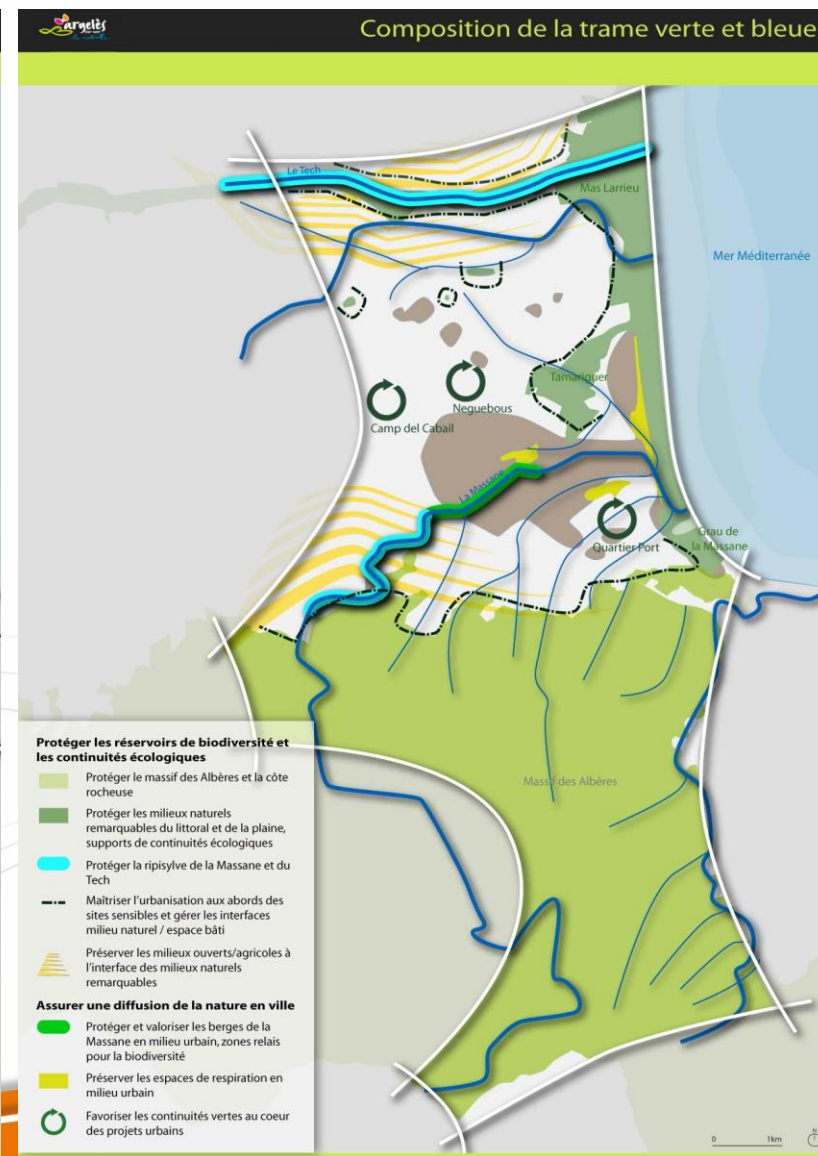
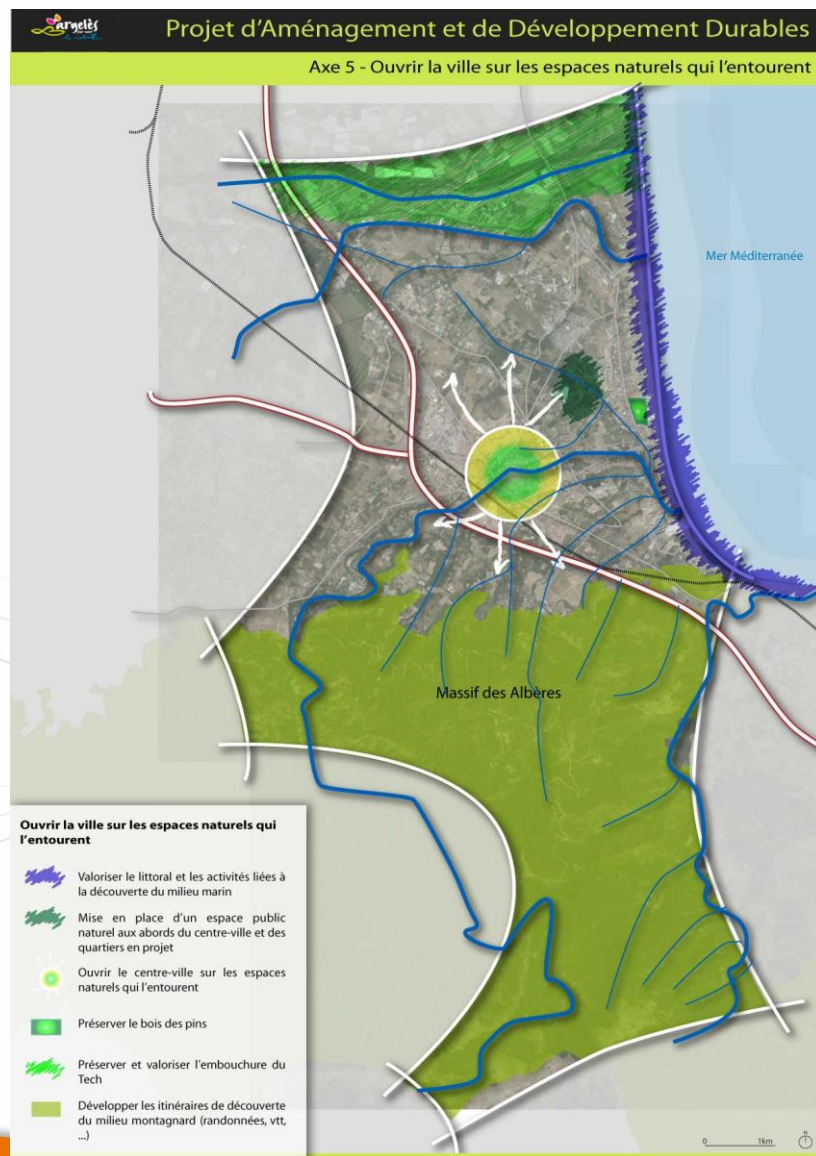
Chapitre 3

**INCIDENCES DU PLU SUR LA PROTECTION DES ZONES D'INTERET
ENVIRONNEMENTAL ET JUSTIFICATION DES MESURES DU PLU EN
FAVEUR DE LEUR PRESERVATION**

Chapitre 3 : Incidences du plu sur la protection des zones d'intérêt environnemental et justification des mesures du PLU en faveur de leur préservation

Le projet de territoire a intégré les enjeux environnementaux et paysagers révélés en phase de diagnostic .

Ils transparaissent dans l'ensemble des orientations du projet, mais se concentrent essentiellement au niveau des orientations 5 et 6 du PADD :



Globalement, la traduction règlementaire du PLU d'Argelès-sur-Mer prend en compte les sensibilités environnementales et paysagères :

- **Une maîtrise de l'urbanisation, cantonnée à l'enveloppe actuellement bâtie d'Argelès-sur-Mer et à ses espaces résiduels à proximité immédiate**

Les choix du PLU optent pour un recentrage important de l'urbanisation sur le centre-ville d'Argelès-sur-Mer et des abords des espaces déjà urbanisés. Ce choix garantit donc la préservation des espaces agro-naturels environnant.

- **Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) plus précises**

Les OAP proposées dans le nouveau projet de PLU se veulent relativement précises tant sur les principes d'aménagement attendus que sur les éléments de programmation. En effet, les OAP intègrent des principes en matière de : desserte (voirie, piétons, transports collectifs), typologie d'habitat, de densité, de qualité du cadre de vie, d'espaces publics, d'espaces verts, de gestion de l'intimité, etc.

Par ailleurs, des images de références permettent de comprendre les ambiances de quartiers et types d'aménagements attendus dans les futures opérations. Enfin, les OAP comprennent des éléments de programmation en précisant le phasage de l'urbanisation, le nombre de logements ou encore les densités attendus.

- **Une meilleure prise en compte des espaces agricoles**

A travers l'élaboration du document, la vocation agricole de la commune est affirmée par un zonage spécifique permettant ainsi de pérenniser et conforter les exploitations existantes. Les espaces agricoles à la qualité agronomique forte du bord du Tech et localisés dans les corridors écologiques identifiés dans le SCoT ont été protégés par un zonage spécifique « agricole protégé » Ap.

- **Une meilleure protection de la Trame Verte et Bleue**

Le PLU d'Argelès-sur-Mer traduit de manière claire les continuités écologiques identifiées par le SCoT Littoral Sud, et dans le cadre de l'état initial de l'environnement. D'une part, ces continuités sont reprises au PADD, puis traduites de manière règlementaire par à la fois :

- Le zonage naturel (ou agricole s'il s'agit de continuités composées essentiellement de milieux ouverts agricoles)
- Des outils spécifiques tels que les Espaces Boisés classés ou les principes de végétalisation des OAP (cœurs d'îlots à préserver, franges à traiter, ...).

- **Une meilleure protection des atouts patrimoniaux de la commune**

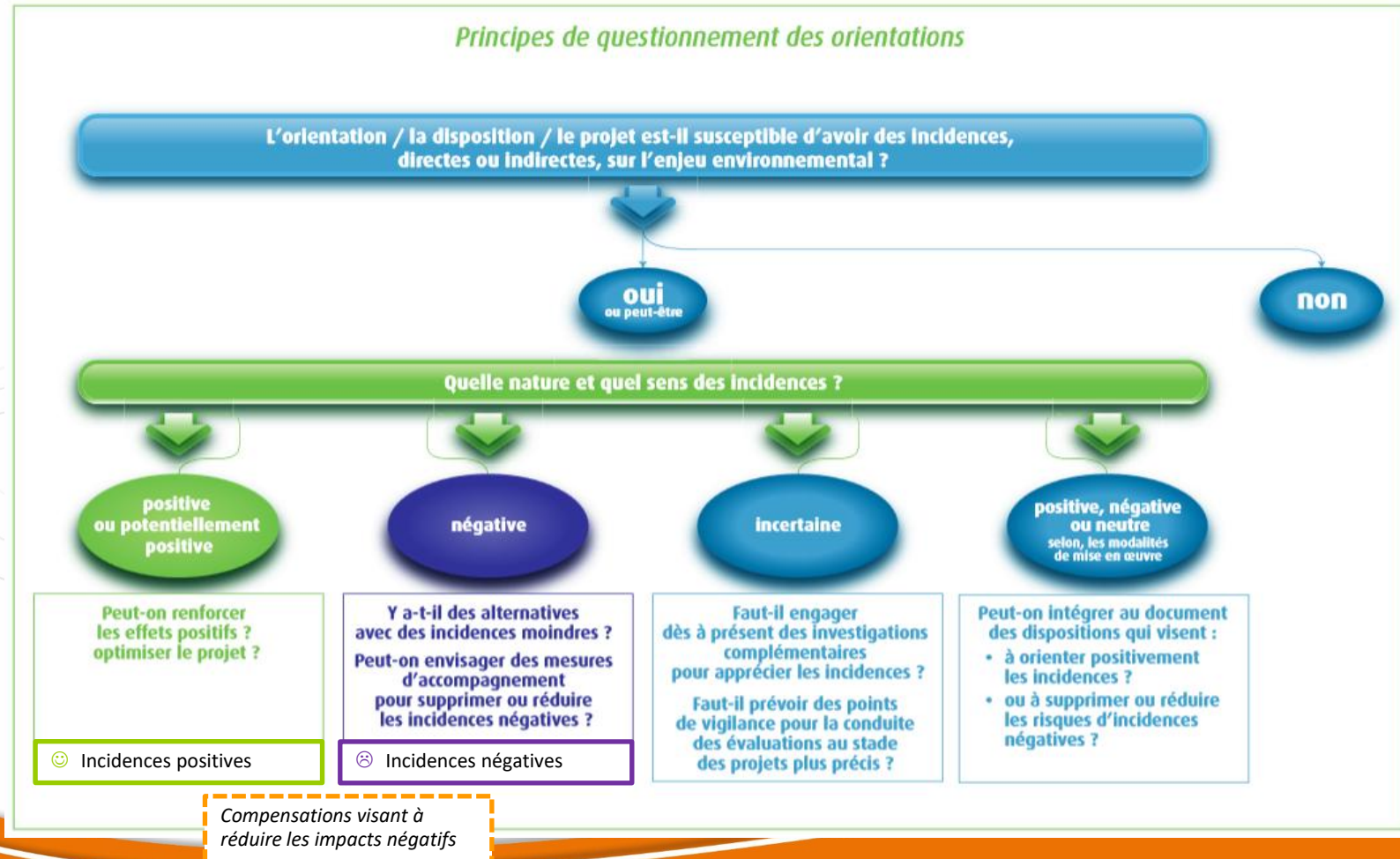
Le PLU d'Argelès-sur-Mer recense, au-delà des Sites et des périmètres protégeant les Monuments Historiques, plusieurs éléments patrimoniaux ou paysagers à préserver. Des règles inscrites au règlement écrit permettent de protéger ces éléments qui participent à la richesse patrimoniale de la commune.

- **Un règlement retravaillé**

Le règlement écrit a été repris et complété de manière à prendre en compte les dispositions du Grenelle de l'Environnement, de la loi ALUR et de la Loi d'Avenir pour l'Agriculture et traduire au mieux la démarche de « projet durable de territoire » engagée par la commune.

Chapitre 3 : Incidences du plu sur la protection des zones d'intérêt environnemental et justification des mesures du PLU en faveur de leur préservation

Sur la base des grilles d'analyse de la DREAL / Autorité Environnementale, ce chapitre restitue l'examen des choix du PLU d'Argelès-sur-Mer, guidés par les questionnements suivants :



1. Les incidences sur la consommation des espaces naturels et agricoles et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le PADD d'Argelès-sur-Mer replace la préservation des espaces naturels et agricoles au cœur des problématiques d'aménagement (orientations 5 et 6 du projet, notamment).
- ☺ Le PADD affiche un objectif clair de modération de la consommation foncière sur la base d'une analyse rétrospective et d'une approche rationalisée des besoins fonciers. Dans le cadre de la révision du PLU d'Argelès-sur-Mer, cet objectif chiffré de modération de la consommation d'espace fixe une économie de l'ordre de **30%** par rapport à la consommation foncière de la décennie passée. Pour accueillir les **1 095 logements supplémentaires à l'horizon 8 ans**, le foncier mobilisé (dents creuses en zones U, zones AU pour l'habitat) est **de l'ordre de 27,21 ha**, pour une densité brute moyenne globale recherchée de **30 à 35 logements/ha**.
- ☺ Le PADD et les choix de zonage du PLU vont dans le sens d'une délimitation des zones constructibles au plus près de l'enveloppe urbaine existante, ce qui permet de réduire la consommation foncière et de préserver les espaces agro-naturels.

Cartes pages suivantes : Les zones constructibles du PLU en vigueur (U, AU) ont diminué d'environ **19ha**, « économisées » au bénéfice des espaces naturels et des espaces agricoles dans ce PLU.

- ☺ Le PLU privilégie ainsi le renouvellement urbain au sein du périmètre aggloméré de la ville et la densification des espaces résiduels : le règlement est rédigé dans ce sens et des OAP sont réalisées pour tous les secteurs de projets. En travaillant sur les formes urbaines, les densités résidentielles des zones AU (ou U avec OAP) à vocation d'habitat seront de l'ordre de **47 logements/ha** en moyenne, comme le prévoit le SCoT Littoral Sud.
- ☺ Le PLU s'efforce de reconquérir le parc vacant (l'objectif chiffré est évalué à **4 logements réhabilités par an**) : cela constitue autant de surfaces agricoles ou naturelles épargnées.

Les incidences négatives du PLU (et compensations)

- ☹ Le scénario démographique et économique retenu dans le PLU s'accompagne inévitablement de besoins fonciers pour satisfaire l'urbanisation à venir, donc d'espaces aujourd'hui naturels et agricoles
- ☹ **Carte page suivante : 11,41** ha d'anciennes zones naturelles et **36,95** ha d'anciennes zones agricoles (par rapport à l'ancien PLU) ont été reclassés en zone constructible.

La commune d'Argelès-sur-Mer, d'après l'analyse de la consommation d'espace sur 12 années (période 2000-2012), a urbanisé 110 ha (9,2 ha/an en moyenne), dont 50% à partir de terrains naturels, 10% de friches et 40% d'espaces occupés par l'agriculture

Compensations visant à réduire les impacts négatifs :

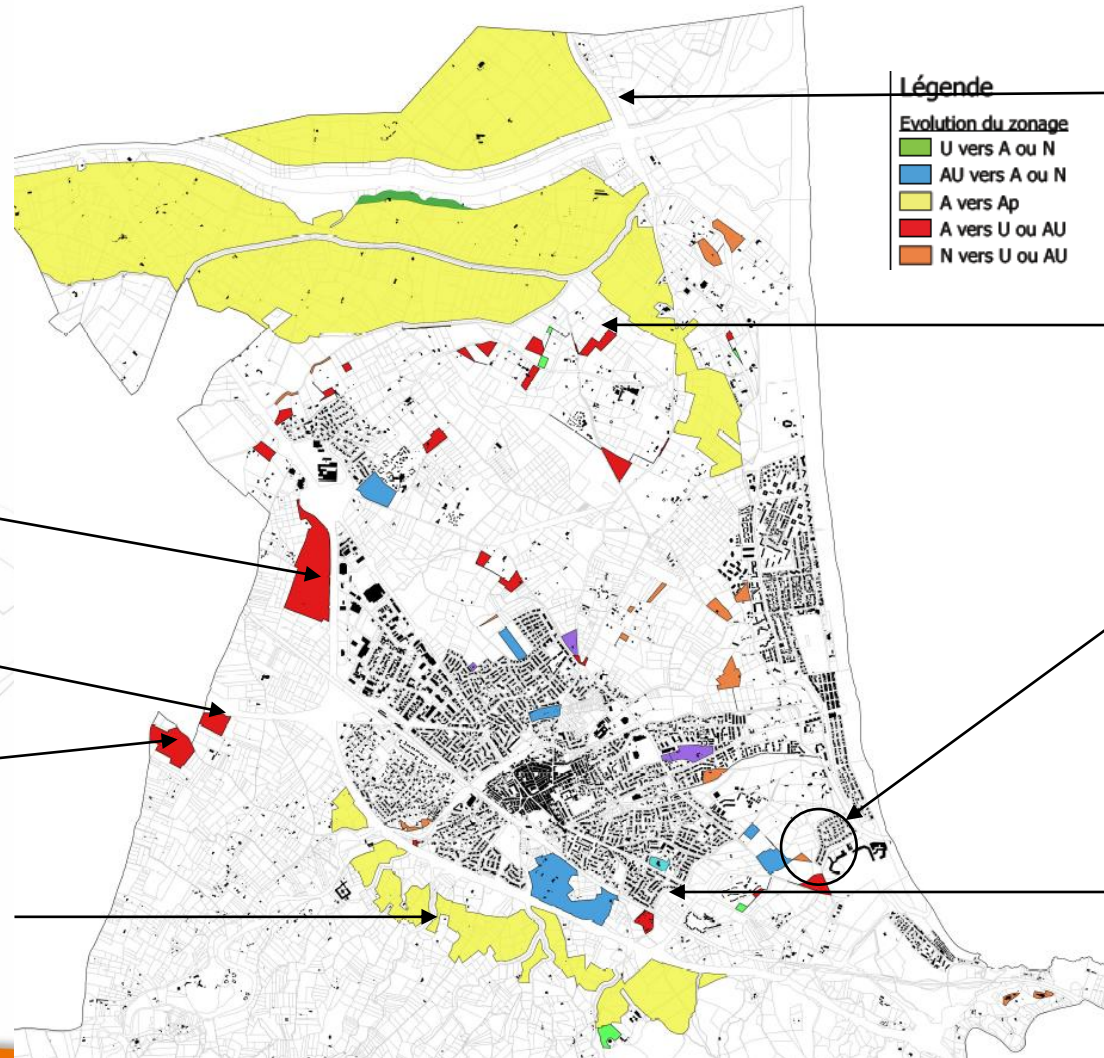
Les compensations ont été apportées au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur le zonage jusqu'à l'arrêt, en cherchant à réduire les zones constructibles au profit des zones naturelles et agricoles. Le résultat de cette démarche est par conséquent révélé dans le rapport des incidences positives ci-dessus.

Chapitre 3 : Incidences du plu sur la protection des zones d'intérêt environnemental et justification des mesures du PLU en faveur de leur préservation

1. Les incidences sur la consommation des espaces naturels et agricoles et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

Extraits du PLU approuvé

Les secteurs apparaissant sur la carte mais n'étant pas annotés précisément sont des secteurs d'accueil touristique (camping, hôtel...) ayant fait l'objet d'ajustement afin de les renforcer de les restructurer dans leur rôle tout en prenant en compte les risques et les dispositions de la Loi Littoral



Reclassement de la zone agricole autour du Tech en zone agricole protégée

Reclassement de zones constructibles en zones agricoles pour respecter les objectifs de modération de la consommation d'espace

Ajustements sur la zone de projet « Port Jardin » pour une meilleure prise en compte des risques et de la zone humide

Zone constructible, initialement prévue pour un projet de renforcement du pôle multimodal de la gare d'Argelès, revue à la baisse au bénéfice des zones A et N

Zone passée constructible pour la réalisation d'un parc d'activités économiques en continuité de l'existant

Zone passée constructible pour la réalisation du Centre d'Intervention et de Secours

Zone passée constructible pour la réalisation du Projet de cogénération

Reclassement de la zone agricole en zone agricole protégée

2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le diagnostic d'Argelès-sur-Mer identifie la Trame Verte et Bleue communale, sur la base d'une approche hiérarchisée des enjeux écologiques : cette carte a servi à établir l'axe environnemental du PADD et a ensuite été traduite sur le zonage. **Cartes pages suivantes** : Le PLU s'est attaché à protéger les Trames Vertes et Bleues selon une approche différenciée et adaptée à l'importance des enjeux écologiques (pouvant également être combinés à d'autres critères de gestion de l'espace). Par exemple :
 - La **zone naturelle (N, Nrl, Nb, Nj)** est créée pour protéger très strictement les réservoirs et la Trame Bleue, jusque dans les espaces bâtis. Elle a une vocation « strictement » naturelle et paysagère. Elle rassemble les espaces remarquables du littoral, les milieux alluviaux traversés par les cours d'eau, les milieux boisés et les espaces entretenus par l'agriculture sur lesquels l'implantation d'une construction (habitation ou exploitation) pourrait avoir un fort impact visuel et/ou environnemental. Elle rassemble également l'ensemble des cours d'eau.
 - La zone A qui valorise les espaces agricoles permet aussi de protéger de l'étalement urbain les corridors de milieux ouverts de la plaine alluviale.
 - Le classement EBC s'ajoute à ces zonages pour garantir la protection stricte du couvert boisé (il y a **1342 ha classés en EBC dans le PLU, soit 42 ha de moins que sur l'ancien PLU**, voir carte page suivante).
 - En ville, la zone U est ponctuellement frappée de prescriptions en faveur de la protection des espaces verts (Loi Paysage, EBC) et quelques îlots significatifs de la trame jardinée sont classés Nj qui n'autorise comme constructions que les abris de jardin.
- ☺ L'évitement et la sanctuarisation des zones humides sont assurés par le classement des zones humides à enjeux forts en espace naturel remarquable du littoral (Nrl) ou N et par la mise en œuvre du protocole de gestion de la zone humide "Prade Basse" (Port quartier Port jardin).
- ☺ Pour réduire l'effet fragmentant de l'urbanisation, qui fragilise les fonctionnalités écologiques, le PLU resserre les zones constructibles au plus près de l'enveloppe bâtie existante et ménage quelques coupures d'urbanisation favorables aux Trames Vertes et Bleues (en zone naturelle, éventuellement doublée d'un EBC).
- ☺ Les OAP des secteurs de projet, par leurs principes de végétalisation, ont tenu compte des éléments de pré-cadrement de l'évaluation environnementale et participent à la création de Trames Vertes urbaines connectées à la Trame communale.
- ☺ Le règlement des zones U et AU garantit le maintien d'une végétation utile au fonctionnement des continuités écologiques :
 - Il oblige de conserver ou de remplacer les plantations existantes (1 pour 1) par des plantations équivalentes d'essence locale,
 - Il encourage au traitement végétal des abords de voirie, les aires de stationnement, les bandes de retrait des constructions, ainsi que la mise en place de clôtures végétales (non monospécifiques) et d'un couvert jardiné,
 - Il impose de réaliser plus de 10% du terrain en espace paysager collectif pour les opérations de plus de 2000 m²
 - Il garantit une épuration naturelle et une régulation à la parcelle des eaux de ruissellement avant qu'elles ne regagne les exutoires naturels de la Trame Bleue en obligeant l'infiltration naturelle des eaux pluviales à la parcelle par le traitement en jardin d'agrément des parties non bâties des terrains, en sachant que les emprises au sol sont limitées (70% en zones UA et UB, 40 en zone UC, 60% et plus en zone UD, identique à l'existant en zone UP, 30% en zone UT, 20% en zone UL, 70% en zone AU, 20% en zone 2AUL).

Les incidences négatives du PLU (et compensations)

- ☹ Le PLU porte un projet d'urbanisation et l'urbanisation est le premier facteur de fragmentation des continuités écologiques.

Compensations visant à réduire les impacts négatifs :

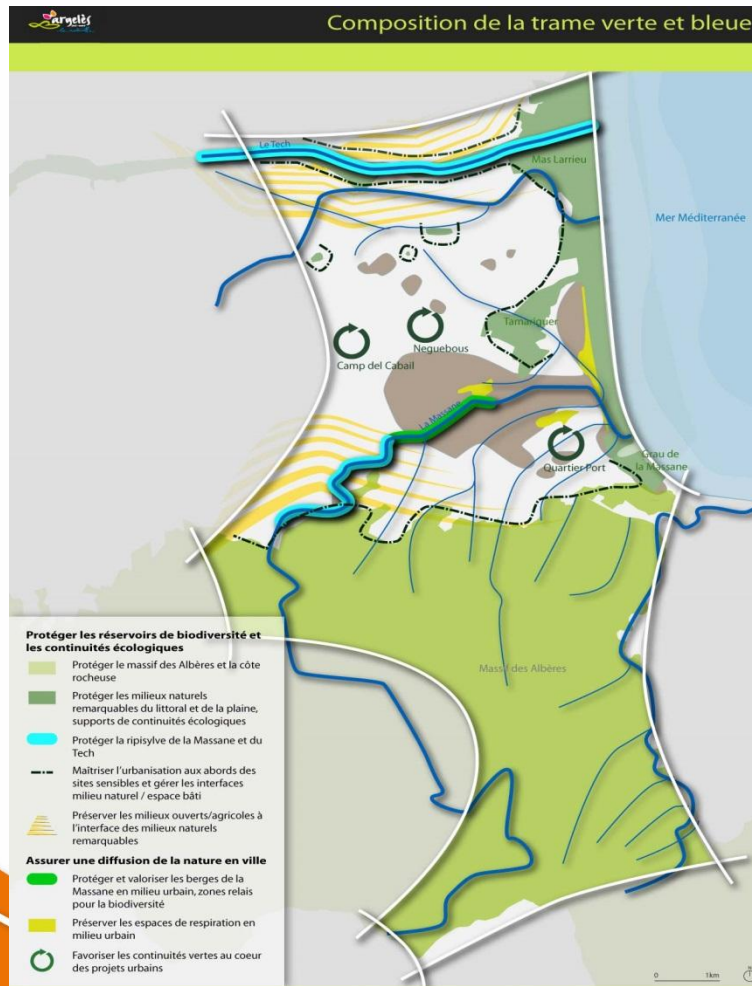
Les compensations seront apportées au fur et à mesure de l'avancement des études qui ont été engagées sur l'OAP Port Quartier Port Jardin dans le cadre d'une procédure ZAC et qui conditionneront le déblocage de la zone 2AU. Le résultat de cette démarche est par conséquent révélé dans le rapport des incidences positives ci-dessus.

Les mesures compensatoires associées au projet Port Jardin seront évoquées dans le focus sur les zones humides : des zones humides préservées.

Chapitre 3 : Incidences du plu sur la protection des zones d'intérêt environnemental et justification des mesures du PLU en faveur de leur préservation

2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

➤ Approche globale des TVB / traduction dans le PLU



Le Tech, ses abords et son embouchure (Natura 2000) sont protégés au titre de la zone N, Nrl et ponctuellement des EBC (ripisylves)

Les milieux littoraux (Natura 2000) sont strictement protégés en zone Nrl (qui rentre dans les terres pour préserver les graus et zones humides connectées) et Nm

Les cours d'eau secondaires de la plaine agricole sont classés N et les boisements des corridors en pas japonais sont en zone N ou en zone A + EBC

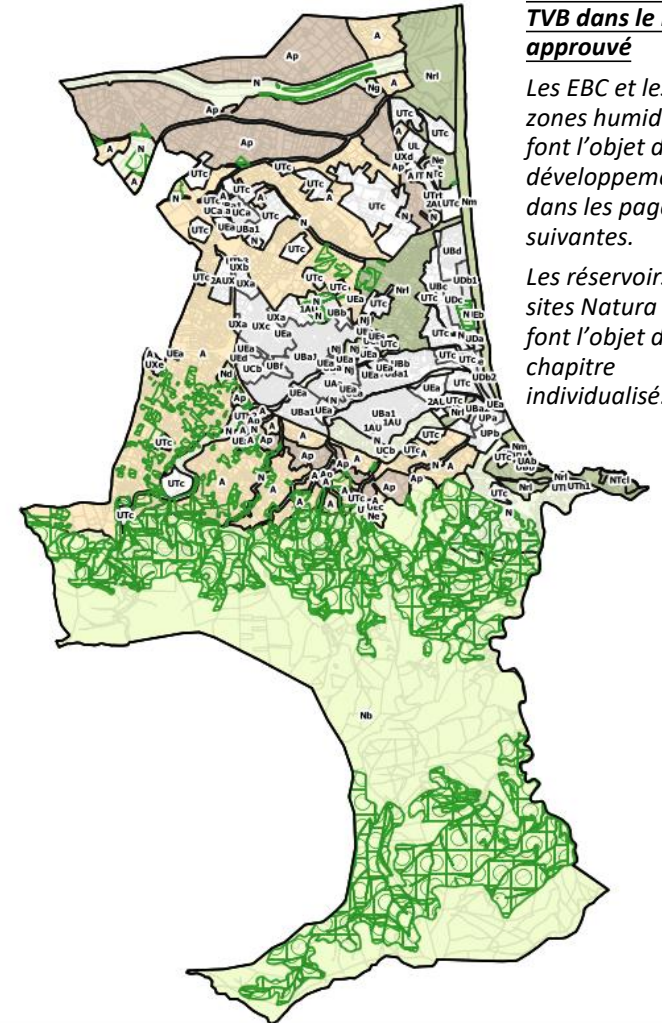
Les zones humides à enjeux forts sont strictement protégés en zone Nrl ou N dans le PLU

La nature en ville est valorisée par les micro-zones N, Nj, EBC et par les OAP des zones AU (principes de végétalisation)

La Massane, ses abords et son embouchure (Natura 2000) sont protégés au titre de la zone N, Nrl

Les boisements de la plaine agricole sont en partie en EBC

Le massif des Albères (Natura 2000) et ses sources sont protégés au titre de la zone N, Nb, et ponctuellement des EBC (pentes face à la ville et lignes de crêtes)



Bilan de la traduction des TVB dans le PLU approuvé

Les EBC et les zones humides font l'objet d'un développement dans les pages suivantes.

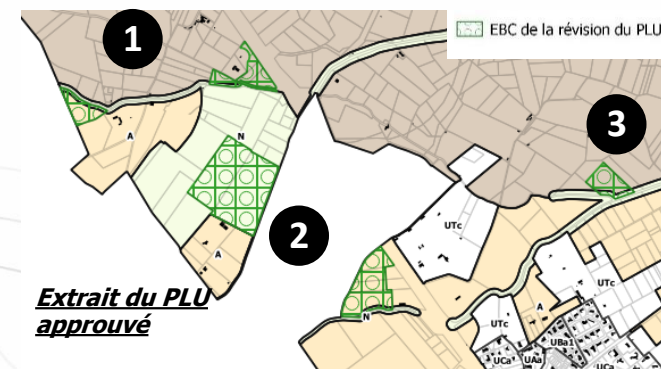
Les réservoirs des sites Natura 2000 font l'objet d'un chapitre individualisé.

➤ **Focus sur les EBC (détails en pages suivantes)**



2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

➤ Focus sur les EBC / les ajouts dans le PLU



**Extrait du PLU
approuvé**

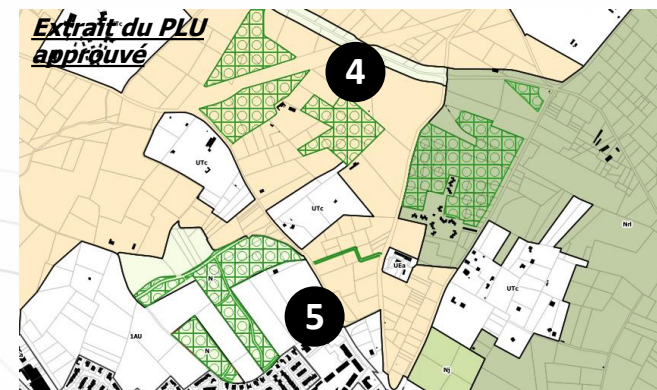
Les EBC de la plaine ont été conservées, car elles tenaient bien compte de la réalité d'occupation du sol par les boisements. Ces EBC permettent de traduire réglementairement le principe de continuité écologique, et de prendre en compte la nature ordinaire, dans un espace sous pression agricole.

Les micro boisements des secteurs 1 et 2 sont à protéger aux franges de la zone N afin de préserver les continuités écologiques le long des ruisseaux et près des points d'eau. Ils forment également des écrans depuis la RD914 et servent de tampon au contact entre l'habitat isolé et les activités agricoles.

Le classement EBC proposé ne porte pas atteinte à l'équilibre des ensembles agricoles.

2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

➤ Focus sur les EBC / les ajouts dans le PLU



Les EBC de la plaine ont été conservées, car elles tenaient bien compte de la réalité d'occupation du sol par les boisements. Ces EBC permettent de traduire règlementairement le principe de continuité écologique, et de prendre en compte la nature ordinaire, dans un espace sous pression agricole.

Les micro boisements du secteur 4 sont à protéger au titre des continuités écologiques en zone agricole, au contact de la zone N (au nord). Ils permettent également de valoriser un écran de végétation sous tension touristique, au contact des campings.

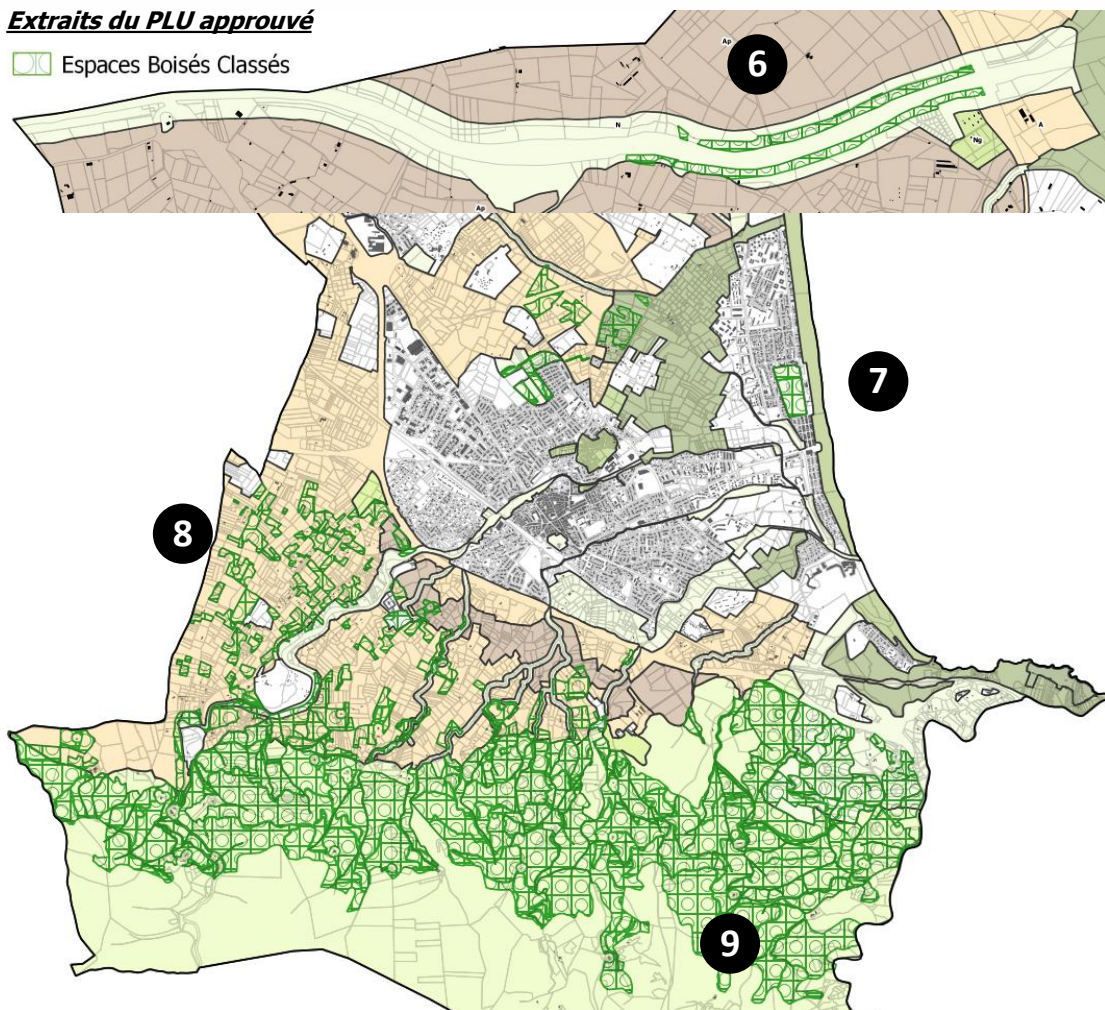
Le boisement du secteur 5 à Neguebous est une composante du parti d'aménagement de la zone AU et sa protection stricte garantit le maintien d'un « poumon vert » (fonctions écologique, récréative, paysagère) aux portes de la ville.

2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

➤ Focus sur les EBC / les invariants dans le PLU

Extraits du PLU approuvé

 Espaces Boisés Classés



6 : Les EBC des berges du Tech n'ont pas été remis en cause lors du passage au nouveau PLU : ils protègent les ripisylves les plus significatives.

7 : Les pinèdes en milieu urbain, à rôle paysager et récréatif, en plus de constituer des éléments de nature ordinaire utiles aux fonctionnalités écologiques, ne sont pas remise en cause dans le PLU.

8 : Les EBC du sud de la plaine n'ont pas été remis en cause lors du passage de l'ancien à ce PLU : ils permettent de protéger les reliquats des anciennes oliveraies (motif paysager en régression). Ils constituent un écrin à protéger de la pression urbaine et agricole environnante.

9 : La plupart des EBC du massif des Albères n'ont pas été remis en cause. Cependant, **29 d'hectares d'EBC autour du château de Valmy ont été retirés**. Cet ajustement a été effectué suite à une demande du château de Valmy de pouvoir réaliser de nouvelles plantations de vignes, et ainsi renforcer le développement de leur activité.

Les boisements déclassés ont été choisis d'après une étude de faisabilité qui a permis d'identifier les secteurs les plus pertinents pour accueillir des vignes.

Le PLU répond aussi à l'objectif de « faciliter le développement des activités agricoles ».

2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

➤ Focus sur les zones humides

La non exhaustivité des zones humides est une réalité prise en compte dans le PLU. Les informations collectées, bien qu'incomplètes, sont portées à la connaissance de tous. Un zoom est réalisé au niveau de chaque secteur de projet porté par le PLU (voir le chapitre sur les zones de projet), indiquant la suspicion de zones humides éventuelles à prendre en considération de manière plus détaillée dans le cadre des études pré-opérationnelles ou des permis d'aménager. Les zones qui sont **occupées** par des zones humides sont écartées des zones d'aménagement, notamment sur l'OAP du Port et dans le secteur du Tamariguer.

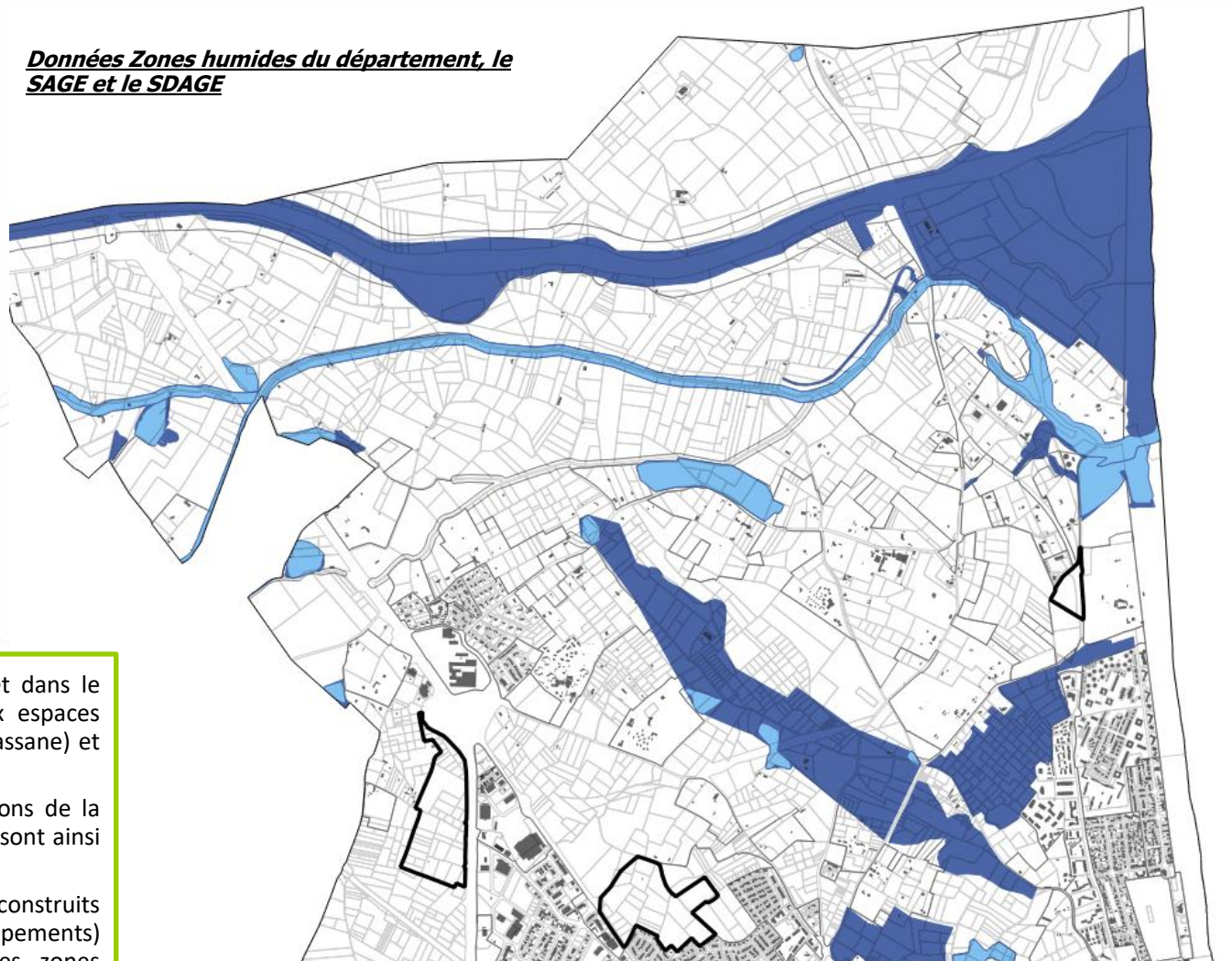
Il convient par ailleurs de rappeler ce que le législateur prévoit en matière d'évaluation environnementale : l'évaluation doit être proportionnée aux enjeux et à la portée du document qui est évalué. L'évaluation présentée est **donc** proportionnée à ce que peut règlementer un PLU : les zones de projet des secteurs perçus comme sensibles en matière d'environnement sont mentionnées en toute transparence, le zonage a été jaugé en connaissance des enjeux et les études d'impact (plus poussées qu'une évaluation environnementale de PLU) sont obligatoires pour rendre les projets opérationnels au-delà du PLU.

Les zones humides identifiées par le Département et dans le cadre du SAGE dans ce secteur correspondent aux espaces alluviaux bordant les cours d'eau (Tech, Riberette, Massane) et aux embouchures.

Elles sont protégées dans le PLU grâce aux dispositions de la zone Nrl et Nm, pour la quasi-totalité d'entre elles et sont ainsi évitées.

A la marge, des espaces agricoles et des espaces construits (constructions diffuses, campings, équipements) antérieurement à la définition des périmètres des zones humides sont à signaler.

Données Zones humides du département, le SAGE et le SDAGE



Chapitre 3 : Incidences du plu sur la protection des zones d'intérêt environnemental et justification des mesures du PLU en faveur de leur préservation

2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

➤ Focus sur les zones humides: des zones humides préservées

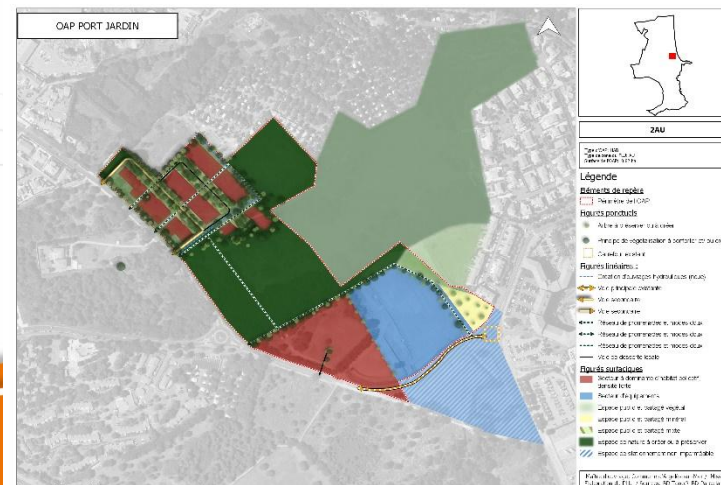
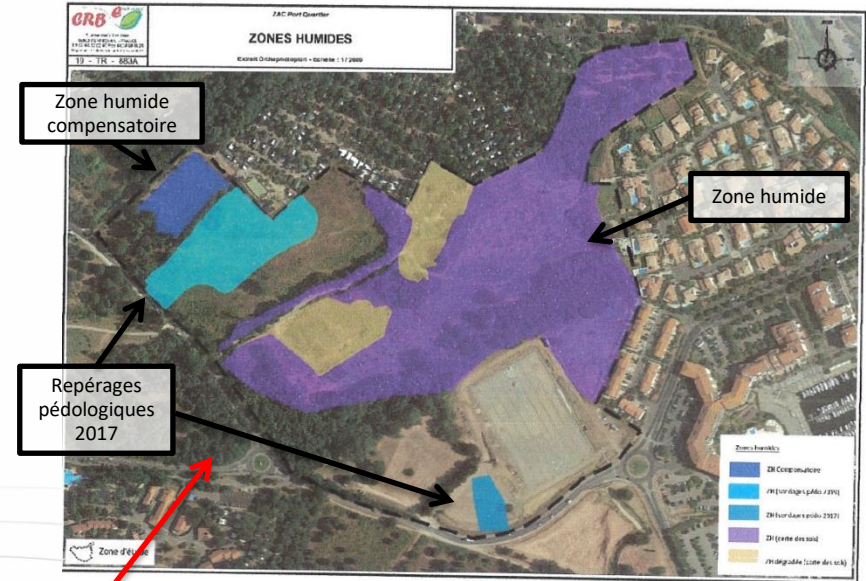
Sur la base de la cartographie des zones humides et des enjeux réalisée par le bureau d'étude CRBe, l'OAP de Port Jardin s'est adapté en évitant les zones humides à enjeux forts (application de la séquence Eviter-Réduire-Compenser).

En effet, le diagnostic environnemental réalisé par CRBe en 2019 et les observations de terrain en 2021 ont permis prioriser les habitats naturels dits patrimoniaux sur le site d'étude. Suite à l'analyse, il ressort que 3 types d'habitats naturels ont un enjeu forts et prioritaires : gazons amphibies, prairies humides méditerranéennes et frênaies mésophiles.

La ville d'Argelès-sur-mer a conduit une réflexion sur la gestion de sites naturels sensibles sur son territoire. Un protocole de gestion de la zone humide de "Prade basse" dont les terrains appartiennent à la commune a été établi.

Les gazons amphibies seront préservés de toute action humaine durant une grande partie de l'année. Sur ces milieux, il peut être envisagé un pâturage diffus (charge pastorale à définir) en période automnale, notamment pour éviter l'embroussaillage par des ligneux et des espèces invasives (en particulier l'aster écaillé). De plus pour atteindre l'objectif de conservation, une clôture (fixe ou mobile) autour de la zone concernée par l'habitat naturel sera installée. Une sensibilisation des riverains alentours sera également nécessaire pour éviter entre autre les dépôts de déchets verts et le développement d'espèces horticoles et/ou fruitières. Sur ces milieux, aucune circulation durable du public n'est à envisager (chemin piéton, etc...).

Carte des zones humides extraite de l'étude menée par CRBe en 2019



2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

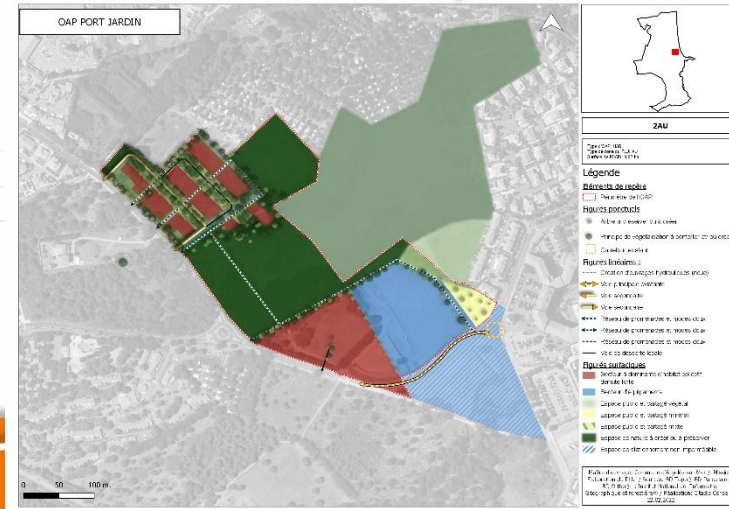
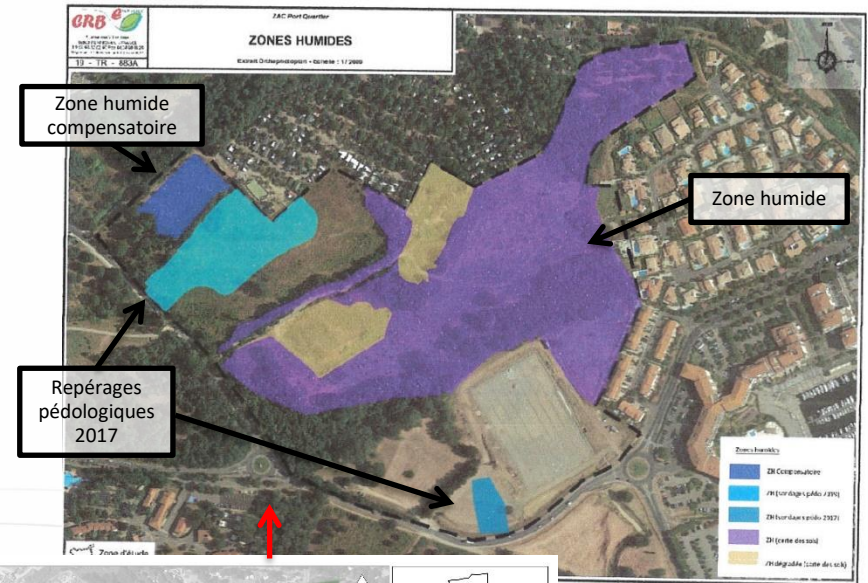
➤ Focus sur les zones humides: des zones humides préservées

Les prairies humides méditerranéennes seront également préservées de toute action humaine durant une grande partie de l'année. Aujourd'hui cet habitat est très dégradé par la présence d'un vaste monticule de terre, d'une colonisation par de nombreuses espèces rudérales, de déchets divers, des restes de cabanisation et une pression pastorale importante. La restauration de cet habitat doit envisager un retrait du dit monticule de terre ainsi que celui des dépôts divers. Il peut être envisagé un pâturage diffus (charge pastorale à définir), de préférence en période automnale, notamment pour éviter l'embroussaillage par des ligneux et des espèces invasives (aster écailleux). De plus pour atteindre l'objectif de conservation, une clôture (fixe ou mobile) autour de la zone concernée par l'habitat naturel sera installée. Sur ces milieux, aucune circulation durable du public n'est à envisager (chemin piéton, etc...).

Les frênaies mésophiles occupent la plus grande surface sur la zone humide étudiée. Sur le site, les principales menaces observées sont liées à la pression humaine passée et récente (dépôts de nombreux déchets, coupes de bois) et au surpâturage. Les actions pour la préservation de cet habitat doivent éviter une pression pastorale trop importante. Il est aussi nécessaire de dépolluer ces boisements et d'assurer une surveillance régulière pour éviter de nouvelles dégradations mais aussi sensibiliser le public.

Les autres habitats dits humides non patrimoniaux (roselières, canaux et fossés) sont en général des dépressions humides qui peuvent drainer les eaux pluviales et sont essentielles dans l'expansion des crues pour stocker ou canaliser les trop-plein hydriques. Par leur position basse, ces habitats naturels collectent les détritux transportés par la circulation hydraulique. habitats naturels collectent les détritux transportés par la circulation hydraulique. Du fait que ces zones sont une grande partie de l'année en eau, elles favorisent l'installation et la reproduction de nombreuses espèces animales (libellules et amphibiens). C'est pourquoi tout en ayant un suivi faunistique de ces habitats, il est nécessaire de veiller à la dépollution régulière de ces secteurs.

Carte des zones humides extraite de l'étude menée par CRBe en 2019



➤ **Focus sur les zones humides: des zones humides préservées**

La diversité de milieux est intéressante pour la conservation de la biodiversité en général mais ces habitats naturels ne doivent pas s'étendre au détriment des autres habitats naturels dont les enjeux patrimoniaux sont plus forts.

ZAC Port Quarter

ZONES HUMIDES

Keltek Ortophotographie - 02 40 10 10 10

0 500m

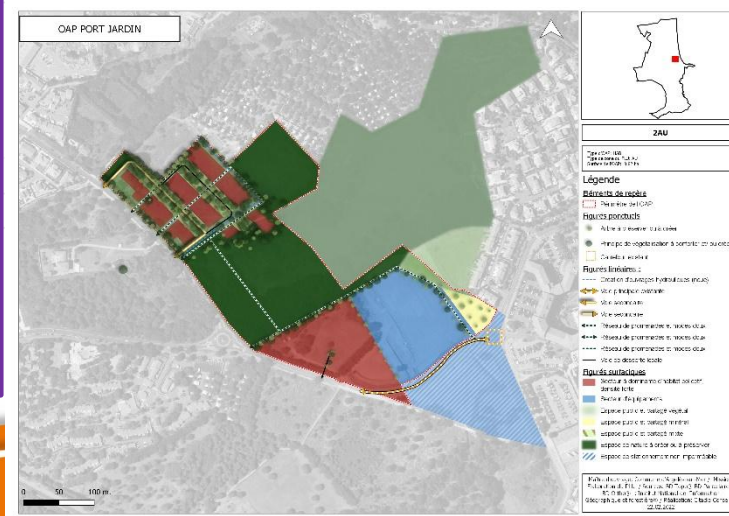
Zone humide compensatoire

Repérages pédologiques 2017

Zone humide

Plan de zonage

- Zone compensatoire
- Zones d'écoulement
- Zones d'écoulement
- Zones d'écoulement
- Zones d'écoulement



Chapitre 3 : Incidences du plu sur la protection des zones d'intérêt environnemental et justification des mesures du PLU en faveur de leur préservation

2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

➤ Focus sur les zones humides: des zones humides préservées

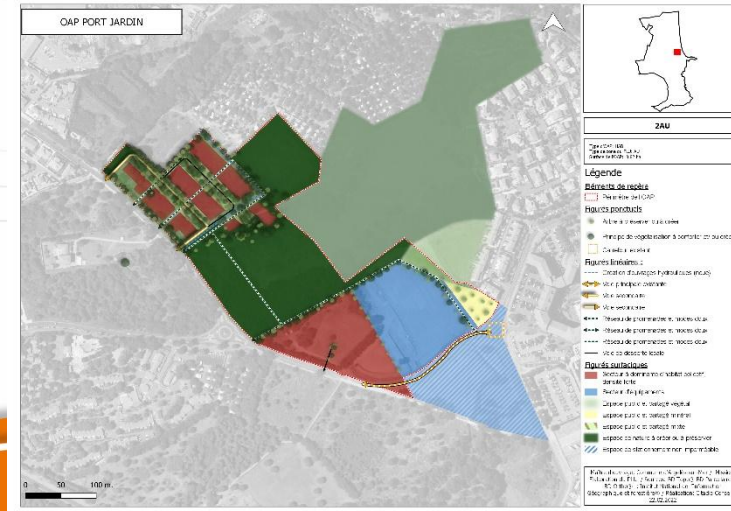
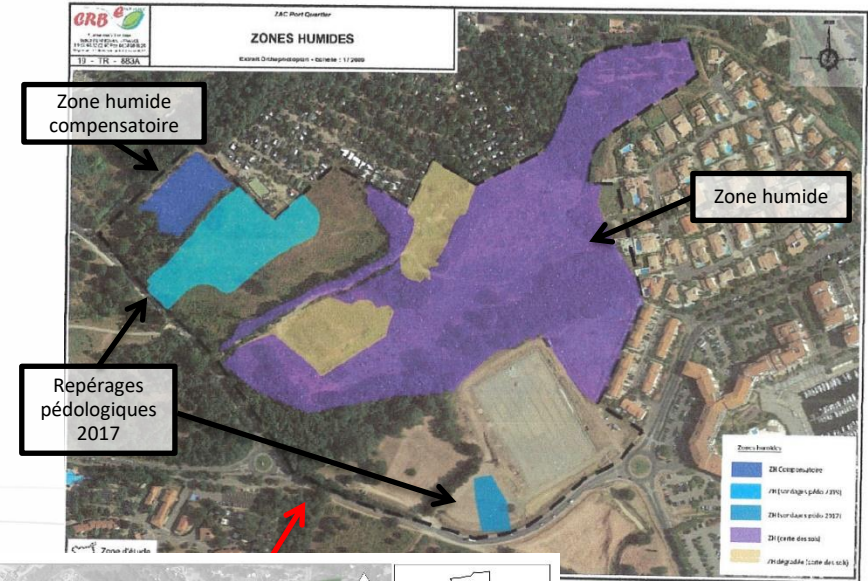
Les mesures compensatoires pourront servir à préserver et à restaurer les habitats naturels humides, déjà présents sur le site et fortement dégradés (principalement les prairies humides méditerranéennes) : dépollution, enlèvement de clôtures, enlèvement d'éléments de cabanisation, du tas de terres et de gravats accumulés. Il faudra préserver les grands et vieux arbres en priorité comme gîtes potentiels pour les chauve-souris.

Le gain de la mise en place des mesures compensatoires proposées est important puisqu'il s'agit de restaurer des zones humides dégradées (11 000m²) au sein de la partie centrale du projet qui fera l'objet d'une gestion globale (19 800 m² + 11 000m², soit 30 800m²).

Un accord-cadre entre la collectivité et le SMIGATA permettra de pérenniser dans le temps le suivi de ces zones humides. Des études complémentaires régulières pourront également être conduites pour évaluer la mise en œuvre de ce protocole.

De plus, un espace classé en Nrl permet de préserver une coupure d'urbanisation utile aux fonctionnements écologiques **de la zone humide**. L'OAP est garante de ces principes de perméabilité et de préservation de surfaces libres (naturelles, cultivées ou boisées). Ainsi, cette coupure permet de préserver les zones humides à enjeux forts du secteur et de venir impacter uniquement les zones humides à faible enjeux.

Carte des zones humides extraite de l'étude menée par CRBe en 2019



2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

➤ Focus sur la zone humide de Port Jardin

Cependant la règle n°2 du SAGE : « Éviter toute perte ou dégradation de zones humides » précise que:

Tout nouveau projet d'installation, d'ouvrage, de travaux ou d'activité (IOTA), instruit au titre des articles L. 214-1 et suivants et R. 214-1 et suivants du Code de l'Environnement (rubrique 3.3.1.0) ou bien d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) au titre des articles L. 511-1 et suivants du même code à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation du présent SAGE, implanté sur une zone humide telle que définie par l'article L. 211-1 1° du Code de l'Environnement, est interdit.

Dans la mesure où ils apportent la démonstration de l'absence d'alternative à la destruction ou à la dégradation d'une zone humide, dérogent à cette interdiction, les projets :

- **Déclarés d'utilité publique**
- Ou, présentant un caractère d'intérêt général
- Ou, concourant à l'amélioration de la qualité hydromorphologique et écologique des cours d'eau

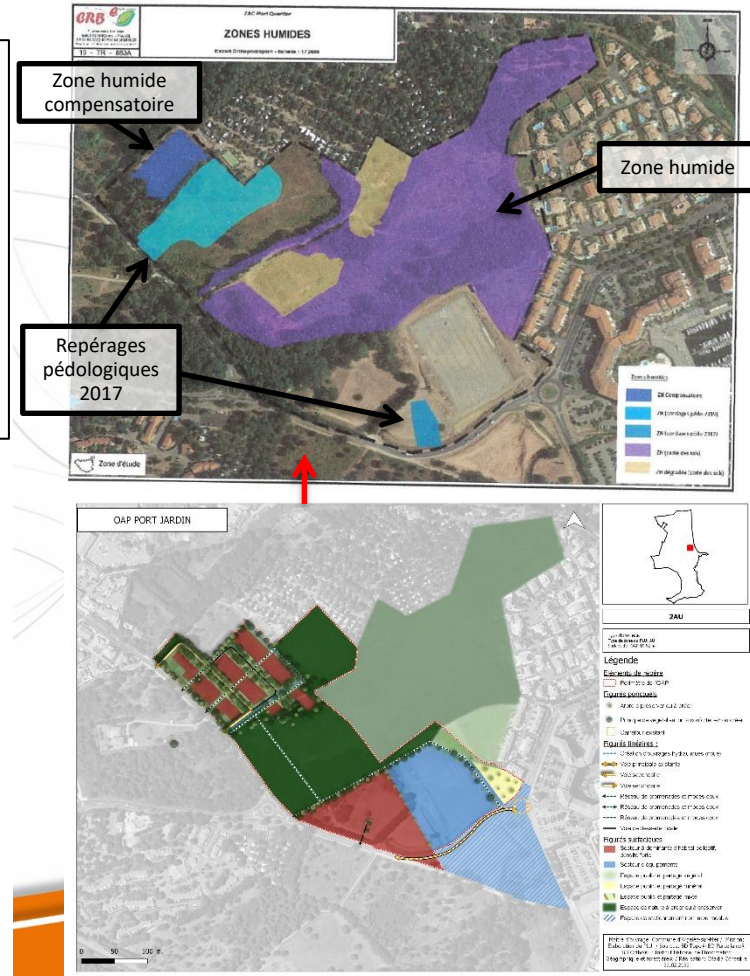
Qualifié comme Secteur Prioritaire (SPUS) dans le SCOT Littoral sud, le projet initié par la commune dans le cadre d'une procédure type ZAC **prévoit un forte mixité sociale** (110 logements sociaux sur 250) assortie d'une DUP (Déclaration d'Utilité Publique). La promotion de l'habitat permanent et du logement social sont vecteurs de développement d'un lieu de vie et d'activités pérennes.

Malgré la présence d'une zone humide, **ce projet représente la seule alternative au désenclavement** de ce secteur par l'avenue de Charlemagne pour relier le Port à l'agglomération, **axe structurant le plus direct et le moins consommateur de foncier**. Il n'existe pas d'autres possibilités de désenclavement. Au sud de cet axe, on entre sur une coupure d'urbanisation avec des sensibilités écologiques et paysagères trop importantes. En effet, la carte des enjeux environnementaux issue de l'étude 4 saisons réalisée par CRBe met en avant des sensibilités écologiques faible à très forte sur le secteur situé entre l'avenue de Charlemagne et la route départementale qui longe le port (cf carte des enjeux environnementaux, CRBe en 2021). Ce projet, vecteur de revitalisation du port, représente ainsi la seule alternative au désenclavement.

La notion de Port quartier s'inscrit dans une réflexion de projet urbain reliant le Port à la ville. Il suppose le développement d'infrastructures viaries avec modes de déplacement doux, facteurs de désenclavement du port.

La notion de Port Jardin renvoie à la double vocation naturelle et maritime de Port Argelès. L'aménagement d'un espace de promenade très qualitatif favorisera une meilleure accessibilité à la mer.

Carte des zones humides extraite de l'étude menée par CRBe actualisée en décembre 2020

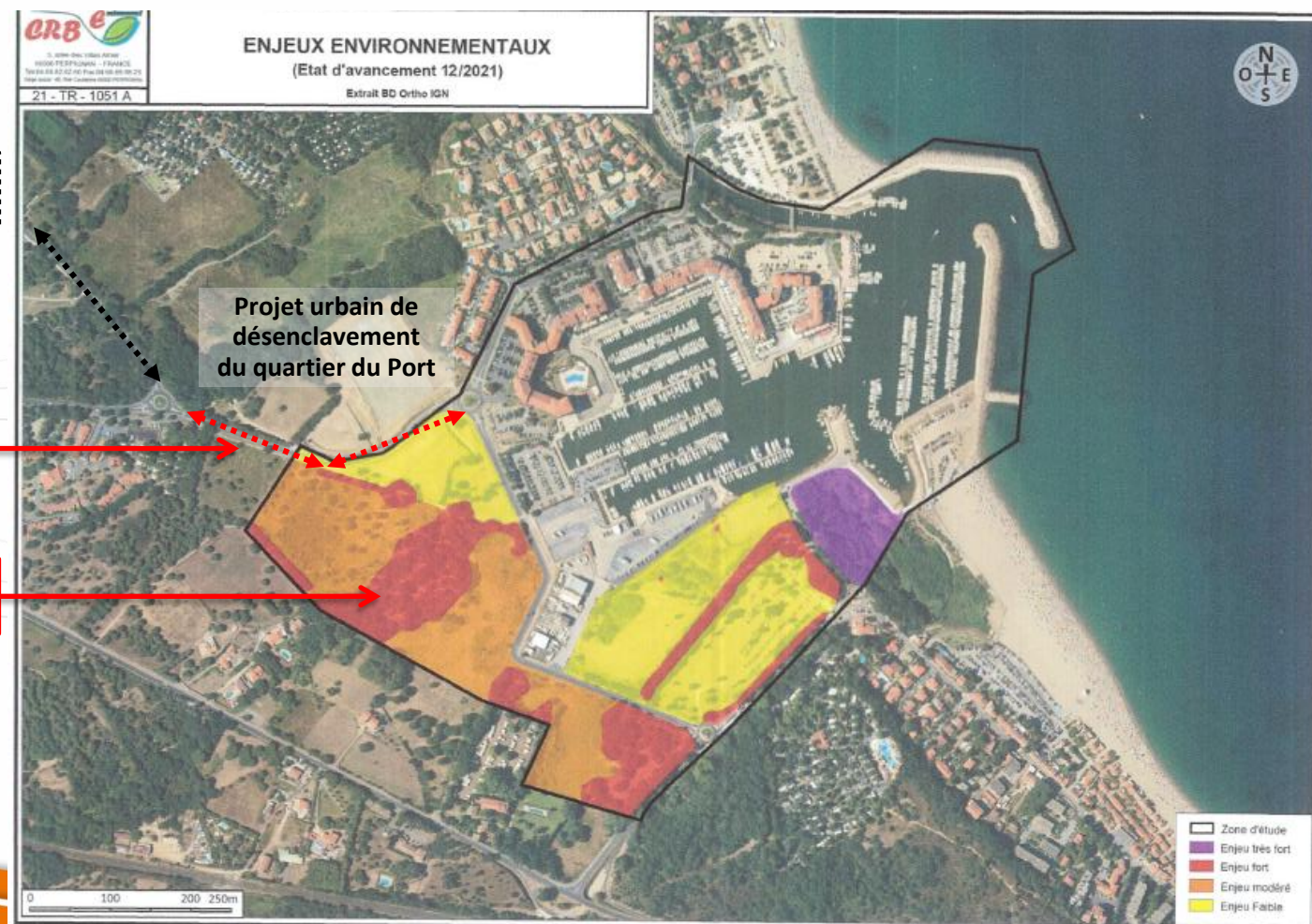


Chapitre 3 : Incidences du plu sur la protection des zones d'intérêt environnemental et justification des mesures du PLU en faveur de leur préservation

2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

➤ Focus sur la zone humide de Port Jardin

Carte des enjeux environnementaux, CRBe en 2021



2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

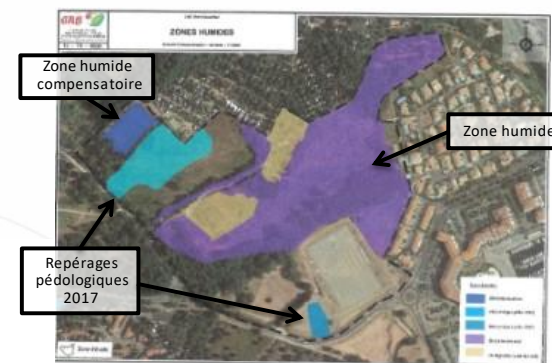
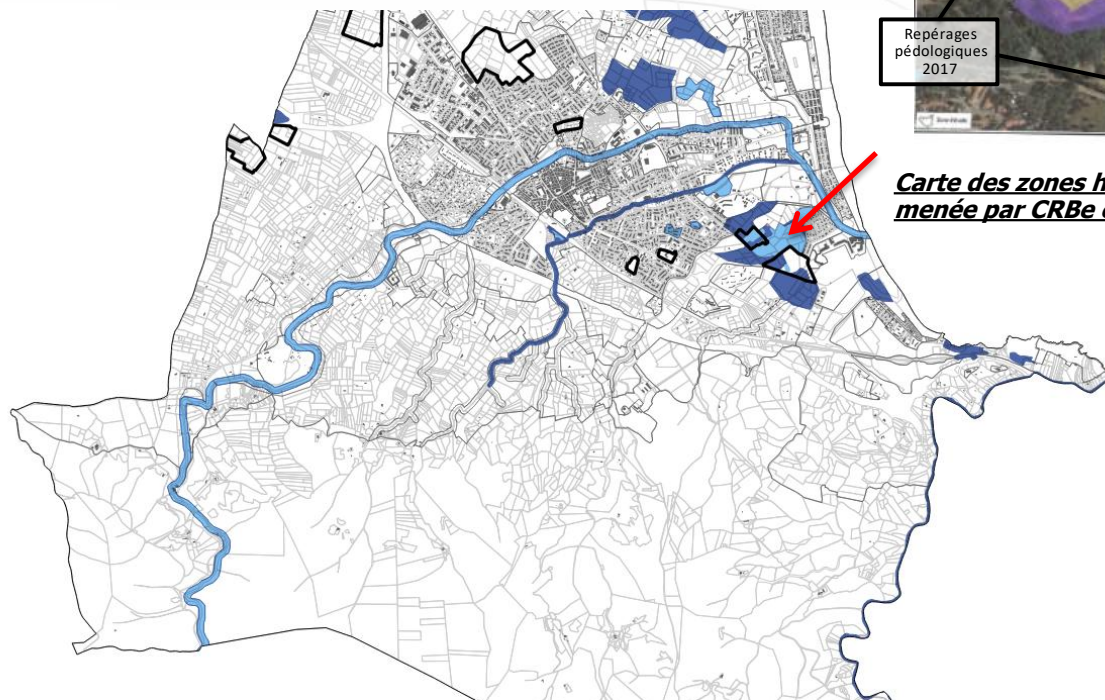
➤ Focus sur les zones humides

Les zones humides identifiées par le Département et dans le cadre du SDAGE dans ce secteur correspondent aux espaces alluviaux bordant les cours d'eau (Massane).

Elles sont protégées dans le PLU grâce aux dispositions de la zone N + Nb, pour la quasi-totalité d'entre elles.

A la marge, des espaces agricoles et des espaces construits (constructions diffuses, campings, équipements) antérieurement à la définition des périmètres des zones humides sont à signaler.

Données Zones humides du département, le SAGE et le SDAGE



Carte des zones humides extraite de l'étude menée par CRBe en 2019

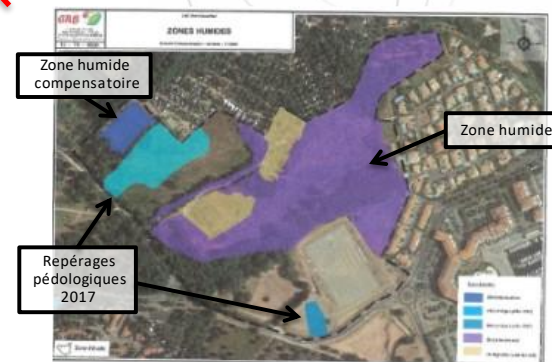
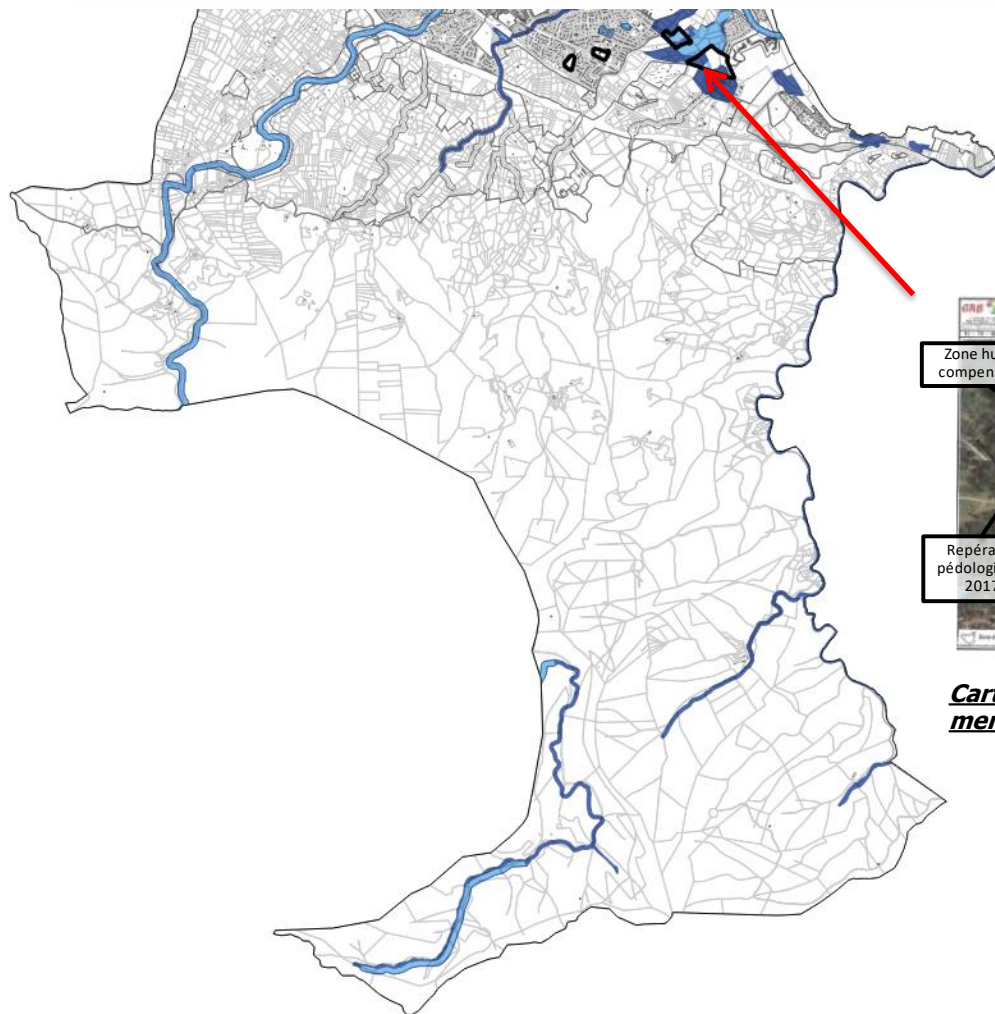
2. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

➤ Focus sur les zones humides

Les zones humides identifiées par le Département et dans le cadre du SDAGE dans ce secteur (Massif des Albères) correspondent à des sources et à des ruisseaux.

Elles sont protégées dans le PLU grâce aux dispositions de la zone Nb.

Données Zones humides du département, le SAGE et le SDAGE



Carte des zones humides extraite de l'étude menée par CRBe en 2019

3. Les incidences sur la protection du patrimoine paysager et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le PADD intègre clairement dans l'expression de ces objectifs une conscience paysagère et une préoccupation de préserver la qualité du cadre de vie des habitants : garantir l'intégration paysagère des nouveaux espaces urbanisés, valoriser et renforcer les espaces verts en ville, recomposer les entrées de ville les moins lisibles, préserver le patrimoine bâti et architectural, protéger l'écrin paysager constitué par les boisements épars, valoriser les scénographies qui font la qualité des quartiers (vues sur le Massif des Albères et les Pyrénées, perspectives monumentales sur le bâti patrimonial, ...), ...

Carte page suivante :

- ☺ L'unité architecturale et patrimoniale du cœur de bourg historique d'Argelès-sur-Mer est protégé par la zone spécifique UAa et le hameau particulier du Racou par la zone UAb. La stratégie règlementaire initialement conçue dans l'ancien PLU en association avec l'Architecte des Bâtiments de France est prolongée dans ce PLU : si l'architecture contemporaine est possible, des mesures visent à ce qu'elle s'intègre dans son environnement et à ce que l'héritage architectural de qualité puisse perdurer dans le temps.
- ☺ Indépendamment des périmètres de protection des Monuments Historiques et Sites présents sur la commune (Servitude d'Utilité Publique intégrée dans le PLU), l'inventaire au titre de la Loi Paysage a été mobilisé pour identifier des éléments isolés du patrimoine bâti (mas, villas balnéaires, château, ...) et du patrimoine végétal, en particulier dans les espaces soumis aux pressions de renouvellement urbain.
- ☺ Il est vrai qu'il existe une multitude d'espaces verts plus ou moins aménagés sur la commune mais seuls quelques-uns jugés stratégiques et prioritaires bénéficient d'une protection à travers le PLU : que ce soit au titre de la Loi Paysage, ou d'Espaces Boisés Classés ou encore de pastilles de zones N à l'intérieur d'espaces urbanisés. Les outils de protection ont été définis en fonction des enjeux et des contraintes acceptables vis-à-vis des projets éventuels de mise en valeur nécessitant une constructibilité. Les écrins boisés aux franges de l'urbanisation ou au sein des espaces à aménager sont particulièrement préservés, non seulement pour leur participation aux continuités écologiques mais aussi pour cet intérêt paysager (boisements facilitant l'intégration paysagère des constructions) par un zonage N doublé d'un EBC. Les oliviers, motif paysager, de la plaine agricole sont protégés par les EBC depuis l'ancien PLU : cette stratégie n'a pas été remise en cause.
- ☺ Le PLU protège également les îlots jardinés en centre-ville par un classement Nj, dans la mesure où ils participent à la qualité de vie des habitants et font l'originalité des quartiers où ils sont intégrés.
- ☺ Les interstices agricoles sont classés A pour ménager des fenêtres ouvertes sur le paysage. Les perspectives monumentales repérées dans le diagnostic sont préservées grâce à une meilleure maîtrise de l'urbanisation et sont également valorisées dans les aménagements à venir puisque les compositions des OAP les intègrent en orientant par exemple dans les voies de desserte dans le sens de ces perspectives.
- ☺ Des coupures d'urbanisation sont maintenues sur cette commune soumise aux dispositions de la Loi Littoral : elles sont mêmes étoffées et prolongées jusque dans les zones à urbaniser, pour garantir des fonctionnalités paysagères, en plus des fonctions écologiques (corridors) et protectrices (perméabilités) vis-à-vis des risques naturels.

Les incidences négatives du PLU (et compensations)

- ☹ L'urbanisation à venir va inévitablement modifier la perception actuelle des paysages.

Compensations visant à réduire les impacts négatifs :

Dans l'attente d'une étude paysagère intégrée dans des procédures ZAC, les zones à urbaniser (zone économique 2AUX et Port quartier 2AU) sont bloquées.

Les compensations visant à accompagner et à orienter l'inévitable modification des paysages liés au développement urbain seront apportées au fur et à mesure de l'avancement des études qui conditionneront le déblocage des zones 2AU.

3. Les incidences sur la protection du patrimoine paysager et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs (suite)

- ☺ Le PLU traduit de manière opérationnelle l'objectif de requalification des entrées de ville et de traitement paysager des franges urbaines, secteurs « de transition » et « exposés en vitrine » qui souffrent généralement d'un manque de lisibilité et d'harmonie avec le cadre environnant. Le règlement des zones U privilégie autant que possible les implantations à l'alignement des voies et des espaces publics pour que ces derniers puissent jouer un rôle fédérateur et structurant dans le paysage bâti. Les zones de projet AU bordent des routes majeures : l'élaboration des OAP a été l'occasion de repenser la composition des aménagements, d'intégrer des principes paysagers et d'apporter une plus-value au « paysage quotidien » du quartier.
- ☺ Les OAP facilitent la création de nouveaux paysages urbains mieux intégrés dans leur environnement. Les densités sont travaillées par îlots pour éviter les « effets de rupture » et rechercher une meilleure harmonie d'ensemble, la végétalisation permet de tisser un lien entre la ville et la campagne environnante en plus d'être support d'espaces conviviaux et de lien social, les perspectives et « esprits des lieux » sont valorisés par une recherche judicieuse d'organisation du réseau viaire et d'implantation du bâti, ...
- ☺ Le règlement des zones U et AU garantit la préservation de la trame végétale nécessaire au maintien d'un cadre de vie de qualité : l'obligation de conserver ou de remplacer les plantations existantes (1 pour 1) par des plantations équivalentes d'essence locale, l'encouragement au traitement végétal des abords de voirie et des bandes de retrait des constructions, l'encouragement à la mise en place de clôtures végétales (non monospécifiques), l'obligation d'agrémenter les aires de stationnement de plantations, ...

3. Les incidences sur la protection du patrimoine paysager ...

Extrait du règlement graphique du PLU

Le site du Tech est protégé par un classement N (+ ripisylves en EBC) ainsi que la scénographie d'entrée sur la commune depuis la RD914

Les Monuments Historiques et les Sites sont pris en compte dans le PLU

L'embouchure du Tech est protégée au titre de la loi Littoral par un classement Nrl, ainsi que la scénographie d'entrée sur la commune depuis la RD81 (route du littoral)

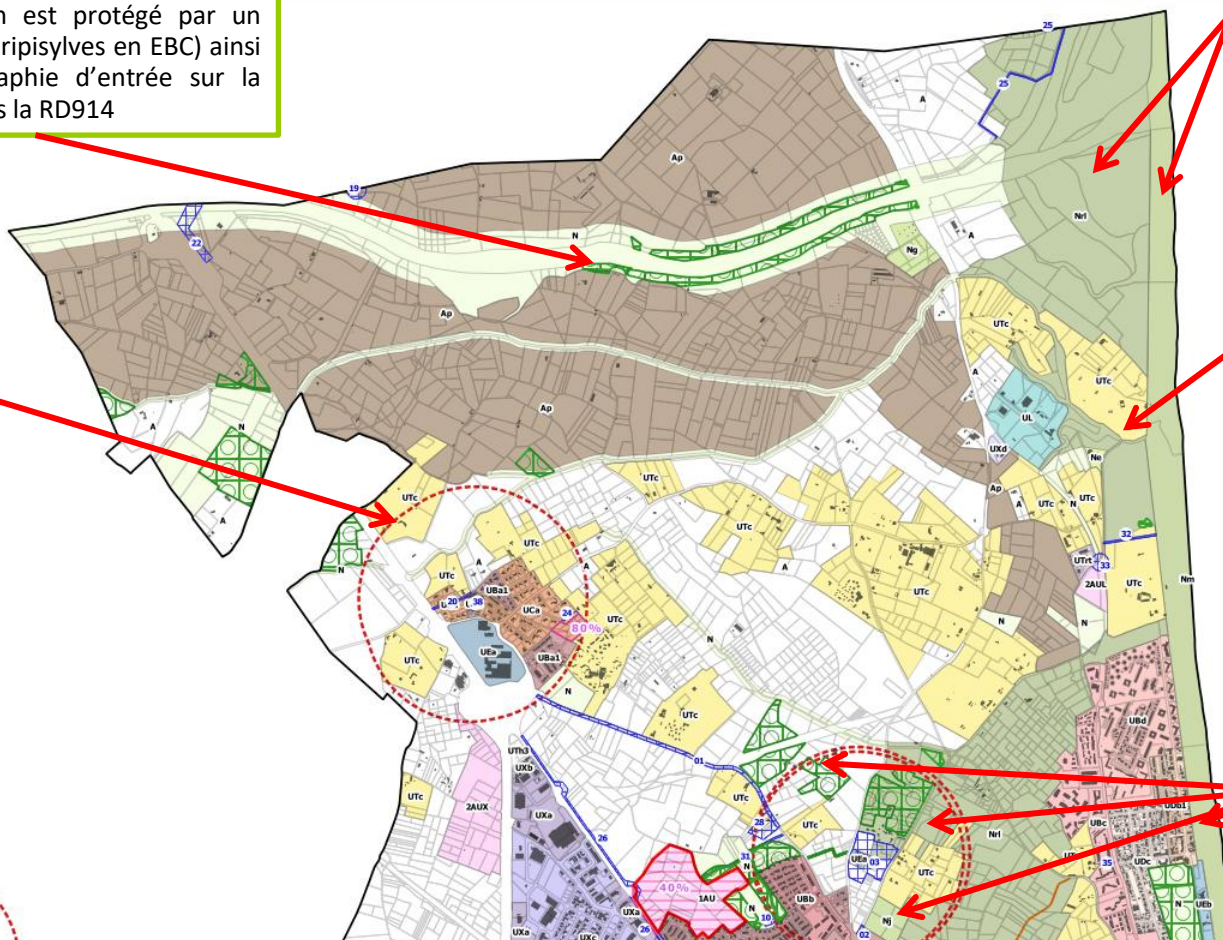
La bande littorale est classée Nm pour une protection stricte

Les campings sont contenus, leur extension est limitée et des coupures sont garanties pour répondre aux dispositions de la loi Littoral

Les espaces de loisirs constituent des aménités paysagères à valeur récréative et à rôle de coupure d'urbanisation, en bordure du littoral

Les parcs arborés en ville (pinède, ...) sont protégés au titre des EBC + zone N

Les jardins partagés sont distingués par un classement Nj qui garantit leur pérennité



3. Les incidences sur la protection du patrimoine paysager ...

Extrait du règlement graphique du PLU

Le centre ancien d'Argelès-sur-Mer, à valeur historique et paysagère, est spécifiquement zoné UAa pour garantir sa valorisation

Le motif des oliviers est protégé au titre des EBC

Les mas des Albères et le Château de Valmy sont préservés au titre de la Loi Paysage

Les Monuments Historiques et les Sites sont pris en compte dans le PLU

Les villas balnéaires et la bande paysagée de front de mer sont préservés au titre de la Loi Paysage

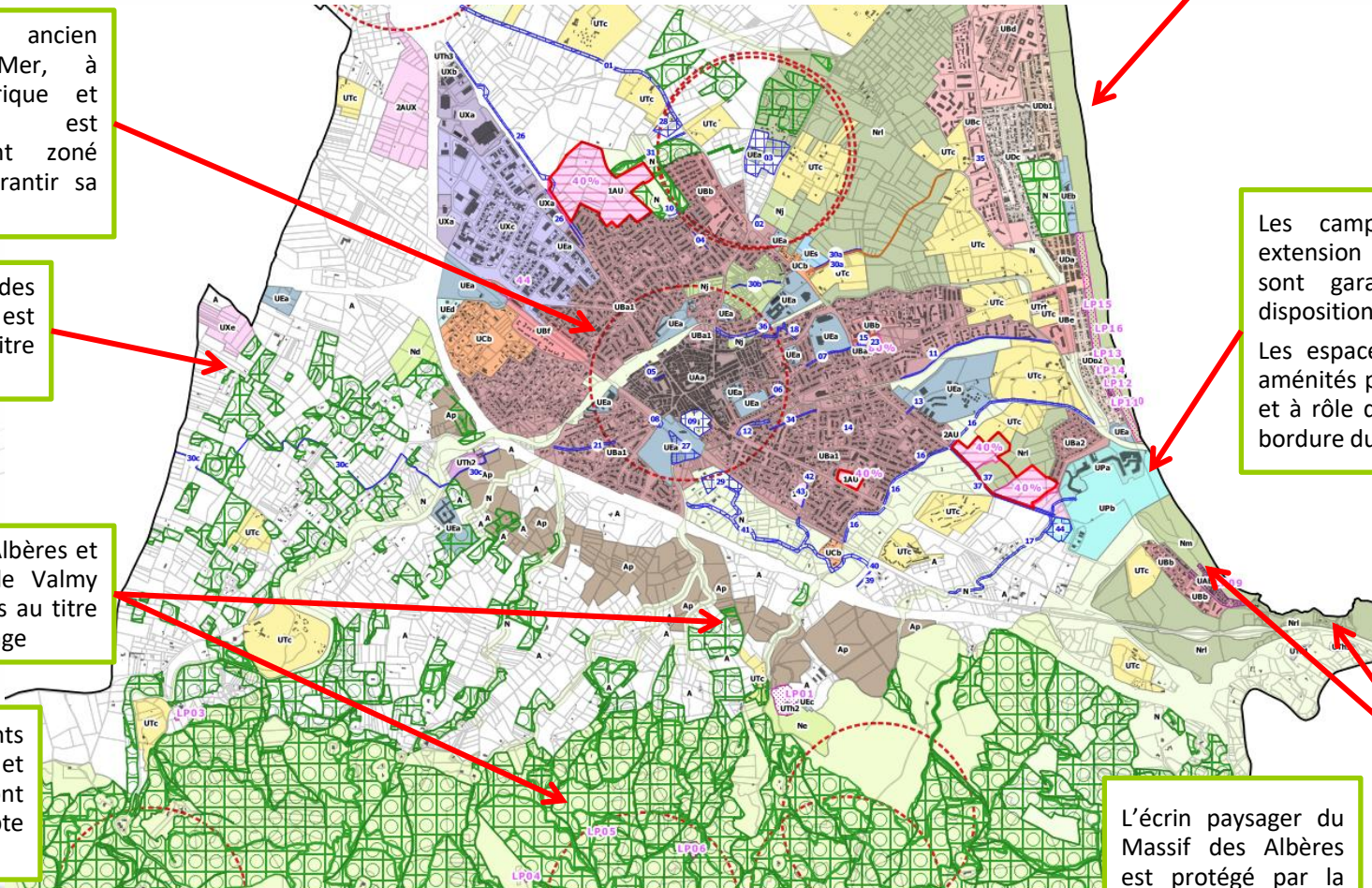
Les campings sont contenus, leur extension est limitée et des coupures sont garanties pour répondre aux dispositions de la loi Littoral

Les espaces de loisirs constituent des aménités paysagères à valeur récréative et à rôle de coupure d'urbanisation, en bordure du littoral

Les falaises du Racou sont protégées par un zonage Nr1, Nm

Le village à valeur historique et paysagère est distingué au titre de la Loi Paysage et est spécifiquement zoné UAb pour garantir sa valorisation

L'écrin paysager du Massif des Albères est protégé par la zone Nb + EBC sur les versants et les crêtes



4. Les incidences sur la protection de la ressource en eau et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le PADD a pour objectif de proposer un développement urbain qui ne porte pas atteinte à la qualité des eaux du territoire : en privilégiant l'urbanisation des secteurs desservis par l'assainissement collectif, en encourageant les efforts d'amélioration de gestion de l'assainissement autonome des quelques écarts et en invitant à une meilleure gestion des eaux pluviales.
- ☺ La station d'épuration qui gère les eaux usées d'Argelès-sur-Mer est en capacité suffisante pour répondre aux besoins futurs générés par le PLU (capacité de traitement de 120 000 habitants). Le règlement des zones U et AU oblige le raccordement à l'assainissement collectif existant au droit du terrain ou de la zone.
- ☺ Le scénario retenu est compatible avec la disponibilité actuelle de la ressource en eau potable. Les travaux réguliers de modernisation du réseau (canalisations, réservoirs) réalisés ces dernières années ont permis d'atteindre un rendement suffisant et garantissent une desserte suffisamment dimensionnée pour accueillir le développement prévu dans le PLU.

Les incidences négatives du PLU

- ☹ L'accueil de nouveaux habitants et d'activités a pour incidence d'augmenter les besoins en eau potable. L'apport de **2 100 habitants, soit environ 1 050 ménages** prévu par le PLU sur 8 ans – hors saison touristique – va générer des besoins en eau potable pour la population de l'ordre de **315 m3** par jour (en se basant sur une distribution moyenne de 150L/habitant/jour). Les besoins des populations touristiques et des activités (industries, agriculture) sont quant à eux difficilement évaluables (une approximation est donnée ci-dessous).
- ☹ L'accueil de nouveaux habitants et d'activités a pour incidence d'augmenter le volume des effluents d'eaux usées à traiter. Le gain de **2 100 habitants** prévu dans le PLU sur 8 ans va générer des besoins nouveaux de l'ordre de **840 équivalents-habitants** (hypothèse : 1 EH = 2,5 habitants), sans compter le nombre d'équivalents-habitants générés par les populations touristiques, les activités et équipements qui vont se développer dans les 8 prochaines années (difficile à quantifier avec précision).

L'EIE (livre 1.a) fait état de la disponibilité de la ressource en eau captée et de la vulnérabilité du territoire par rapport aux étiages et aux aléas climatiques. L'Agence Régionale de Santé, sur la base d'une analyse des potentialités de production résultant de 7 captages à Elne, 1 captage à Argelès, éventuellement complétés par 6 captages à Montescot, considère que les "volumes autorisés par les Déclarations d'Utilité Publique sont actuellement suffisants pour satisfaire les besoins futurs en période basse et haute saison".

En novembre 2020, la CC AVI a produit une note sur l'équilibre Besoin-Ressource. Cette note s'inscrit dans le cadre des prescriptions dictées par les services de la DDTM, en l'occurrence la production des justifications du respect des volumes prélevables. Ainsi le tableau ci-dessous les gains sur ratio de consommation et amélioration des rendements

| | 2028 | | | | | | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------|--------------------------|-------------------------|--------------|---------------------|--------------------|--------------|--------------------|
| | 2019 | | Consommation (m3/an) | | | Rendement recherché | Pertes eau (m3/an) | Gain (m3/an) | production (m3/an) |
| | Pertes eau (m3/an) | Rendement atteint | Calcul avec ratio actuel | Calcul avec ratio futur | Gain (m3/an) | | | | |
| Argelès | 156 038 | 0,895 | 1 942 742 | 1 940 007 | 2 735 | 0,900 | 215 556 | 59 518 | 2 155 563 |
| Côte Vermeille | 468 186 | 0,694 | 1 266 089 | 1 262 319 | 3 770 | 0,750 | 420 773 | 47 413 | 1 683 092 |
| Totaux annuels | 659 771 | | | | 6 506 | | | 12 105 | 3 838 655 |
| Totaux mensuels | 54 981 | | | | 542 | | | 1 009 | 319 888 |

4. Les incidences sur la protection de la ressource en eau et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Les pentes boisées sont protégées par un classement N dans l'objectif, entre autres, de gérer les ruissellements pluviaux et d'éviter les engorgements des cours d'eau.
- ☺ La problématique de gestion du pluvial est intégré dans le PLU :
 - Les OAP participent, à l'échelle du quartier, à la mise en œuvre d'une gestion du pluvial, en indiquant les fossés à créer ou réaménager ainsi que les dispositifs de bassin collecteur à prévoir. Les espaces verts prévus dans les OAP facilitent également la régulation des débits de ruissellement par infiltration d'une partie des eaux de pluies.
 - Le règlement des zones U et AU garantit, à la parcelle, la régulation des eaux de ruissellement ainsi que leur phyto-épuration naturelle avant que ces eaux ne se retrouvent dans les exutoires naturels :
 - toute construction ou installation ne devra pas avoir pour conséquence à minima d'accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains ;
 - l'infiltration naturelle des eaux pluviales à la parcelle sera notamment recherchée par le traitement en jardin d'agrément des parties non bâties des terrains, en sachant que les emprises au sol des constructions sont limitées ;
 - le couvert végétal sera préservé voire étoffé sur les parcelles par des mesures d'obligation de conservation, de remplacement et de création de plantations, notamment sur les espaces dédiés au stationnement ; ...

Les incidences négatives du PLU

- ☹ L'urbanisation (et la densification) génère inévitablement des surfaces imperméabilisées qui sont à l'origine de perturbations des flux de ruissellement et de charges polluantes des eaux pluviales (hydrocarbures des espaces de circulation et de stationnement, ...).

Compensations visant à réduire les impacts négatifs :

Les compensations visant à réduire l'imperméabilité des surfaces ont été intégrées au fur et à mesure des travaux sur le zonage constructible et les OAP du PLU. Le résultat de cette démarche est par conséquent révélé dans le rapport des incidences positives ci-jointes.

De plus, sur la commune plusieurs réflexions ou actions sont engagées en faveur de la désimperméabilisation :

- *Le développement de la Nature en Ville, axes majeurs des orientations politiques de la municipalité actuelle ;*
- *L'étude sur la possibilité de transformer la place Saint Come Saint Damien en espace vert arborée pour créer une zone de fraîcheur en centre-ville ;*
- *Les travaux de désimperméabilisation de cours d'école primaires (Herriot et Curie Pasteur) pour y développer des « cours oasis » au cours des 2 prochaines années ;*
- *La transformation du parking de la résidence de l'OAP du 8 mai (PLU 2017) en zone de stationnement perméable végétalisée (ever green ou pavés absorbants plantés) dans le cadre d'une DAACT.*

5. Les incidences sur l'adaptation au changement climatique et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le PADD a pour ambition la recherche d'un urbanisme durable qui tend à rechercher une cohérence entre « Urbanisme / Transports », à rapprocher les espaces d'emplois des espaces d'habitat. La traduction du PADD privilégie et développe les modes de déplacements alternatifs à la voiture, qui lutte contre la précarité énergétique du parc de logement et qui encourage la production de formes urbaines plus compactes et bioclimatiques.
- ☺ Le PLU a pris en compte le critère des mobilités dans les choix des zones de projets. Ainsi les zones à urbaniser sont privilégiées à proximité des zones desservies par les transports en commun. Les OAP fixent également des principes d'aménagement de modes doux pour gérer les mobilités « du quotidien » et éviter le recours systématique à la voiture individuelle. Ces mesures auront pour effet de participer à la réduction des Gaz à Effet de Serre et de lutter contre le réchauffement climatique.
- ☺ Les OAP intègrent des principes bioclimatiques visant à améliorer la performance énergétique du quartier : les formes urbaines sont plus compactes et donc moins enclines à la déperdition énergétique, les principes de végétalisation permettent de lutter contre les effets « îlots de chaleur », les ombres portées sont prises en compte ainsi que l'orientation des fronts bâtis.
- ☺ Le PADD encourage la production d'énergies renouvelables pouvant être réutilisées sur le territoire. Le PLU traduit cette intention dans le règlement en autorisant les aménagements et dispositifs nécessaires.
- ☺ A travers les ambitions portées par le PADD et les traductions dans le règlement, le PLU participe à l'atteinte de la trajectoire TEPOS portées par le PCAET de la Communauté de communes Albères-Côte Vermeille-Illibéris.

Les incidences négatives du PLU (et compensations)

- ☹ L'urbanisation génère inévitablement des besoins en énergies (pour les déplacements, le chauffage, ...). Les réglementations actuelles accompagnent toutefois la construction dans le sens d'une meilleure performance énergétique.

Chapitre 3 : Incidences du plu sur la protection des zones d'intérêt environnemental et justification des mesures du PLU en faveur de leur préservation



5. Les incidences sur l'adaptation au changement climatique et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

➤ Focus sur le PCAET de la CC ACVI

La Communauté de communes Albères-Côte Vermeille-Illibéris s'est engagée en faveur du développement durable, en élaborant et adoptant son Plan climat air énergie territorial (PCAET) en mars 2020.

La déclinaison territoriale des objectifs nationaux a permis de définir les objectifs suivants :

| Thème | Objectif CCACVI | Objectif national/ régional |
|-------------------------------------|-----------------|------------------------------|
| Maîtrise de la demande en énergie | - 18% | - 26% |
| Emissions GES (réf 2013) | - 27% | -40% |
| Production d'Energies renouvelables | + 108GWh | Multiplier par 2 (+ 132 GWh) |

Ces objectifs s'inscrivent dans la trajectoire TEPOS (Territoire à Energie Positive).

Le plan d'actions opérationnel du PCAET se compose de 16 axes opérationnels déclinés autour de 40 actions dont certaines sont ciblées sur Argelès-sur-Mer :

- implantation de photovoltaïque sur les bassins de rétention de la STEP d'Argelès,
- étude pour l'implantation de panneaux photovoltaïques sur le bassin de rétention de la ZAE d'Argelès-sur-Mer,
- Création d'un Pôle entrepreneurial (Bâtiment No Watt) sur la commune.



ELABORATION DU PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL
STRATEGIE ET PLAN D'ACTION

DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ALBERES
COTE VERMEILLE ILLIBERIS



Avec le soutien de l'ADEME Occitanie



Accord de répartition en cofinancement
2019-2024 (PAC 2020-2024) (PAC 2020-2024)
Date de répartition : 18/03/2020
Date de répartition : 18/03/2020

| VERS UNE MOBILITE DECARBONNEE | | | |
|---|---|--|------------------|
| ORIENTATION | Réduire l'impact des déplacements en voiture | | |
| ACTION N° : 14 | Créer des espaces de travail partagés pour limiter les déplacements | | |
| DESCRIPTION | <p>La pollution atmosphérique de nos villes est due principalement à l'utilisation quotidienne de véhicules polluants pour se rendre sur le lieu de travail. Le coût des carburants se révèle en outre de plus en plus élevé, ceux-ci se raréfiant au fil des années.</p> <p>Le coût de la location ou de l'achat de bâtiments sont eux également plus onéreux, les espaces disponibles se font plus rares. Il s'avère que de nombreux emplois ne nécessitent pas obligatoirement de bureaux fixes, leurs missions peuvent en effet être effectuées à distance. Le développement des outils numériques permet d'augmenter cette réalité. Par ailleurs, les modes de vie ont changé et la société évolue. Il devient donc nécessaire d'adapter le monde du travail à ses évolutions.</p> | | |
| Descriptif/ contexte | <p>Afin de commencer à répondre à ces nouvelles exigences, la CC ACVI crée un Pôle entrepreneurial sur la commune de Argelès-sur-Mer, bâtiment qui sera par ailleurs plus performant d'un point de vue énergétique, Bâtiment No Watt.</p> <p>Par ailleurs, il serait opportun de communiquer et d'entamer une réflexion sur l'usage du télétravail pour certains emplois où la présence journalière dans des bureaux n'est pas nécessaire. L'utilisation des nouvelles technologies permet par exemple de libérer des bureaux et de créer des espaces partagés permettant de répondre plus aisément à la raréfaction d'espaces de travail au sein des entreprises et ainsi de limiter les coûts de fonctionnement.</p> | | |
| Objectifs visés/ Résultats attendus | Réduire les émissions de GES et les sources de pollution atmosphérique | | |
| MISE EN ŒUVRE | <div>Etat d'avancement :</div> <div><input checked="" type="checkbox"/> Réalisé / programmé</div> <div><input type="checkbox"/> Planifié / en attente</div> <div><input type="checkbox"/> Non démarré</div> | | |
| Etapes opérationnelles | | Calendrier | Porteur |
| Créer des lieux de co-working (mutualisation des coûts, mutualisation d'outils de travail, lien social) | | | CCACVI, communes |
| ORGANISATION OPERATIONNELLE | | | |
| Réfèrent politique | | Réfèrent technique | |
| - | | Service technique – développement économique | |
| DETAILS DES COÛTS PREVISIONNELS | | | |
| Coût Prévisionnel (HT) <i>(préciser fonctionnement et investissement)</i> | | Source de financement <i>(budget impacté, subventions, ...)</i> | |
| | | | |
| SUIVI – EVALUATION | | | |
| Indicateurs de suivi | | - Fréquentation de /des espaces de co working | |
| Indicateurs de résultats | | - Distances évitées (sur enquête auprès de pratiquants par exemple) | |

6. Les incidences sur la protection face aux risques et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le PADD exprime clairement l'objectif de prendre en considération la connaissance des risques et des sources ponctuelles de nuisances en amont des choix d'urbanisme.
- ☺ Les annexes du PLU apportent les informations nécessaires en matière de risques connus et les Servitudes d'Utilité Publiques sont intégrées.
- ☺ Le risque d'inondation porté sur le plan de zonage du PLU tient compte de la réglementation du Plan de Prévention des Risques et des informations complémentaires portées par le TRI (déclinaison du PGRI) qui modélise les crues milléniales. Aucune zone de projet d'urbanisation n'est prévue dans les secteurs impactés d'un aléa fort et les aléas plus faibles sont intégrés dans la composition d'aménagement (les OAP garantissent les perméabilités utiles à l'épandage des crues). Les constructions pré-existantes classées en zone urbaine et concernées par ce risque ne sont pas amenées à se développer puisqu'elles devront se conformer aux dispositions du Plan de Prévention des Risques, comme le rappelle le règlement du PLU.
- ☺ Pour réguler les ruissellements des reliefs, les boisements des pentes sont strictement protégés : l'objectif (autre l'intérêt écologique) est de maintenir les sols face aux menaces d'érosion et pour réguler les débits des ruissellement. L'infiltration à la parcelle est recherchée à travers les différentes dispositions du règlement des zones U et AU pour gérer les eaux pluviales qui peuvent accroître les risques d'inondation.
- ☺ Le risque feux de forêt est pris en considération : le règlement de la zone Nb du Massif des Albères garantit l'éloignement des habitations et la préservation d'espaces « pares-feux » aux abords.
- ☺ La RD914 et la voie ferrée représentent ponctuellement des sources de nuisances et de risques technologiques. Ces éléments ont été pris en considération dans les choix du PLU.
- ☺ Les modes doux sont développés dans les quartiers pour contribuer à la recherche d'un apaisement sonore.

Les incidences négatives du PLU (et compensations)

- ☹ Quelques secteurs sont maintenus « U » pour traduire l'occupation bâtie qui préexistait la mise en œuvre des périmètres impactés par des risques. Des zones AU ont également été maintenues pour des raisons stratégiques, bien que partiellement concernées par le risque d'inondation : voir pages suivantes les explications et voir le chapitre d'évaluation des zones de projet, plus loin.
Cependant le règlement de ces zones été adapté et rédigé de manière à différencier ces secteurs frappés de la trame de risque : les constructions nouvelles y sont proscrites grâce aux articles qui renvoient aux dispositions du PPR (annexé au PLU, en tant que Servitude d'Utilité Publique).
- ☹ Du fait de l'augmentation attendue des déplacements en lien avec le projet de développement porté par le PLU, les nuisances sonores risques d'être accrues sur les principales voies de dessertes.

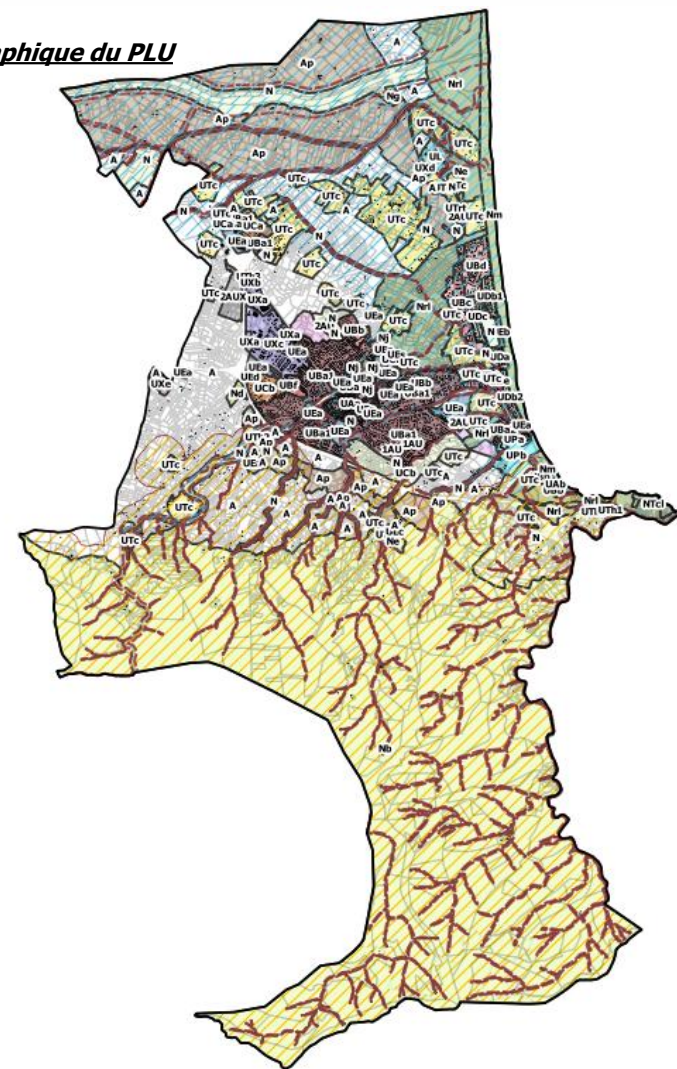
Notons que les procédures de gestion des risques sont mises en place indépendamment du PLU et que des réglementations particulières s'appliquent en plus des dispositions du PLU.

Des réglementations indépendantes permettent également de gérer les nuisances (périmètres de réciprocité des bâtiments agricoles, mesures acoustiques des constructions implantées dans les secteurs affectés par les nuisances sonores, réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, ...).

6. Les incidences sur la protection face aux risques et les mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU

Les planches suivantes détaillent la prise en compte dans le PLU des
risques majeurs qui impactent la commune d'Argelès-sur-Mer.

Extrait du règlement graphique du PLU



6. Les incidences sur la protection face aux risques ...

Report du PPRn sur le plan de zonage



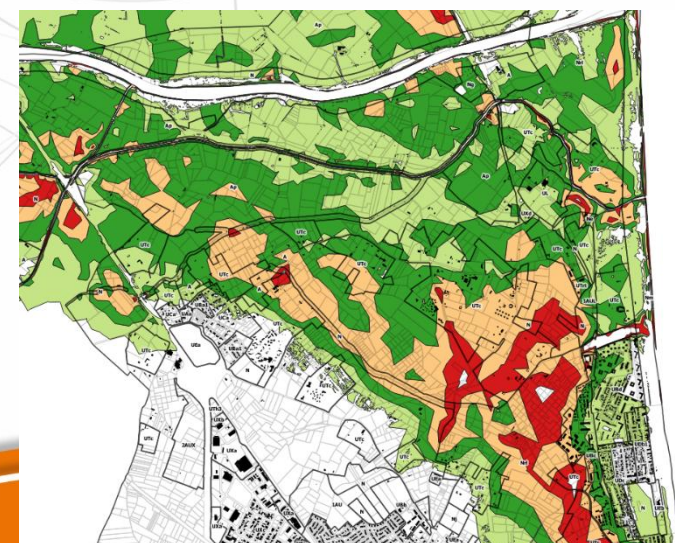
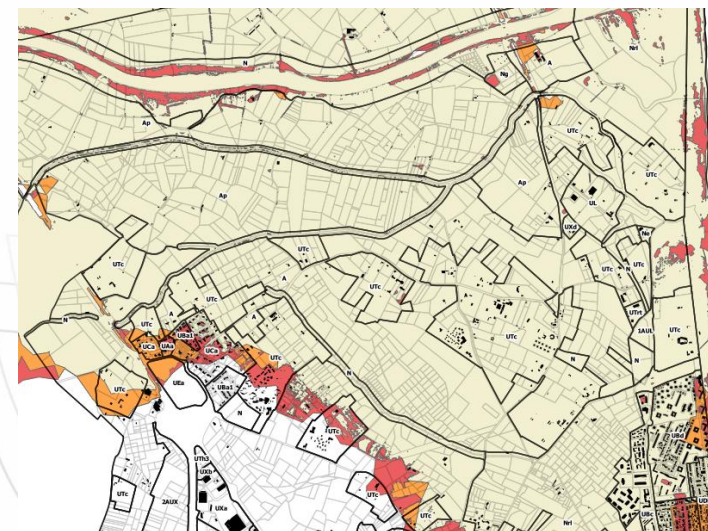
Le PLU classe en priorité en zone inconstructible les secteurs les plus contraints par des risques (lits mineurs et majeurs classés en zones naturelles ou agricoles).

Le PLU ne permet pas le développement des quartiers diffus antérieurement établis dans la zone d'épandage des crues : le règlement, restrictif et contraignant, rappelle l'obligation de prendre en compte le risque inondation et se limite à gérer les constructions existantes sans augmenter le nombre de logements (règlement des zones A et N).

Les secteurs d'accueil touristique présentent un règlement qui intègre les dispositions du PPRn.

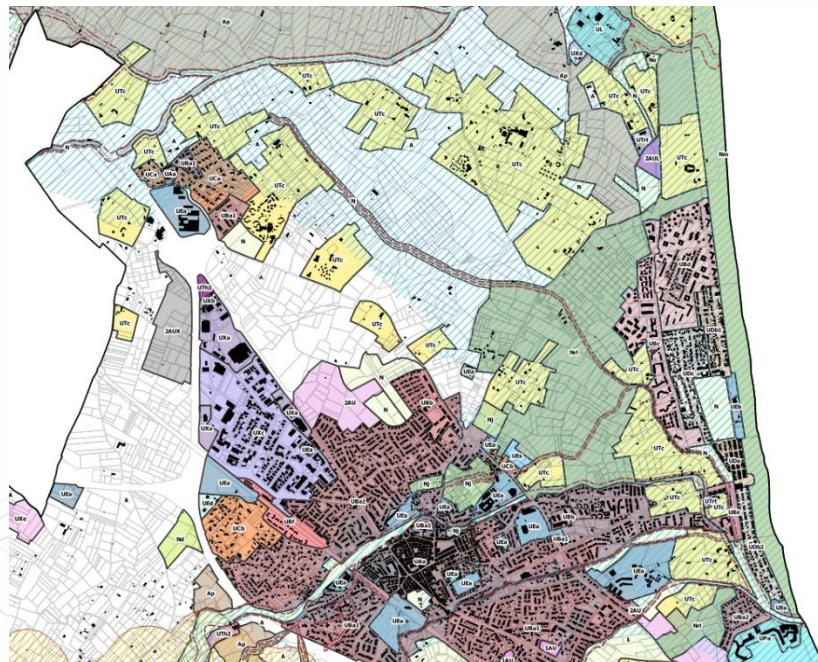
Le règlement des zones urbaines intègre les dispositions du PPRn (encadrement des constructions autorisées, gestion des hauteurs, gestion des transparences).

Information du TRI



6. Les incidences sur la protection face aux risques ...

Report du PPRn sur le plan de zonage



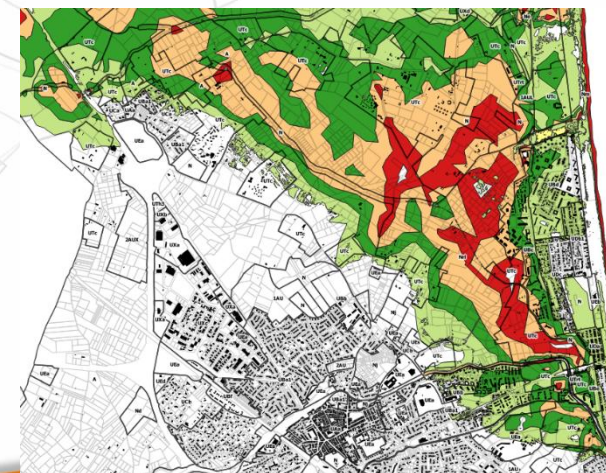
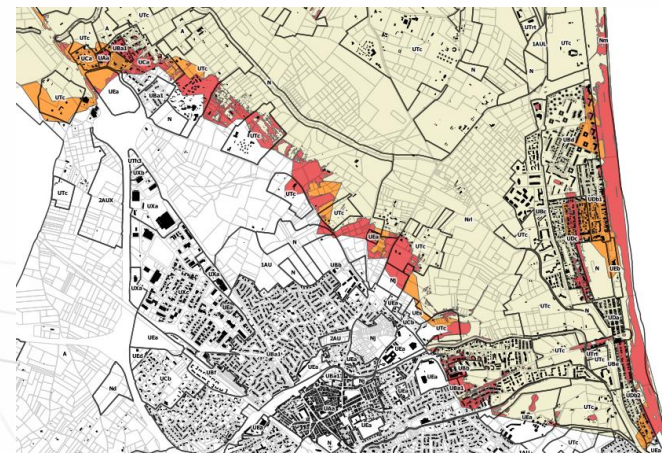
Le PLU classe en priorité en zone inconstructible les secteurs les plus contraints par des risques (lits mineurs et majeurs classés en zones naturelles ou agricoles).

Le PLU ne permet pas le développement des quartiers diffus antérieurement établis dans la zone d'épandage des crues : le règlement, restrictif et contraignant, rappelle l'obligation de prendre en compte le risque inondation et se limite à gérer les constructions existantes sans augmenter le nombre de logements (règlement des zones A et N).

Les secteurs d'accueil touristique présentent un règlement qui intègre les dispositions du PPRn.

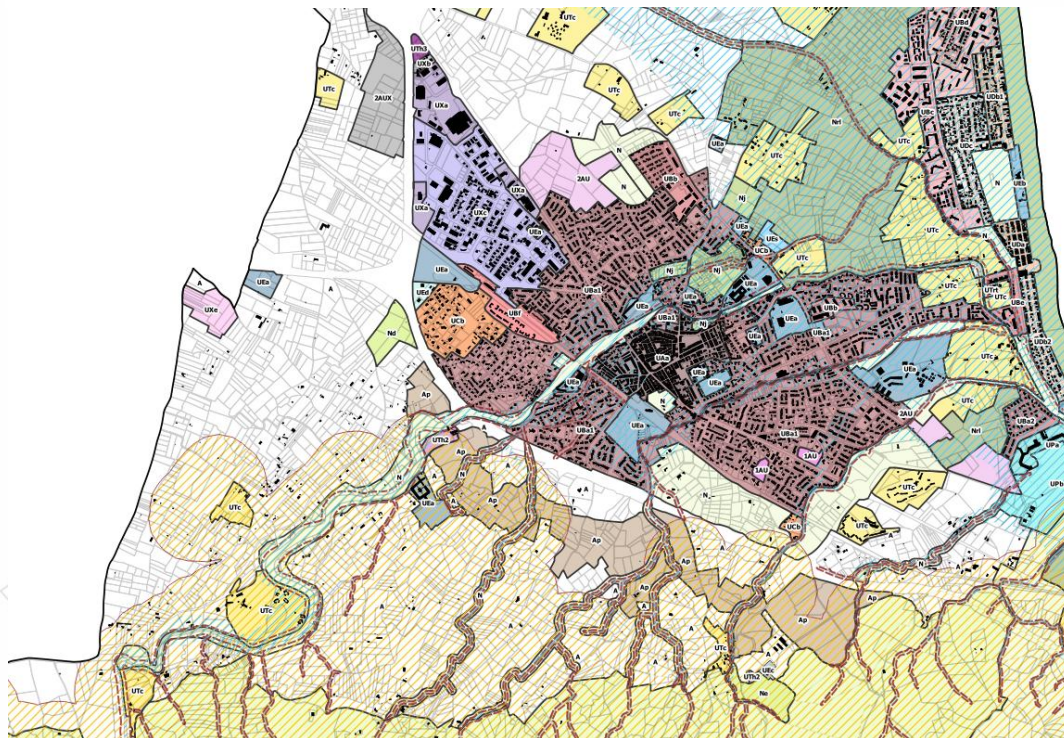
Le règlement des zones urbaines intègre les dispositions du PPRn (encadrement des constructions autorisées, gestion des hauteurs, gestion des transparences).

Information du TRI



6. Les incidences sur la protection face aux risques ...

Report du PPRn sur le plan de zonage



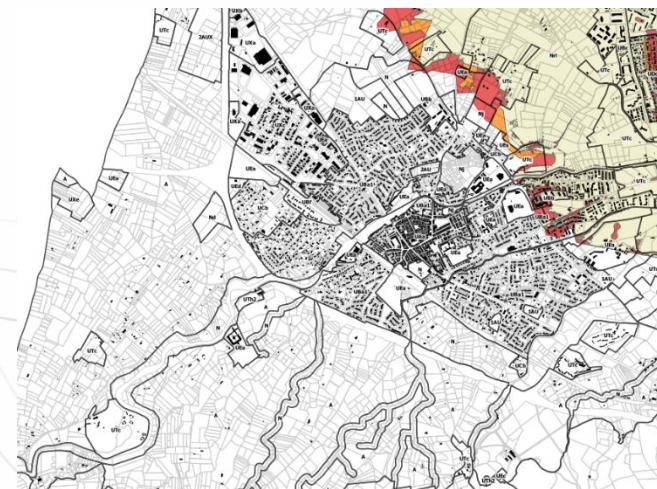
Le PLU classe en priorité en zone inconstructible les secteurs les plus contraints par des risques (lits mineurs et majeurs + massif forestier classés en zones naturelles ou agricoles).

Le PLU ne permet pas le développement des quartiers diffus antérieurement établis dans la zone d'épandage des crues : le règlement, restrictif et contraignant, rappelle l'obligation de prendre en compte le risque inondation et se limite à gérer les constructions existantes sans augmenter le nombre de logements (règlement des zones A et N).

Les secteurs d'accueil touristique présentent un règlement qui intègre les dispositions du PPRn.

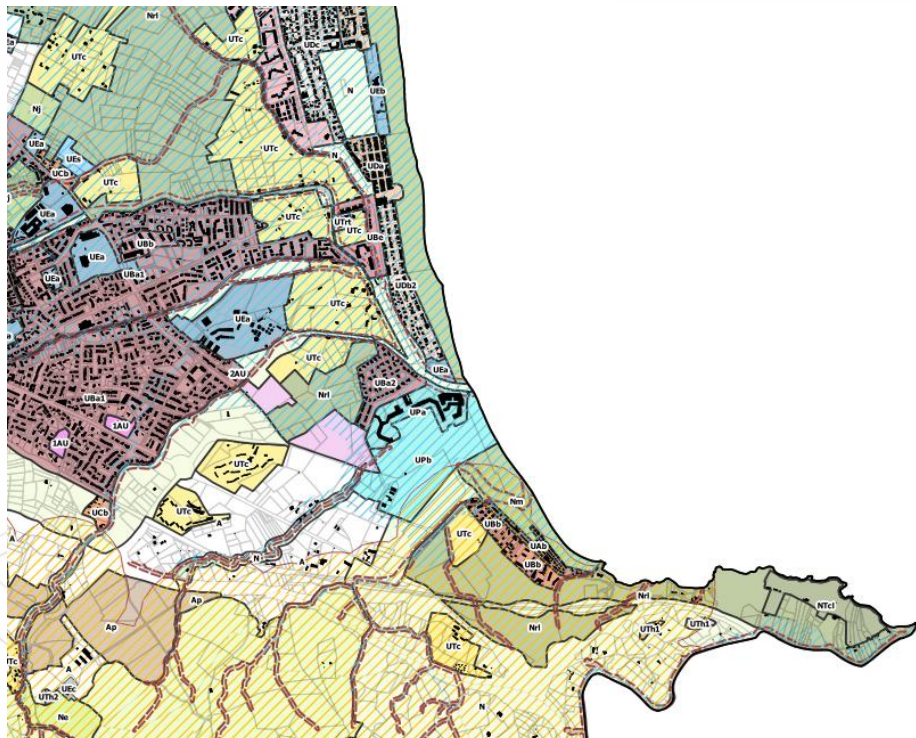
Le règlement des zones urbaines intègre les dispositions du PPRn (encadrement des constructions autorisées, gestion des hauteurs, gestion des transparences).

Information du TRI



6. Les incidences sur la protection face aux risques ...

Report du PPRn sur le plan de zonage



Le PLU classe en priorité en zone inconstructible les secteurs les plus contraints par des risques (lits mineurs et majeurs + massif forestier classés en zones naturelles ou agricoles).

Le PLU ne permet pas le développement des quartiers diffus antérieurement établis dans la zone d'épandage des crues : le règlement, restrictif et contraignant, rappelle l'obligation de prendre en compte le risque inondation et se limite à gérer les constructions existantes sans augmenter le nombre de logements (règlement des zones A et N).

Les secteurs d'accueil touristique présentent un règlement qui intègre les dispositions du PPRn.

Le règlement des zones urbaines intègre les dispositions du PPRn (encadrement des constructions autorisées, gestion des hauteurs, gestion des transparences).

Information du TRI



6. Les incidences sur la protection face aux risques ...

➤ Des secteurs bâtis et des secteurs stratégiques de développement partiellement concernés par les risques d'inondation et de submersion

Le PLU a pris en compte la présence de tous les risques connus en amont de ces choix : des secteurs initialement constructibles ont été notamment déclassés, des potentiels ont été retirés au regard de ces contraintes.

Toutefois, force est de constater que les périmètres concernés par des risques potentiels évoluent au fur et à mesure de la révision des PPR et des modélisations sur lesquelles ils sont fondés. De fait, des secteurs déjà bâtis se retrouvent aujourd'hui dans des périmètres évalués à risques : le règlement et le zonage du PLU conditionnent par conséquent les droits à bâtir à la prise en compte du risque, se référant aux annexes qui contiennent les dossiers PPR.

Par ailleurs, au regard des scénarii de développement étudiés et des enjeux de tous ordres pris en considération en amont des choix, le PLU définit une stratégie de développement qui prévoit le maintien de zones de projet dans des secteurs partiellement concernés par le risque inondation tout en excluant les zones d'expansion de crue. Ainsi :

- Des secteurs d'habitat sont maintenus, parce qu'ils se situent à proximité immédiate du centre-ville.*
- Des secteurs de tourisme et d'activités portuaires parce qu'ils sont étroitement liés à la présence des embouchures et de la mer.*

La problématique d'inondation a été intégrée à la réflexion de la stratégie de développement du PLU : le règlement du PLU reprend les restrictions réglementaires du Plan de Prévention des Risques, le zonage du PLU affiche en toute transparence les trames qui révèlent la connaissance du risque et les OAP rappellent aux porteurs de projet la nécessité de prendre en considération ces vulnérabilités.

Pour ces secteurs de projet (qui font l'objet d'une évaluation environnementale spécifique, voir le chapitre suivant), la partie concernée par le zonage du PPRI (reporté sur le zonage du PLU, par souci de transparence sur la connaissance du risque), n'a pas été systématiquement classée en zone N mais intégrée à la zone AU, considérant la nécessité d'intégrer à la réflexion globale de l'aménagement cette partie à risque classée en aléa modéré et faible, en anticipant l'installation utile de dispositifs particuliers en vue de réduire l'exposition aux risques.

Par ailleurs, le classement en zone AU dans le PLU rend ces secteurs potentiellement éligibles à l'urbanisation mais les projets ne seront effectifs que s'ils remplissent des conditions supplémentaires, notamment celles d'une étude d'impact ou encore d'une étude loi sur l'eau, comme le prévoit la procédure légale. Le secteur du Tamariguer, conformément au règlement du PPRI, devra faire l'objet d'une étude diagnostic hydraulique. L'objectif de cette évaluation dans le cadre du PLU, en amont de l'ouverture à l'urbanisation des zones AU (ouverture indirecte) est justement d'attirer l'attention des porteurs de projet sur cette contrainte, considérant que l'OAP traduit la zone d'aléa modéré en espace vert non constructible et sachant qu'une étude d'impact spécifique sera réalisée dans le cadre du projet. En fonction de la qualité du projet présenté et de la qualité des études techniques fournies (étude d'impact, dossier Loi sur l'Eau, étude géotechnique, etc.), la Maîtrise d'Ouvrage appréciera l'opportunité et la faisabilité d'ouverture effective à l'urbanisation.

Ce procédé, étape par étape, en augmentant progressivement le niveau de précision de l'analyse, permet de garantir que toutes les contraintes pressenties ont bien été intégrée dans la conception du projet opérationnel.

7. Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets

Pour rappel, la commune d'Argelès-sur-Mer présente 10 secteurs stratégiques de projets d'urbanisation à l'horizon PLU. Parmi eux, 5 sites sont couverts par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Ce chapitre fait suite au chapitre précédent sur les caractéristiques des secteurs potentiellement vulnérables vis-à-vis des choix du PLU.

Objectifs du PADD

- Produire, aménager des espaces urbains maîtrisés, de qualité et durables
- Favoriser un développement urbain harmonieux et qualitatif en imposant un travail de composition urbaine et d'intégration paysagère des nouvelles constructions dans les opérations d'aménagement (création de voies au profil adapté aux lieux, végétalisation des espaces publics et des parcelles, ...) pour préserver la qualité des paysages urbains

Dispositions dans les OAP

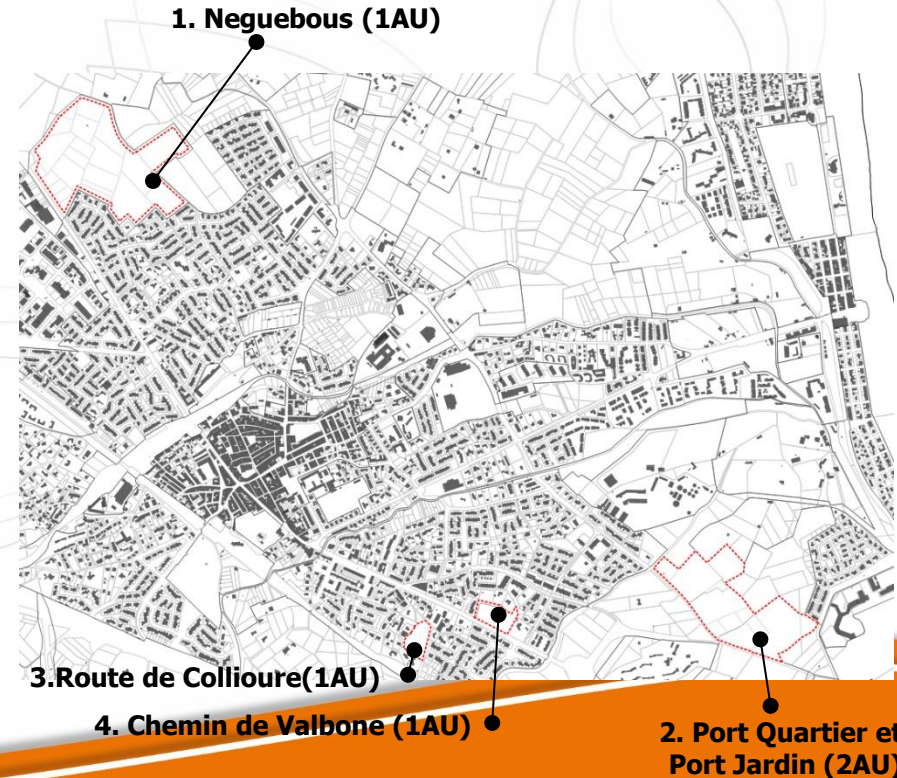
Principes paysagers et environnementaux (généraux)

Sur chaque OAP, des principes paysagers et environnementaux sont proposés afin de maintenir/créer des espaces verts ou jardins, des alignements arborés, de maintenir des boisements existants, de prendre en compte la gestion des eaux pluviales ...

Sur chaque OAP, la recherche de meilleures performances énergétiques est permise par l'autorisation réglementaire de dispositifs adéquats.

Sur chaque OAP, les principes de l'occupation de l'espace garantissent une densité en adéquation avec les attentes du PADD. L'optimisation du foncier et la consommation à bon escient ont été examinées avec finesse.

Localisation des secteurs à OAP d'Argelès-sur-Mer (PLU approuvé)

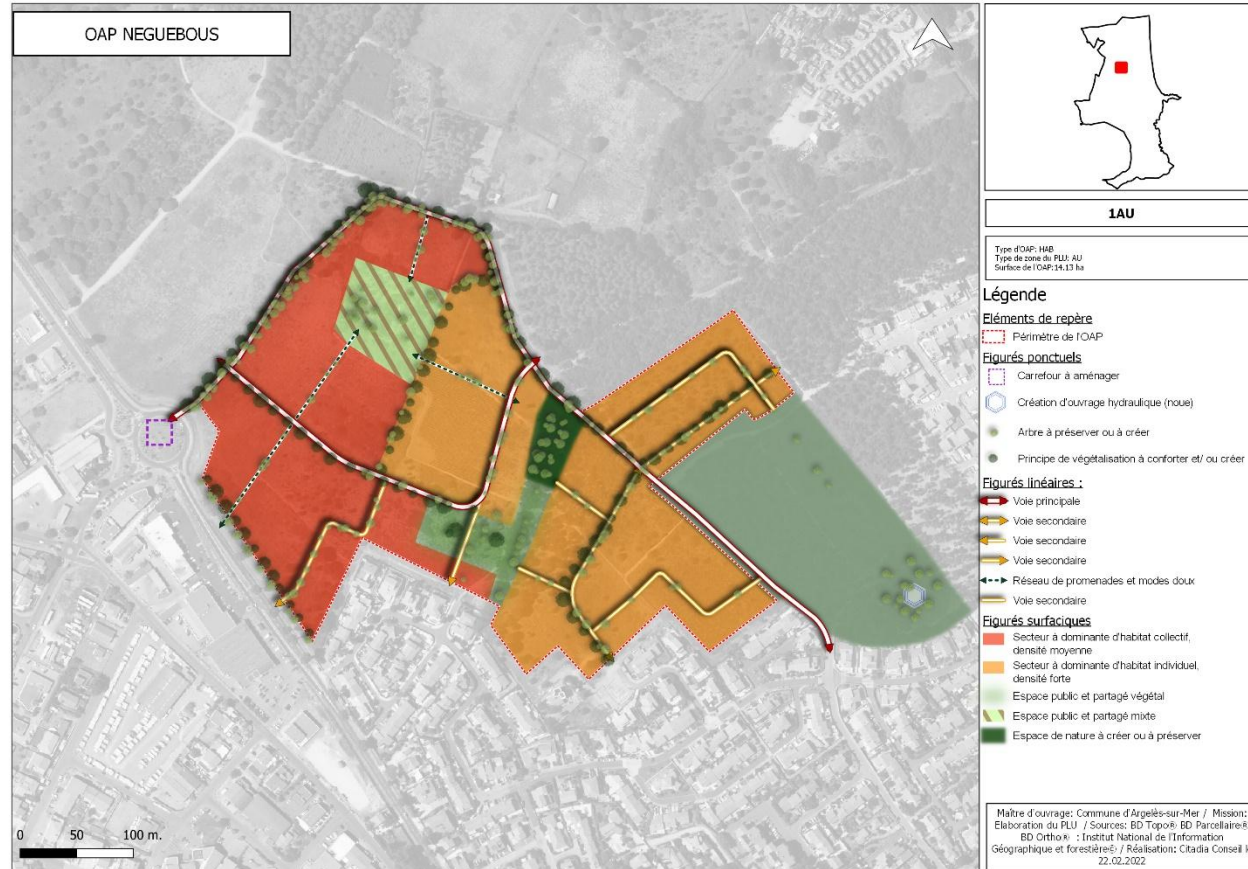


7. Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets

Caractères :

1. NEGUEBOUS

| | |
|---|---|
| Occupation du sol Situation | ➤ Le site est en continuité immédiate de l'enveloppe actuellement bâtie, pour optimiser le foncier et respecter le principe de continuité des espaces urbains. |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | ➤ Les Trames Vertes et Bleues sont développées à l'échelle du quartier et sont connectées aux continuités d'importance communale grâce aux principes de végétalisation. |
| Paysage Patrimoine | <p>➤ Les vues, le micro-relief et les motifs paysagers sont parties prenantes de la composition, guidant les choix d'orientation des dessertes et d'implantation du bâti.</p> <p>➤ L'aménagement d'espaces publics structurants participe à la qualité du cadre de vie. Les densités prévues s'intègrent dans leur environnement.</p> |
| Gestion de l'eau (réseaux) | <p>➤ Le raccordement à l'assainissement collectif permet de réduire les impacts sur la ressource en eau.</p> <p>➤ L'infiltration et la rétention des eaux pluviales sont recherchées.</p> |
| Risques et nuisances | ➤ L'exposition aux risques est maîtrisée. |
| Lutte contre le réchauffement climatique | <p>➤ Les principes bioclimatiques sont intégrés (orientation, régulation des îlots de chaleur par la végétation, compacité, ...).</p> <p>➤ Les modes doux tiennent une place importante.</p> |



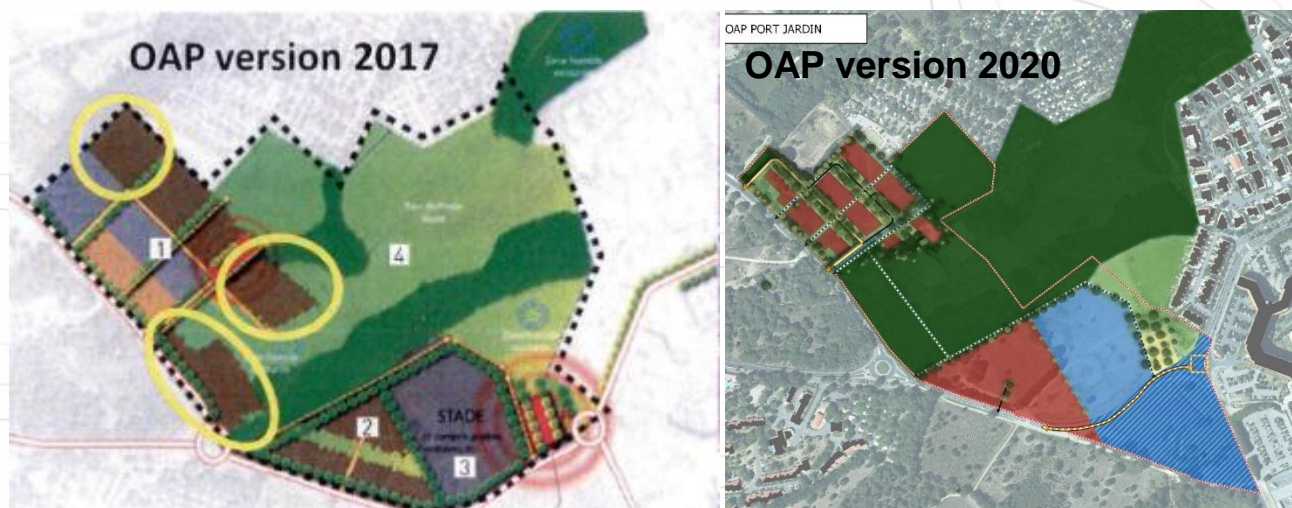
➤ Le projet d'aménagement n'est pas de nature à générer des incidences préjudiciables pour l'environnement.

7. Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets

2. PORT JARDIN

La zone Port Jardin située dans le centre-ville d'Argelès a été ouverte à l'urbanisation pour y implanter une ZAC. Le projet comporte deux phases : un nouveau stade (déjà autorisé et déjà construit) et un ensemble de bâtiments d'habitations type éco-quartier. Au vu des problématiques importantes concernant la présence d'une zone humide, le Préfet a demandé à la Mairie d'Argelès-sur-Mer de soumettre le projet à la CLE pour avis consultatif vis-à-vis de la compatibilité au SAGE Tech-Albères.

L'OAP initiale, présentée en 2017 avait été modifiée une première fois en 2019. Cette nouvelle version permettait d'éviter environ 10 000m² de zone humide de fort intérêt mais impactait la totalité des zones humides. Au final, 11 400m² des 89 550m² de zones humides du secteur étaient impactés, soit environ 2 fois moins que la proposition d'aménagement initial.



Modifications de l'OAP Port Jardin. Les cercles jaunes correspondent aux zones modifiées.

7. Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets

2. PORT JARDIN



1 – Zone humide sur laquelle des compensations d'un autre projet s'effectuent déjà : complètement retirée de l'OAP.

2 – Zones humides impactées par le projet, elles doivent être compensées selon le SDAGE à 200% minimum. Le projet prévoit 270% de compensation répartis ainsi :

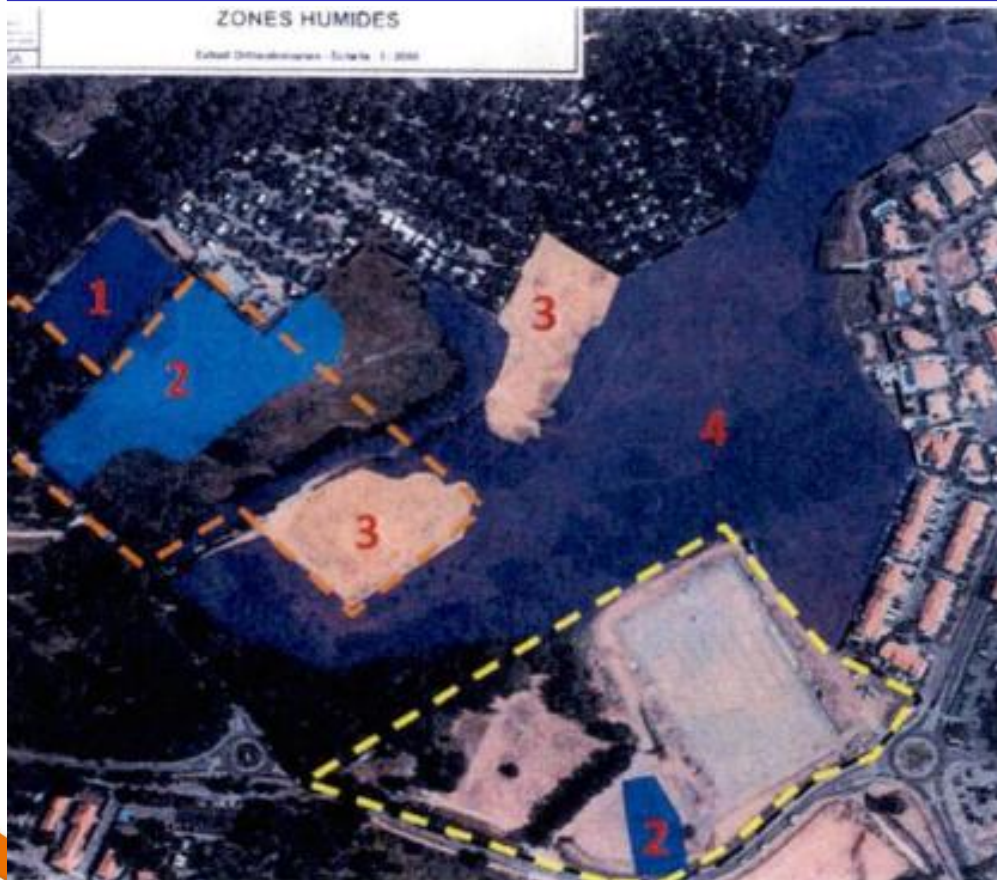
- 100% sur les zones humides 3 : restauration de zones humides très dégradées ;
- 170% sur la zone humide 4 : optimisation de la zone humide, mesure de gestion.

Le rapport de la CLE indique que **si le projet 2019 évite davantage de zones humides et compense plus pertinemment que dans la version initiale, la fragmentation et le ceinturage des zones humides du secteur seraient tout de même augmentés. Il est alors à craindre à moyen/long terme que même restaurées et gérées, les zones humides restantes soient vouées à disparaître sous la pression urbaine.**

De plus, il est difficile d'avoir des garanties sur la réelle réhabilitation des zones humides très dégradées. C'est pourquoi des dispositions doivent être prises pour garantir le maintien des fonctionnalités de ces espaces naturels pour l'avenir.

7. Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets

2. PORT JARDIN



La CLE propose une solution alternative exposée ci-contre.

Cette solution alternative intègre une des deux zones humides fortement dégradées au projet d'aménagement en lieu et place du secteur nord longeant le camping. L'espace ainsi préservé comprend des zones humides (2 et 4) intéressantes à conserver et permettrait de maintenir une zone tampon non imperméabilisée entre le camping et le lotissement.

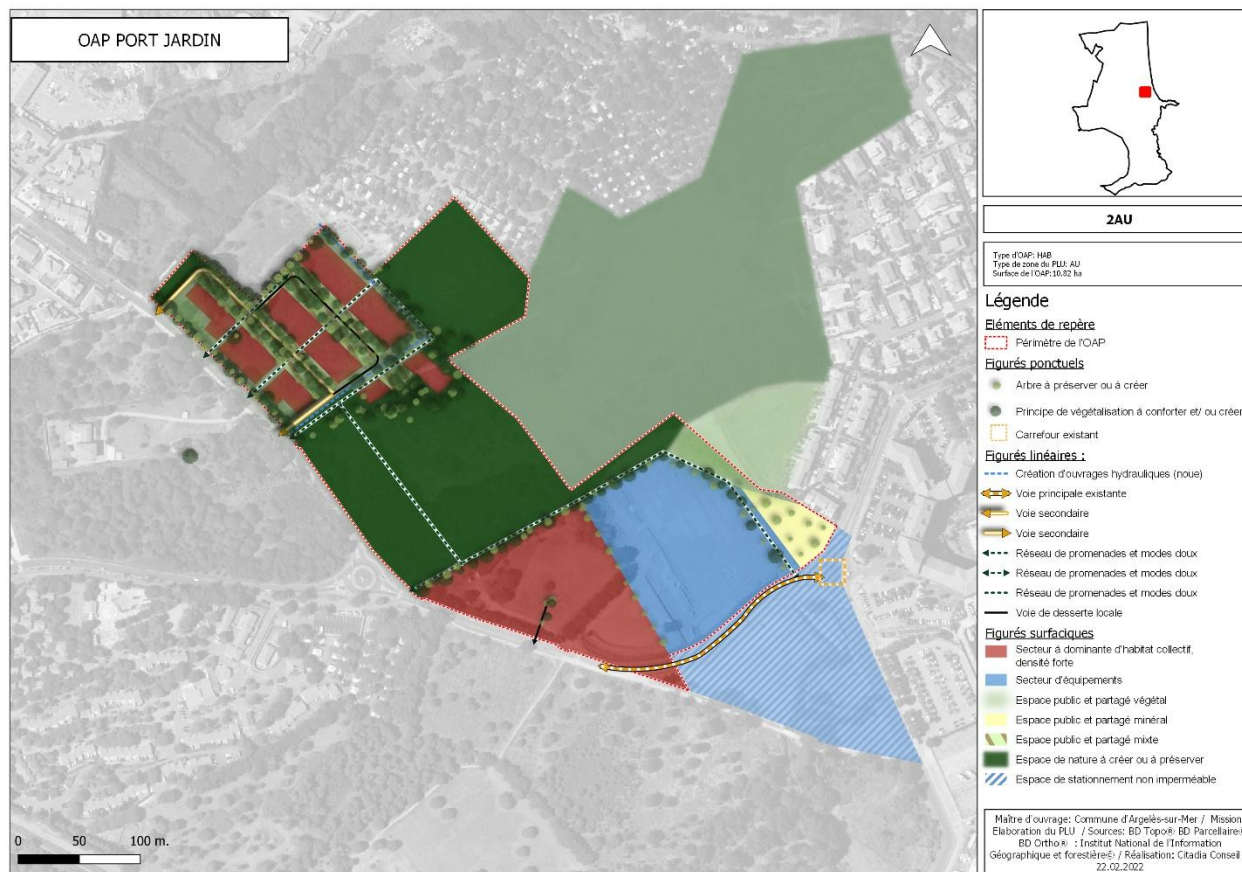
Au final, l'OAP Port Jardin a été redessinée selon la proposition de la CLE, afin de limiter les incidences sur les zones humides.

7. Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets

Caractères :

2. PORT JARDIN

| | |
|--|--|
| Occupation du sol Situation | <ul style="list-style-type: none"> Le site est en continuité immédiate de l'enveloppe actuellement bâtie, pour optimiser le foncier et respecter le principe de continuité des espaces urbains. |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | <ul style="list-style-type: none"> Les zones humides et boisements alluviaux sont préservés et mis en valeur : ils sont écartés des zones constructibles de l'aménagement prévu par l'OAP (espace de nature à créer ou préserver). Les Trames Vertes et Bleues sont développées à l'échelle du quartier et sont connectées aux continuités d'importance communale grâce aux principes de végétalisation. |
| Paysage Patrimoine | <ul style="list-style-type: none"> Les vues guident les choix d'orientation des dessertes et d'implantation du bâti et les ambiances littorales sont valorisées (connexion au Port). L'aménagement d'espaces publics structurants participe à la qualité du cadre de vie. Les densités prévues s'intègrent dans leur environnement. |
| Gestion de l'eau (réseaux) | <ul style="list-style-type: none"> Le raccordement à l'assainissement collectif permet de réduire les impacts sur la ressource en eau. L'infiltration et la rétention des eaux pluviales sont recherchées. |
| Risques et nuisances | <ul style="list-style-type: none"> L'exposition aux risques est maîtrisée. Des espaces de transparence sont ménagés pour faciliter les écoulements. |
| Lutte contre le réchauffement climatique | <ul style="list-style-type: none"> Les principes bioclimatiques sont intégrés (orientation, régulation des îlots de chaleur par la végétation, compacité, ...). Les modes doux tiennent une place importante. |



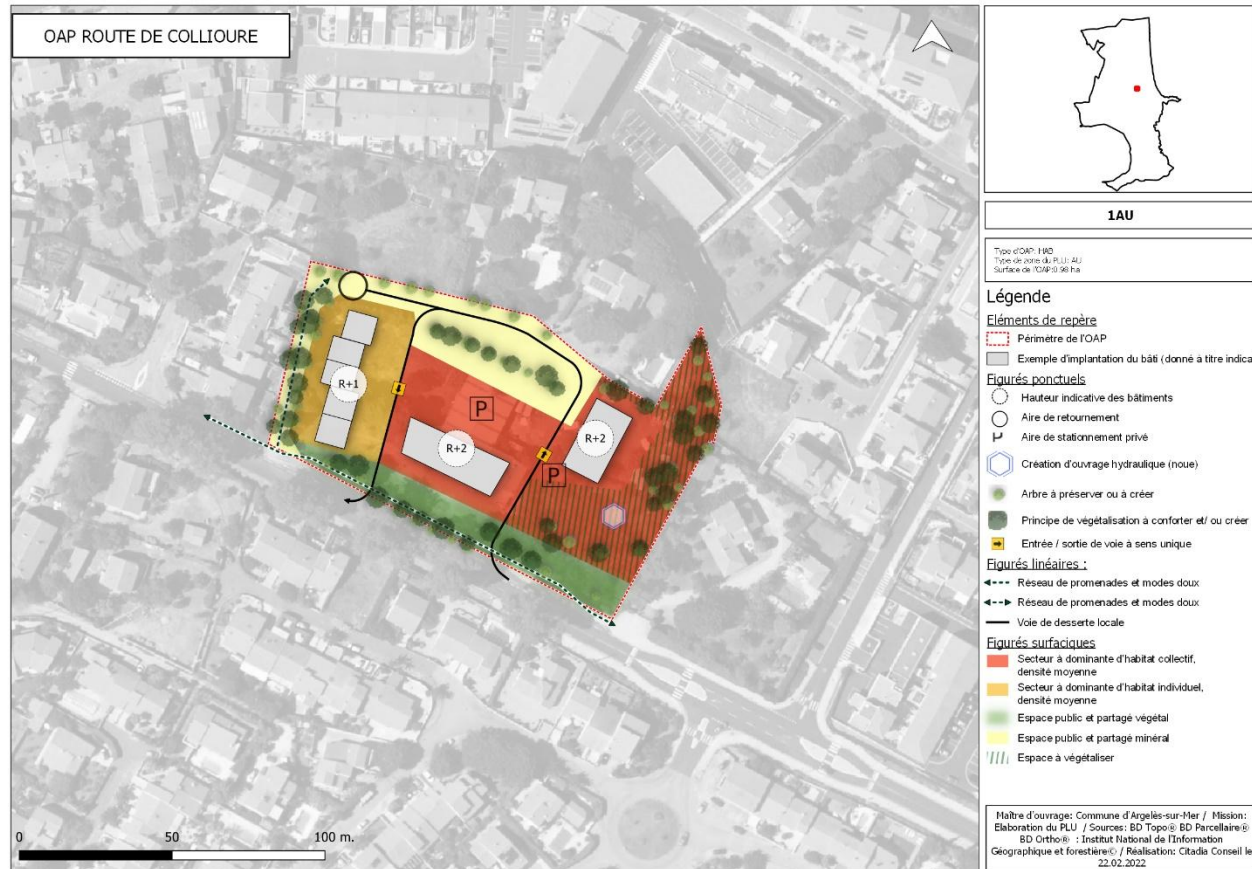
Le projet d'aménagement n'est pas de nature à générer des incidences préjudiciables pour l'environnement.

7. Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets

Caractères :

3. ROUTE DE COLLIOURE

| | |
|--|--|
| Occupation du sol Situation | ➤ Le site est en continuité immédiate de l'enveloppe actuellement bâtie, pour optimiser le foncier et respecter le principe de continuité des espaces urbains. |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | ➤ Les Trames Vertes et Bleues sont développées à l'échelle du quartier qui préserve une frange arborée autour de l'OAP, et préconise un espace à végétaliser au sud-est de celle-ci. |
| Paysage Patrimoine | ➤ L'aménagement d'espaces publics structurants participe à la qualité du cadre de vie. Les densités prévues s'intègrent dans leur environnement. |
| Gestion de l'eau (réseaux) | ➤ Le raccordement à l'assainissement collectif permet de réduire les impacts sur la ressource en eau. ➤ L'infiltration et la rétention des eaux pluviales sont recherchées. |
| Risques et nuisances | ➤ L'exposition aux risques est maîtrisée. Des espaces de transparence sont ménagés pour faciliter les écoulements. |
| Lutte contre le réchauffement climatique | ➤ Les principes bioclimatiques sont intégrés (orientation, régulation des îlots de chaleur par la végétation, compacité, ...). ➤ Le réseau de promenade et de modes doux tiennent une place importante dans le projet |



➤ Le projet d'aménagement n'est pas de nature à générer des incidences préjudiciables pour l'environnement, d'autant que sont ouverture à l'urbanisation nécessitera une évolution du document d'urbanisme.

7. Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets

Caractères :

4. CHEMIN DE VALBONE

| | |
|---|--|
| Occupation du sol Situation | <ul style="list-style-type: none"> Le site est en continuité immédiate de l'enveloppe actuellement bâtie, pour optimiser le foncier et respecter le principe de continuité des espaces urbains. |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | <ul style="list-style-type: none"> Le site n'est pas concerné par des enjeux de conservation de TVB. Cependant, les aménagements prévus visent à créer des espaces publics et partagés à dominante végétale tout autour du site. De plus, la frange ouest du site, ainsi que les voiries qui y sont prévues devront être végétalisées |
| Paysage Patrimoine | <ul style="list-style-type: none"> Les densités prévues s'intègrent dans leur environnement. |
| Gestion de l'eau (réseaux) | <ul style="list-style-type: none"> Le raccordement à l'assainissement collectif permet de réduire les impacts sur la ressource en eau. L'infiltration et la rétention des eaux pluviales sont recherchées. La volonté d'implanter une dominante d'habitat individuel à densité moyenne sur ce secteur permet de limiter l'imperméabilisation des sols et ainsi favoriser une meilleure infiltration des eaux pluviales sur la parcelle. |
| Risques et nuisances | <ul style="list-style-type: none"> / |
| Lutte contre le réchauffement climatique | <ul style="list-style-type: none"> Les principes bioclimatiques sont intégrés (orientation, régulation des îlots de chaleur par la végétation, compacité, ...). Une voie de promenades et modes de déplacements doux est prévu dans le projet |



Le projet d'aménagement n'est pas de nature à générer des incidences préjudiciables pour l'environnement, d'autant que sont ouverture à l'urbanisation nécessitera une évolution du document d'urbanisme.

7. Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets

Caractères :

A. ZONE DE LOISIRS DE LA STATION BALNÉAIRE / EL TAMARIGUER

| | |
|---|---|
| Occupation du sol Situation | ➤ Le site est destiné à l'aménagement d'un espace naturel récréatif où seuls les aménagements utiles à la gestion de la fréquentation et de l'accueil du public sont permis. |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les Trames Vertes et Bleues sont développées à l'échelle de la zone et sont connectées aux continuités d'importance majeure de la façade littorale. ➤ Les zones humides et boisements alluviaux sont écartés des zones constructibles de l'aménagement prévu par l'OAP et sont donc protégés de l'urbanisation. |
| Paysage Patrimoine | <ul style="list-style-type: none"> ➤ La gestion stricte des droits à bâtir, limités aux aménagements permettant l'accueil du public et la gestion de la fréquentation, ne compromet par le rôle de coupure d'urbanisation de cet espace. ➤ Le caractère vert de cet espace récréatif est une plus-value aux abords de la RD81 et participe à l'aménagement d'une séquence paysagère intéressante. |
| Gestion de l'eau (réseaux) | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le raccordement à l'assainissement collectif permet de réduire les impacts sur la ressource en eau. ➤ L'infiltration et la rétention des eaux pluviales sont recherchées. |
| Risques et nuisances | <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'exposition aux risques est maîtrisée. Des espaces de transparence sont ménagés pour faciliter les écoulements. ➤ Des zones tampons isolent le quartier des axes bruyants (RD81). |
| Lutte contre le réchauffement climatique | ➤ Les modes doux tiennent une place importante dans le projet. |

➤ Le projet d'aménagement n'est pas de nature à générer des incidences préjudiciables pour l'environnement.

7. Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets

Caractères :

B. PARC D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES (2AUX)

| | |
|---|--|
| Occupation du sol Situation | ➤ Ce site à vocation d'activités économiques est situé dans le prolongement d'une parc d'activités économiques déjà existant à l'est |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | ➤ La zone de projet est actuellement occupée par des espaces agricoles présentant un réseau de haies assez importants. Le projet d'aménagement devra prendre en compte ce réseau de haies et avoir une réflexion sur son maintien. Si un projet d'aménagement venait à se concrétiser, des analyses de terrain doivent être menées afin de confirmer/infirmar la présence d'une zone humide |
| Paysage Patrimoine | <p>➤ Le règlement écrit de cette zone précise que les constructions ne peuvent porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.</p> <p>➤ Le règlement écrit prescrit des règles architecturales à suivre pour les façades, les toitures, les clôtures... Afin de garantir une bonne insertion paysagère du futur projet.</p> <p>➤ Les plantation sou les espaces boisés existants doivent être conservés. Les aires de stationnement doivent être végétalisés.</p> |
| Gestion de l'eau (réseaux) | <p>➤ L'installation devra être raccordée au réseau d'eau potable.</p> <p>➤ Si l'opération d'aménagement présente une surface de plancher de plus de 1 000m², une étude hydraulique est obligatoire. Les aménagements prévus sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif des eau pluviales. Si cela n'est pas possible, les eaux pluviales seront collectées sur le terrain et leur rejet dans le réseau sera différé</p> <p>➤ Tout déversement d'eaux usées, autre que domestiques, dans le réseau public doit être préalablement autorisé par une décision de l'autorité compétente.</p> |
| Risques et nuisances | ➤ Les constructions devront être implantées à une distance des limites séparatives au moins égale à 3 mètres. Une zone tampon pourra être aménagée afin d'éviter d'exposer les populations aux nuisances sonores. |
| Lutte contre le réchauffement climatique | ➤ Les modes doux tiennent une place importante dans le projet de PLU. Le futur projet devra donc avoir une réflexion sur les liaisons douces possiblement aménageables. |

➤ Le zonage de cette zone en zone 2AUX (zone à urbaniser fermée) ne génère pas d'incidences négatives pour l'environnement. Le projet d'aménagement de cette zone devra veiller prendre en compte les enjeux environnementaux relevés dans ce document, notamment ceux qui concerne la Trame Verte et Bleue communale.

7. Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets

Caractères :

C. PROJET DE COGÉNÉRATION (UXE)

| | |
|---|---|
| Occupation du sol Situation | ➤ Le site est situé sur des terrains fortement remaniés, ce qui permet de respecter les volontés de ne pas consommer de zones agricoles ou naturelles pour l'installation de projet de production d'énergies renouvelables |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | ➤ Le site n'est pas concerné par ce type d'enjeu |
| Paysage Patrimoine | <p>➤ Le règlement écrit prescrit des règles architecturales concernant les façades, toitures, clôtures... Afin de garantir la meilleure insertion possible du projet dans son environnement.</p> <p>➤ Les installations devront être groupées et une réflexion sur l'insertion paysagère devra être menée afin de garantir la meilleure insertion possible du projet dans son environnement</p> |
| Gestion de l'eau (réseaux) | <p>➤ Si l'opération d'aménagement présente une surface de plancher de plus de 1 000m², une étude hydraulique est obligatoire. Les aménagements prévus sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif des eaux pluviales. Si cela n'est pas possible, les eaux pluviales seront collectées sur le terrain et leur rejet dans le réseau sera différé</p> <p>➤ Tout déversement d'eaux usées, autre que domestiques, dans le réseau public doit être préalablement autorisé par une décision de l'autorité compétente.</p> |
| Risques et nuisances | ➤ Le site n'est pas concerné par ce type d'enjeu |
| Lutte contre le réchauffement climatique | ➤ Ce secteur est destiné à accueillir une centrale de cogénération, c'est-à-dire à produire une énergie renouvelable. De ce fait, il s'inscrit parfaitement dans une démarche de lutte contre le réchauffement climatique. |

➤ La destination de cette zone de projet n'est pas de nature à générer des incidences préjudiciables pour l'environnement.

7. Evaluation croisée des incidences du PLU sur les principaux secteurs de projets

Caractères :

D. PROJET DE CENTRE D'INTERVENTION ET DE SECOURS

| | |
|---|---|
| Occupation du sol Situation | ➤ Le site est situé sur un espace naturel à proximité d'un axe routier et d'un parc d'activités économiques |
| Patrimoine naturel Biodiversité TVB | ➤ Le site présente une végétation spontanée composée de plantes ligneuses et de Pins. Le site n'est pas concerné par des périmètres de protections ou d'inventaires. |
| Paysage Patrimoine | <p>➤ Le règlement écrit prescrit des règles architecturales concernant les façades, toitures, clôtures... Afin de garantir la meilleure insertion possible du projet dans son environnement.</p> <p>➤ Les installations devront être groupées et une réflexion sur l'insertion paysagère devra être menée afin de garantir la meilleure insertion possible du projet dans son environnement</p> |
| Gestion de l'eau (réseaux) | <p>➤ Si l'opération d'aménagement présente une surface de plancher de plus de 1 000m², une étude hydraulique est obligatoire. Les aménagements prévus sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif des eaux pluviales. Si cela n'est pas possible, les eaux pluviales seront collectées sur le terrain et leur rejet dans le réseau sera différé</p> <p>➤ Tout déversement d'eaux usées, autre que domestiques, dans le réseau public doit être préalablement autorisé par une décision de l'autorité compétente.</p> |
| Risques et nuisances | ➤ Le site n'est pas concerné par ce type d'enjeu |
| Lutte contre le réchauffement climatique | ➤ Le site n'est pas concerné par ce type d'enjeu |

➤ La destination de cette zone de projet n'est pas de nature à générer des incidences préjudiciables pour l'environnement.

Chapitre 4

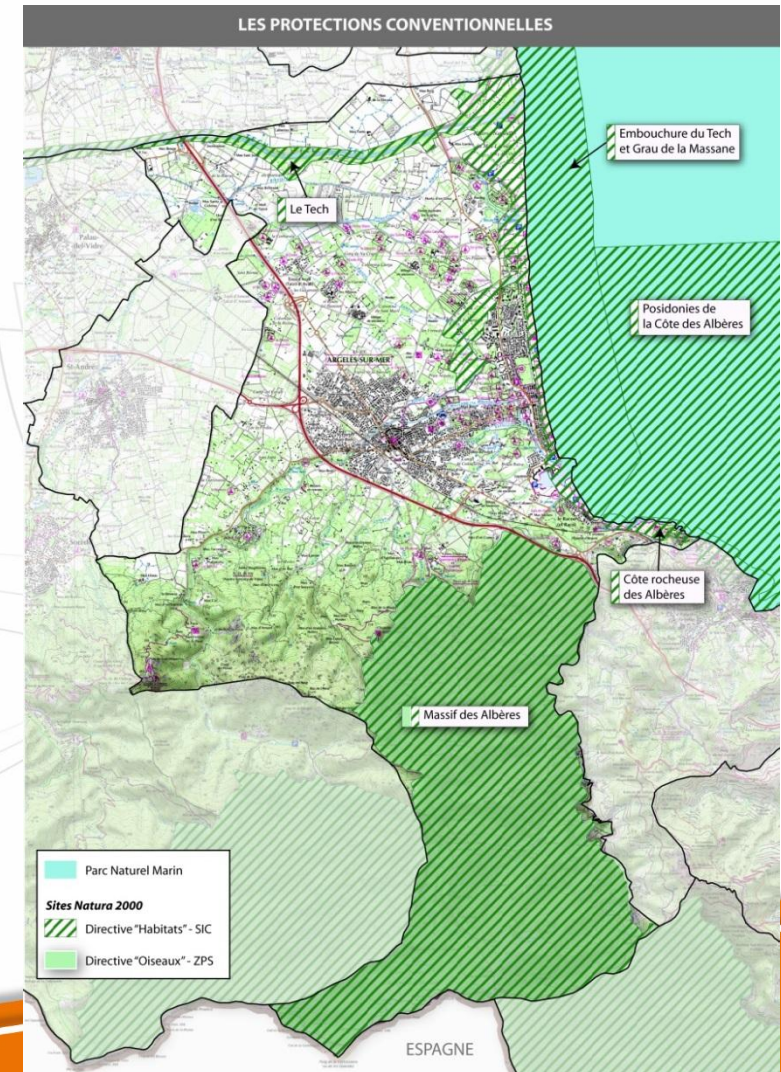
**INCIDENCES DU PLU SUR LES SITES NATURA 2000 ET
EXPOSE DES MESURES D'EVITEMENT / REDUCTION /
COMPENSATION**

1. Présentation des sites Natura 2000 pouvant être impactés par le PLU

➤ Sites Natura 2000 : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

La commune compte plusieurs Sites Natura 2000 : 5 relevant de la Directive Habitats et 1 relevant aussi de la Directive Oiseaux.

- Directive européenne " Habitats Naturels " : Site d'Intérêt Communautaire (SIC) :
 - Le Tech,
 - Côte Rocheuse des Albères,
 - Posidonies de la côte des Albères,
 - Embouchure du Tech et grau de la Massane,
 - Massif des Albères.
- Directive européenne " Oiseaux " : Zone de protection Spéciale (ZPS) :
 - Massif des Albères.

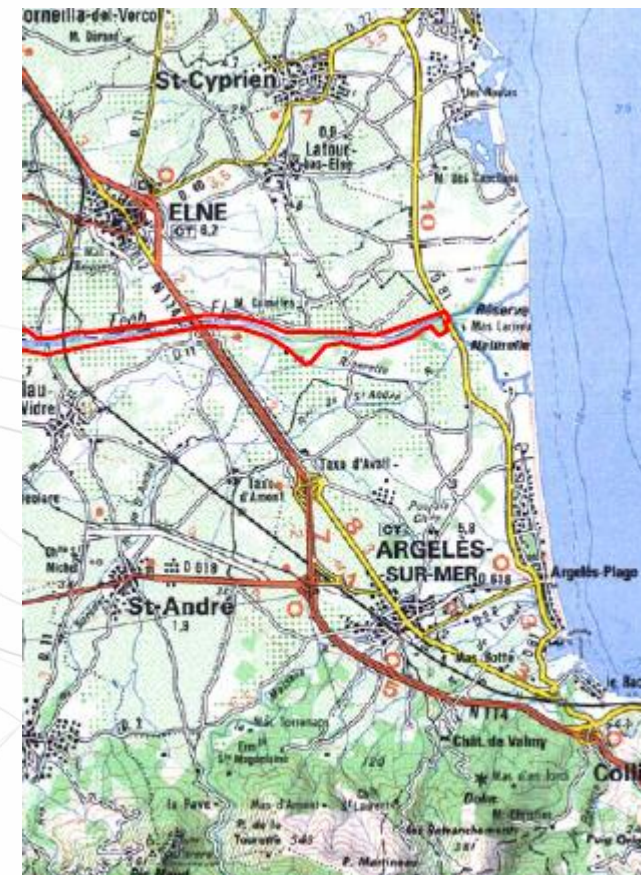


1. Présentation des sites Natura 2000 pouvant être impactés par le PLU

➤ Sites Natura 2000 : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Le Tech

| Sites Natura 2000 | Habitats d'intérêt communautaire | Intérêts relatifs à la faune | Enjeux et menaces identifiés dans le DOCOB |
|---|--|---|---|
| SIC n°FR9101478 Le Tech 1470 ha dont 73 ha sur la commune DOCOB adopté le 25/06/2012 | <p>(Voir le détail dans les documents annexés au PLU)</p> <p>La commune est principalement concernée par la présence de ces biotopes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Milieux aquatiques non marins (lits de graviers méditerranéens) • Forêts-galeries alluviales (aulnaies, saulaies, frênaies, ...) | <p>(Voir le détail dans les documents annexés au PLU)</p> <p>La commune est principalement concernée par la présence de ces espèces :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emyde lépreuse, espèce d'intérêt communautaire très rare en France • Loutre • Barbeau méridional • ... | <ul style="list-style-type: none"> ▶ Préserver l'habitat des espèces des milieux aquatiques, restaurer le fonctionnement du cours d'eau ▶ Préserver les habitats et les espèces locales d'intérêt communautaire en luttant de manière raisonnée contre les espèces exogènes ▶ Préserver et restaurer la mosaïque d'habitats du site ▶ Développer et mettre à jour les connaissances scientifiques sur les espèces d'intérêt communautaire |



➤ **Niveau de vulnérabilité : La vulnérabilité de ce secteur est essentiellement liée au maintien des boisements rivulaires et d'une eau de bonne qualité.**

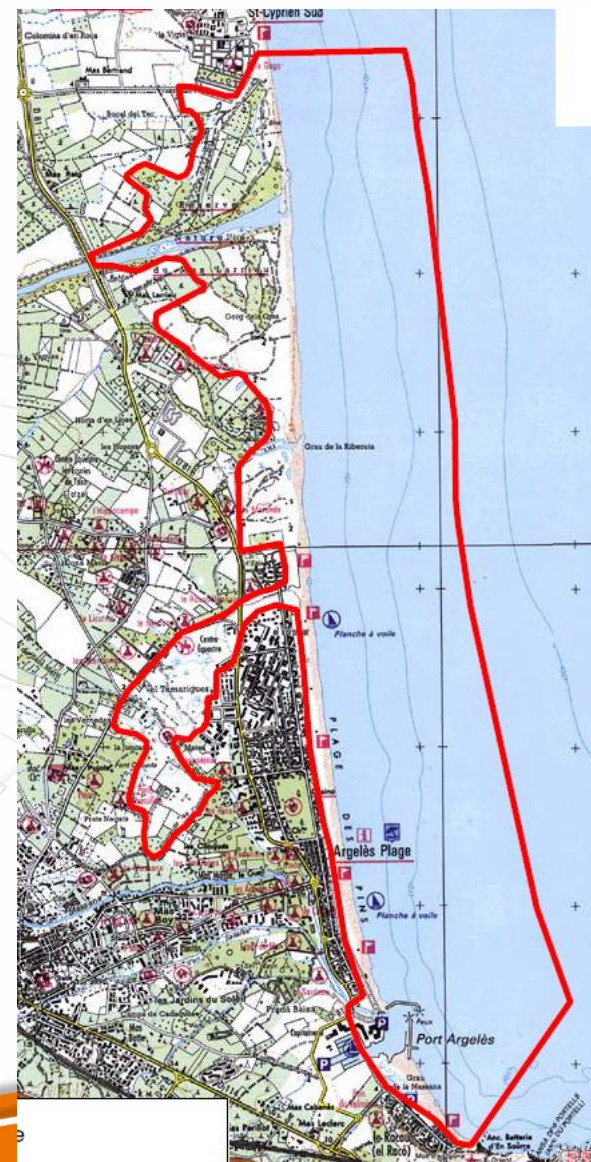
Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport

1. Présentation des sites Natura 2000 pouvant être impactés par le PLU

➤ Sites Natura 2000 : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Embouchure du Tech et grau de la Massane

| Sites Natura 2000 | Habitats d'intérêt communautaire | Intérêts relatifs à la faune | Enjeux et menaces identifiés dans le DOCOB |
|--|--|---|--|
| <p>SIC n° FR9101493</p> <p>Embouchure du Tech et grau de la Massane 956 ha dont 866 ha sur la commune</p> <p>DOCOB en cours</p> | <p>(Voir le détail dans les documents annexés au PLU)</p> <p>La commune est principalement concernée par la présence de ces biotopes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombreux types de formations végétales hygrophiles • Ripisylves • Milieux littoraux dunaires riches en espèces végétales endémiques | <p>(Voir le détail dans les documents annexés au PLU)</p> <p>La variété des biotopes abrite une faune diversifiée</p> | <p>► Limiter les impacts liés à la fréquentation touristique du lieu</p> |



➤ **Niveau de vulnérabilité :** La vulnérabilité de ce secteur est essentiellement liée à la préservation des milieux marins tributaires d'une eau de bonne qualité, à la gestion de la fréquentation touristique et des activités portuaires.

Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport

➤ **Sites Natura 2000 : caractéristiques et vulnérabilité / PLU**

| Sites Natura 2000 | Habitats d'intérêt communautaire | Intérêts relatifs à la faune | Enjeux et menaces identifiés dans le DOCOB |
|--|---|---|--|
| <p>SIC n° FR9101482</p> <p>Posidonies de la côte des Albères</p> <p>4229 ha dont 432 ha sur la commune</p> <p>DOCOB adopté le 16/10/2006</p> | <p>(Voir le détail dans les documents annexés au PLU)</p> <p>La commune est principalement concernée par la présence de ces biotopes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Herbiers de posidonies (largement détruites le long des côtes languedociennes) • Site marin présentant des fonds rocheux et grottes submergées d'une importance significative pour le littoral languedocien | <ul style="list-style-type: none"> • Faune marine très diversifiée, dont le dauphin qui est listé à l'annexe II de la Directive Européenne | <p>► Préserver le bon état actuel de ce site</p> |



Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport

1. Présentation des sites Natura 2000 pouvant être impactés par le PLU

➤ Sites Natura 2000 : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Côte Rocheuse des Albères

| Sites Natura 2000 | Habitats d'intérêt communautaire | Intérêts relatifs à la faune | Enjeux et menaces identifiés dans le DOCOB |
|--|---|---|--|
| <p>SIC n° FR9101481 Côte Rocheuse des Albères 732 ha dont 22 ha sur la commune DOCOB adopté le 17/03/2011</p> | <p>(Voir le détail dans les documents annexés au PLU)</p> <p>La commune est principalement concernée par la présence de ces biotopes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les falaises de la côte rocheuse qui abritent des espèces endémiques caractéristiques de la région • Continuité écologique avec les Posidonies de la côte des Albères | <p>documents annexés au PLU)</p> <p>La côte rocheuse abrite de nombreuses espèces rares en France telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hémidactyle verruqueux, • Fourmigril provençal • Mastigophallus rangianus • ... | <ul style="list-style-type: none"> ▶ Limiter la mise en culture des terrains et l'expansion de l'urbanisation ▶ Sensibiliser les promeneurs pour limiter les impacts de la fréquentation du site (piétinement + déchets) |



➤ **Niveau de vulnérabilité : La vulnérabilité de ce secteur est essentiellement liée au maintien des falaises et à la gestion de la fréquentation touristique.**

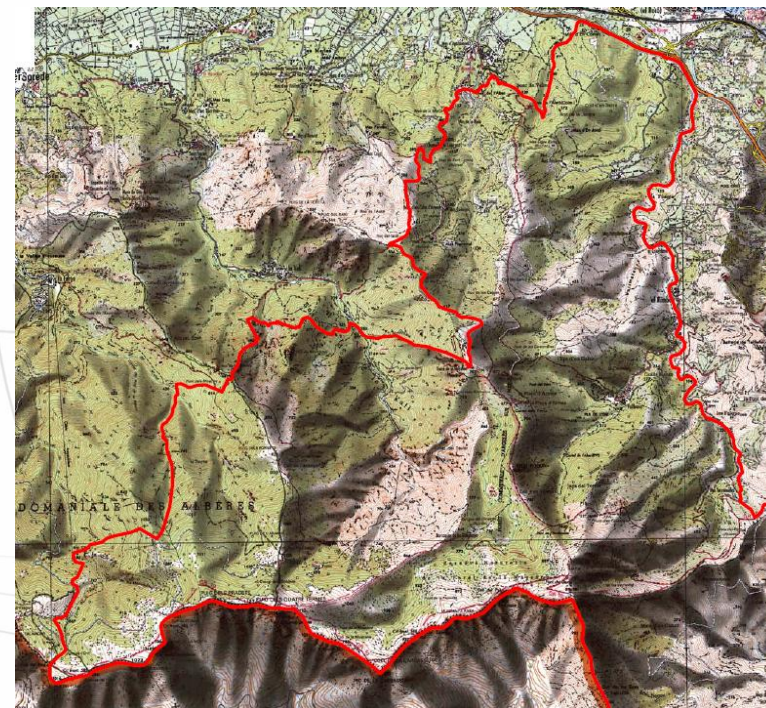
Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport

1. Présentation des sites Natura 2000 pouvant être impactés par le PLU

➤ Sites Natura 2000 : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Massif des Albères

| Sites Natura 2000 | Habitats d'intérêt communautaire | Intérêts relatifs à la faune | Enjeux et menaces identifiés dans le DOCOB |
|---|---|--|---|
| <p>SIC n° FR9101483 Massif des Albères 6994 ha dont 1915 ha sur la commune DOCOB adopté le 15/07/2011</p> <p>ZPS n° FR9112023 Massif des Albères 7113 ha dont 1915 ha sur la commune DOCOB adopté le 15/07/2011</p> | <p>(Voir le détail dans les documents annexés au PLU)</p> <p>La commune est principalement concernée par la présence de ces biotopes qui ont la caractéristique d'être étagés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La hêtraie de la Massane est la dernière expression de l'Ilici Fagion vers l'est des Pyrénées • Boisements de chênes-lièges présentant de nombreux faciès intéressants (seul SIC pour cette espèce en Languedoc-Roussillon) • Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana, Pelouses sèches, ... | <p>(Voir le détail dans les documents annexés au PLU)</p> <p>Le site est classé ZPS pour la patrimonialité de nombreuses espèces d'oiseaux</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintenir les pratiques agricoles et pastorales (pâturage et sylviculture) qui permettent la conservation d'habitats fortement dépendants de leurs évolutions et qui permettent la conservation d'habitats d'oiseaux ➤ Limiter les plantations forestières en milieu ouvert ➤ Limiter les plantations d'espèces allochtones ➤ Limiter l'emploi de produits phytosanitaires ➤ Prendre en compte l'impact sur l'avifaune dans le développement de l'éolien sur cette zone ➤ Lutter contre la menace incendie |



➤ **Niveau de vulnérabilité :** La vulnérabilité de ce secteur est essentiellement liée au maintien du couvert boisé et des milieux ouverts thermophiles, à la gestion du risque incendie, à la gestion du bâti isolé et à la gestion de la fréquentation touristique.

Voir les incidences du PLU, plus loin dans le rapport

2. Démarche de l'évaluation des incidences Natura 2000

L'évaluation des incidences ne porte que sur les habitats naturels et les espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation des SIC et ZPS. Elle ne concerne donc pas les habitats naturels et les espèces qui ne sont pas d'intérêt communautaire, même s'ils sont protégés par la Loi ou s'ils ont une forte valeur patrimoniale.

Pour quantifier les incidences, l'analyse est fondée sur les surfaces d'habitats détériorés à l'échelle des sites Natura 2000. Concernant les espèces, l'altération des conditions de leurs habitats est également prise en compte. Dans le cadre de l'élaboration du PLU, sont considérés comme de la destruction des milieux naturels :

- le nouveau classement en zone urbaine (U) ou à urbaniser (AU) d'habitats d'intérêt communautaire dans le périmètre des sites Natura 2000 ou à proximité
- le déclassement d'Espaces Boisés Classés visant la protection de milieux fermés d'intérêt communautaire.

Les modifications des zones naturelles ou des zones agricoles conservant une affectation semblable entre l'ancien PLU précédemment en vigueur et le nouveau PLU, ou une affectation non assimilée à de l'urbanisation, ne sont pas considérées comme des destructions d'espace. En effet, les zones conservent leur occupation du sol actuelle.

Le but final de cette étude est d'établir si les effets prévisibles du projet sur les sites Natura 2000 sont significatifs et préjudiciables ou non au regard des objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire pour lesquels ils sont désignés.

➤ **Le PLU d'Argelès-sur-Mer s'inscrit en compatibilité avec les objectifs identifiés par les DOCOB et par le SCoT Littoral Sud, dans la mesure de ses compétences :**

- **Garantir les continuités et les fonctionnalités des biotopes en maîtrisant le développement de l'urbanisation (gestion des droits à bâtir et de l'imperméabilisation des surfaces, gestion du stationnement et des circulations),**
- **Garantir un développement en adéquation avec la capacité de gérer les effluents (assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales).**

Le PLU n'a pas vocation à gérer les usages (fréquentation touristique, pratiques agricoles et sylvicoles).

3. Evaluation des incidences du PADD et des OAP sur les sites Natura 2000

L'Etat Initial de l'Environnement identifie et définit précisément la Trame Verte et Bleue de la commune d'Argelès-sur-Mer : les sites Natura 2000 sont intégrés comme réservoirs.

Le PADD s'appuie sur la TVB préalablement définie et indique que les réservoirs de biodiversité sont à protéger, ainsi que la Trame Bleue.

Le développement urbain prévu dans le PADD n'est pas localisé dans les sites Natura 2000.

➤ Les incidences du PADD et des OAP ne sont pas préjudiciables sur les sites Natura 2000.

Les incidences négatives du PADD / OAP

- ⊗ Les incidences potentiellement négatives du projet porté par le PADD sont indirectes dans la mesure où elles sont essentiellement liées aux pressions exercées sur la ressource en eau et aux pressions générées par la fréquentation touristique.

Les incidences positives du PADD / OAP et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le PADD exprime clairement l'objectif de préserver les sites Natura 2000 en tant que réservoirs contributifs des Trames Vertes et Bleues.
- ☺ Le PADD ne prévoit pas de développement urbain nouveau dans les sites Natura 2000.
- ☺ Le maintien d'une ressource en eau de bonne qualité est une des priorités du PADD qui entend raisonner ses choix d'urbanisme de manière cohérente avec la capacité de gérer l'assainissement et les prélèvements pour l'eau potable.

4. Evaluation des incidences du zonage sur les sites Natura 2000

Le périmètre des sites Natura 2000 a été reporté au plan de zonage durant la phase de son élaboration, afin de réexaminer l'héritage de l'ancien PLU au regard de l'objectif de préservation des sites Natura 2000.

Des limites ont nécessité des ajustements qui ont été opérés dans le sens de la prise en compte des habitats naturels des sites Natura 2000.

➤ Aucun projet de développement urbain n'est prévu dans les sites Natura 2000.

➤ Les choix du zonage ne sont pas de nature à générer des incidences préjudiciables sur les sites Natura 2000.

Les incidences négatives du zonage / règlement

- ⊗ Voir planches suivantes
- ⊗ Des zones urbaines pré-existant la définition des sites Natura 2000 ont été maintenues pour tenir compte de la réalité d'occupation de l'espace : ces secteurs restent toutefois marginaux comparativement aux grands ensembles protégés strictement.
- ⊗ Les camping nécessitant des extensions ou faisant l'objet d'un développement intersectent des sites Natura 2000, mais ces sites ont néanmoins une emprise modérée et un faible taux d'artificialisation.

Les incidences positives du zonage / règlement et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Voir planches suivantes
- ☺ **Les sites Natura 2000 sont préférentiellement classés en zone naturelle inconstructibles.** Des espaces tampons ont été intégrés au contact de zones urbaines ou de zones agricoles, dans l'idée globale de maintenir des fonctionnalités écologiques.
- ☺ Voir incidences sur la ressource en eau (chapitre précédent) : des mesures favorables sont prises par le PLU pour garantir la qualité de l'eau des biotopes qui en dépendent.

Chapitre 4 : Incidences du PLU sur les sites Natura 2000 et exposé des mesures d'évitement / réduction / compensation

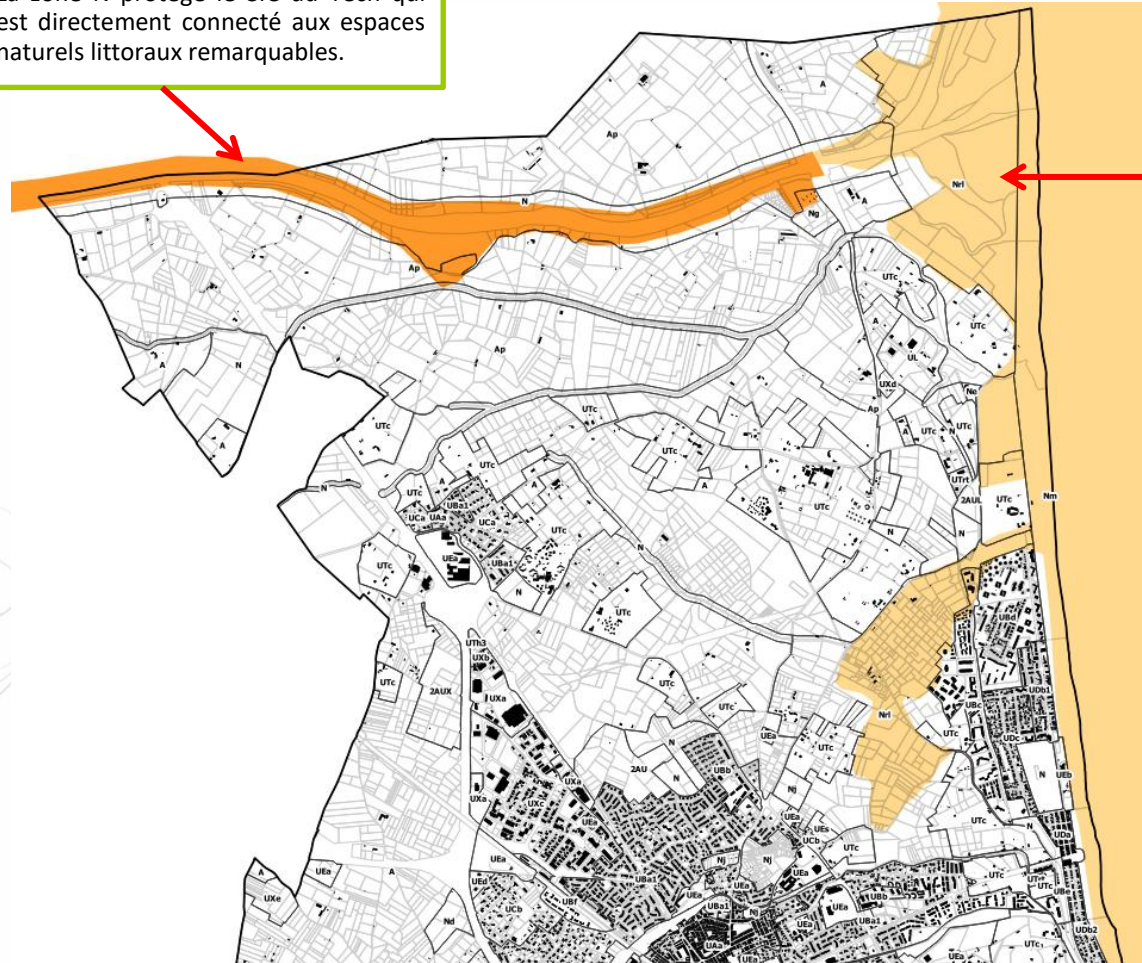
4. Evaluation des incidences du zonage sur les sites Natura 2000

Extrait du règlement graphique du PLU

La zone N protège le SIC du Tech qui est directement connecté aux espaces naturels littoraux remarquables.

La zone Nrl + Nm protège le SIC de l'embouchure du Tech.

Les constructions existantes ne sont pas destinées à se développer outre mesure, grâce au règlement verrouillé (articles 1 et 2). Les aménagements autorisés et les extensions mesurées ne sont pas de nature à porter atteinte à la qualité des milieux.



Extrait du règlement graphique du PLU

Les constructions existantes ne sont pas destinées à se développer outre mesure, grâce au règlement verrouillé (articles 1 et 2). Les aménagements autorisés et les extensions mesurées ne sont pas de nature à porter atteinte à la qualité des milieux.

La zone Nrl + Nm introduite en coupure d'urbanisation assurent les continuités écologiques entre les milieux terrestres et marins

La zone Nm protège le
SIC du Grau de la
Massane

4. Evaluation des incidences du zonage sur les sites Natura 2000

Extrait du PLU approuvé

La zone Nb + N protège le SIC/ZPS du Massif des Albères. Les constructions existantes ne sont pas destinées à se développer outre mesure, grâce au règlement verrouillé (articles 1 et 2).

Les aménagements autorisés et les extensions mesurées ne sont pas de nature à porter atteinte à la qualité des milieux.

Les EBC garantissent le maintien du couvert boisé indispensable à la qualité du site qui comprend pour l'essentiel des milieux forestiers.



La zone Nrl + Nm protège le SIC de la Côte Rocheuse des Albères.

Les constructions existantes ne sont pas destinées à se développer outre mesure, grâce au règlement verrouillé (articles 1 et 2). Les aménagements autorisés et les extensions mesurées ne sont pas de nature à porter atteinte à la qualité des milieux.

Chapitre 5

DISPOSITIF DE SUIVI DU PLU

Dispositif de suivi du PLU

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, le PLU fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans à compter de son approbation.

Les indicateurs présentés dès la page suivante ont été retenus par thématique.

Il ne s'agit pas de constituer un tableau de bord exhaustif de l'état de l'environnement. Le dispositif de suivi est constitué d'un nombre restreint d'indicateurs mais ceux-ci sont cohérents d'une part avec les orientations du document d'urbanisme propres aux enjeux environnementaux identifiés sur le territoire, et d'autre part aux possibilités d'actualisation de la collectivité.

Pour chacun d'entre eux, sont précisés :

- la source : organisme ou la structure auprès desquels la donnée est disponible,
- la périodicité de mise à jour possible, au regard de la fréquence d'actualisation de la donnée par l'organisme source, à la date d'approbation du PLU, sachant que celui-ci n'a obligation faire l'objet d'un bilan qu'au bout de 6 années de vie.

| | Orientations du PADD | Propositions d'indicateurs | Source | Périodicité | T=0 (PLU 2020) |
|---------------------|--|--|--------------------------|-------------|---|
| Patrimoine naturel | Préserver et valoriser les espaces naturels remarquables et la trame verte et bleue (TVB) | Linéaire de berges propriété de la collectivité | Données communales (PLU) | 6 ans | |
| | | Surface de jardins cultivés (jardins familiaux, ouvriers) | Donnée communale (PLU) | 6 ans | Nj :12,12 ha |
| | | Surface en ha de zones naturelles strictes dans le PLU | Donnée communale (PLU) | 6 ans | N : 468,21 ha Nm : 77,59 ha Nb : 2569,20 ha Nrl: 287,81 ha |
| | | Surface en ha d'Espaces Boisés Classés (EBC) | Donnée communale (PLU) | 6 ans | 1342 ha |
| Gestion de l'eau | Gérer durablement et économiser les ressources naturelles tout en prévenant des risques et des nuisances | Nombre de points noirs sur le réseau pluvial | Donnée collectivité | 6 ans | |
| | | Episodes annuels de débordement du réseau pluvial (nombre, durée, gravité) | | | |
| | | Evolution de la consommation d'eau : quantité d'eau potable consommée (m³/an) | Donnée collectivité | 6 ans | |
| | | Evolution de la qualité de l'eau distribuée | ARS | 6 ans | |
| Gestion des risques | Gérer durablement et économiser les ressources naturelles tout en prévenant des risques et des nuisances | Evolution du nombre d'installations contrôlées d'assainissement autonome (conformes et non conformes) | SPANC | 6 ans | |
| | | Surfaces rendues inconstructibles par un Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) | Donnée communale (PLU) | 6 ans | |
| | | Surfaces soumises à un risque d'inondation fort (défini par un PPRi ou des cartes d'aléas) et classées en zone inconstructible dans le PLU | Donnée communale (PLU) | 6 ans | |
| | | Episodes d'inondation par débordement des cours d'eau en zone habitée | DDT | 6 ans | |

| | Orientations du PADD | Propositions d'indicateurs | Source | Périodicité | T=0 (PLU 2020) |
|-----------------------|--|--|--|-------------|---|
| Agriculture | Assurer la pérennité du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles | Rythme de la consommation foncière (ha/ an) | Orthophoto BD Ortho IGN | 6 ans | |
| | | Nombre d'exploitations agricoles sur le territoire communal | Recensement agricole national (agreste) Chambre d'agriculture | 6 ans | 91 (RGA 2010) |
| | | Surface en ha de zones agricoles dans le PLU | Données communales (PLU) | 6 ans | A : 1554,44 ha (dont 556,99 ha en zone Ap) |
| | | Superficie agricole utilisée (en ha) | Recensement agricole national (agreste) | 6 ans | 1560 ha (en 2010) |
| Paysages : Patrimoine | Valoriser le cadre patrimonial, architectural et urbain du centre ancien d'Argelès-sur-Mer Valoriser un cœur de ville aujourd'hui moins attractif Valoriser le cadre de vie et paysager de la ville par une requalification des espaces publics Valoriser le patrimoine, le paysage et le cadre de vie, facteurs d'attractivité et d'identité de la commune | Opérations de valorisation, de réhabilitation et requalification d'immeubles remarquables et d'espaces publics | Données communales (PLU) | 6 ans | |
| | | Surfaces / linéaires de plantations et d'espaces verts | Données communales (PLU) | 6 ans | |
| | | Nombre d'éléments bâtis protégés dans le PLU au titre de la Loi Paysage | Donnée communale (PLU) | 6 ans | 19 |
| | | Opérations de réhabilitation et requalification des entrées de ville | Donnée communale (PLU) | 6 ans | |
| | | Rythme de la consommation foncière (ha/ an) | Orthophoto BD Ortho IGN | 6 ans | |
| | | Nombre de logements dégradés et vacants réhabilités | Données communales (PLU) | 3 ans | |

| | Orientations du PADD | Propositions d'indicateurs | Source | Périodicité | T=0 (PLU 2016) |
|---------------------|--|--|--------------------------|-------------|-------------------|
| Energie / Mobilités | Encourager le processus de réhabilitation et de rénovation engagé sur les logements existants Gérer durablement et économiser les ressources naturelles tout en prévenant des risques et des nuisances Réconcilier circulation et cadre de vie : développer et favoriser les modes de déplacements doux | Opérations de réhabilitation et requalification sur les logements existants | Données communales (PLU) | 6 ans | |
| | | Nombre de permis de construire ou de demandes de subvention déposés pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique (dans le cadre des OPAH et PIG) | Données communales (PLU) | 3 ans | |
| | | Part de logements alimentés par des ressources renouvelables pour le chauffage et la production d'eau chaude (cf. dossier ADS) | Ademe | 3 ans | |
| | | Nombre d'installations d'énergies renouvelables ayant bénéficié d'une demande de subvention | Données communales (PLU) | 3 ans | |
| | | Linéaires de pistes piétons / cycles | Donnée communal (PLU) | 6 ans | |

| | Orientations du PADD | Propositions d'indicateurs | Source | Périodicité | T=0 (PLU 2016) |
|---|--|---|--|-------------|-------------------|
| Conception universelle et société inclusive | Dynamiser le centre-ville Organiser le développement économique Programmer et structurer le développement résidentiel Accompagner le développement urbain d'équipements publics adaptés | Le nombre d'arrêts de bus adaptés | Données communales (si disponible) | 6 ans | |
| | | La desserte en transport des principaux services et aides à la population | | | |
| | | L'amélioration de l'accessibilité pour les déplacements notamment sur le centre-ville au regard de différentes typologies : trottoirs et passages piétons, bâtiments publics mis aux normes, etc. | | | |
| | | La part de logements adaptés (logements sociaux ou logements avec adaptations spécifiques pour les besoins divers). | Données communales SITADEL Bailleurs sociaux (si disponible) | | |
| | | La répartition équitable de l'offre en équipements, services et activités permettant des distances raisonnables pour toutes les populations et notamment les plus fragiles | Données communales (si disponible) | | |
| | | L'aménagement d'espaces publics inclusifs (différents publics, convivialité, accessibilité..) | | | |

Chapitre 6

METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

1. Présentation du prestataire

Un groupement de 2 bureaux d'études a été missionné afin d'accompagner la commune d'Argelès-sur-Mer dans l'élaboration de son PLU :

- Citadia Conseil : mandataire -urbanistes et architectes – a eu en charge la production de l'ensemble des pièces du PLU et l'animation de la démarche projet (diagnostic socio-économique, élaboration des scénarios prospectifs, PADD, OAP, zonage, règlement, justification des choix dans le rapport de présentation) ;
- Even Conseil : cabinet constitué de paysagistes, environnementalistes et écologues, a pris en charge l'ensemble de la démarche d'évaluation environnementale tout au long de la procédure d'élaboration du PLU : formalisation de l'EIE, analyse environnementale des scénarios, intégration des problématiques environnementales dans le zonage et le règlement, définition et protection de la trame verte, analyse des incidences du projet sur l'environnement, formalisation de l'évaluation environnementale.

2. Planning d'intervention et réunions

Les études se sont échelonnées de 2013 à juillet 2016.

Plusieurs réunions de travail et de validation, mais aussi de concertation avec les services de l'Etat et la population ont été organisées tout au long de la procédure, co-animées par les cotraitants Citadia Conseil (urbanistes) et Even Conseil (environnementalistes) afin d'assurer la transversalité de la démarche. Certaines d'entre elles ont porté plus spécifiquement sur les problématiques environnementales et paysagères, sans compter les réunions publiques :

□ Phase diagnostic / scénarios / PADD :

- Entretiens avec les personnes ressources pour la récolte d'informations sur le territoire
- Participation aux réunions de travail et de concertation abordant l'EIE

□ Phase réglementaire :

- Contribution aux réunions de travail et de concertation sur la traduction des objectifs environnementaux dans le zonage et le règlement (énergie, gestion de l'eau, trame verte et bleue) ainsi que sur les préconisations environnementales et paysagères dans les OAP
- Réunion PPA sur le projet réglementaire

3. Démarche d'évaluation environnementale intégré à l'élaboration du PLU

L'évaluation environnementale, rendue obligatoire par le décret du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement, permet d'intégrer, dès le début de l'élaboration du PLU, une réflexion poussée sur l'environnement, qui doit également se révéler force de propositions en termes de projet et de suivi des principes actés.

L'évaluation environnementale d'un PLU n'est pas une simple étude d'impact à vocation opérationnelle. L'objectif de la démarche a été d'évaluer un cadre global : la stratégie de développement du territoire, et non simplement une action (ou un ouvrage) unique et figée.

L'évaluation environnementale s'apparente à une analyse non technique permettant d'identifier la compatibilité entre des éléments déjà étudiés et connus, à savoir les enjeux environnementaux du territoire, et les orientations fixées pour son développement. Les outils ont donc eux aussi été adaptés : plus que des investigations techniques ciblées, la mission a requis une démarche de réflexion, d'analyse et de synthèse.

❑ ELABORATION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Il s'agit dans un premier temps de dresser un état initial de l'environnement stratégique, c'est-à-dire non encyclopédique mais visant les problèmes principaux pouvant se poser sur le territoire.

Ces études préalables permettent de dégager les atouts et faiblesses du territoire ainsi que les opportunités et menaces auxquels il est soumis, autour des différents axes thématiques et selon une approche transversale (identification des interactions entre les différentes thématiques). Il est ensuite possible d'identifier les enjeux thématiques auxquels le projet de PLU doit répondre.

- *Rôle de l'évaluation environnementale : Présentation des tendances observées constituant un « état zéro » de l'environnement, synthèse et hiérarchisation des enjeux constituant une base à l'élaboration du projet de PLU.*
- *La précision et la pertinence de l'étude sont directement liées au volume et à la qualité des informations qui ont pu être recueillies. Aussi la phase de collecte de données a-t-elle été traitée avec la plus grande attention.*
- *Un travail de synthèse et d'analyse a, dans un premier temps, porté sur les caractéristiques du territoire, identifiées à travers les différentes données à disposition du maître d'ouvrage (biodiversité, transports, assainissement, déchets...).*

Mise en œuvre de l'état initial de l'environnement

- **Des entretiens avec les acteurs locaux compétents, ont permis d'identifier les atouts et faiblesses de la ville pour chaque thématique traitée, puis de faire émerger des enjeux.**
- **Les documents-cadres en matière sur le volet ressource en eau ont été consultés.**
- **Des contacts ont également été pris avec les Personnes Publiques Associées et Consultées.**
- **Ces éléments ont été complétés et enrichis par des visites de terrain sur l'ensemble du territoire puis sur les sites concernés par une évolution significative de leurs caractéristiques (sites concernés par des OAP), l'analyse de diverses études et rapports antérieurs existants, la consultation de nombreux sites Internet spécialisés : DREAL, DDT, BRGM, ADEME, Conseils Général et Régional, etc.).**

❑ ELABORATION DES SCÉNARIOS D'AMÉNAGEMENT ET PREMIÈRE ANALYSE DE LA RÉCEPTIVITÉ DU TERRITOIRE ET DU PADD

Le bureau d'études Even Conseil a apporté son expertise sur chacun des scénarios de développement urbain élaborés dans le cadre du PLU par Citadia avec les élus et techniciens d'Argelès-sur-Mer.

De plus la réceptivité du territoire a été passée au crible des problématiques environnementales et paysagères.

L'ensemble des réflexions durant les phases EIE et scénarios ont contribué à l'écriture du document stratégique qu'est le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), rédigé de façon conjointe entre l'équipe « évaluation environnementale » et l'équipe d'urbanistes chargée de l'élaboration du PLU.

- **Rôle de l'évaluation environnementale : Aider à la décision du choix du scénario et de la sélection des sites de projet en intégrant dans la réflexion les enjeux environnementaux, avant le débat sur le PADD en Conseil Municipal.**

Mise en œuvre de l'évaluation environnementale en phase PADD

- **Cette démarche s'est concrétisée sous la forme d'un document de travail présenté en comité de pilotage, pour orienter les choix des élus : analyse de la sensibilité environnementale de chaque site de développement urbain envisagé, proposition d'évolutions ou de mesures à mettre en place.**

❑ **PARTICIPATION À LA TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE DU PROJET ET PRÉPARATION DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

Cette phase de travail a eu pour objectif de traduire les enjeux environnementaux dans le zonage et le règlement, notamment à travers la définition de la trame verte et bleue du PLU ou encore la prise en compte des enjeux liés à la gestion de la ressource en eau.

Les secteurs dédiés au développement de la ville et identifiés dès la phase d'élaboration des scénarios prospectifs font l'objet, dans le PLU, de projets qui sont précisés à travers les OAP réalisées par Citadia. Chacune d'entre elle aborde les principes d'urbanisation du site ainsi que les grandes intentions en matière d'habitat, de déplacements ou encore de traitement paysager et d'espaces publics.

Un cadrage environnemental et paysager mis en œuvre par Even, à partir d'investigation de terrain et sur la base des enjeux de l'état initial de l'environnement a apporté une plus-value à la composition des aménagements. Le travail de co-écriture s'est déroulé de manière itérative et concertée entre les bureaux d'études, le Maître d'Ouvrage et les partenaires tels que les gestionnaires des réseaux.

- *Rôle de l'évaluation environnementale : Bonifier le zonage, le règlement et les OAP en intégrant des principes prescriptifs environnementaux et paysager*
- *Dès le commencement de la traduction réglementaire les études d'assainissement ont été analysées pour s'assurer que les choix étaient compatibles avec la gestion de la ressource en eau*

Mise en œuvre de la traduction réglementaire

- *La carte de préfiguration des Trames Vertes et Bleues réalisée durant l'EIE a été affinée et traduite sur le plan de zonage.*
- *Un inventaire au titre de la Loi Paysage a été réalisé.*
- *Les OAP ont été renforcées grâce au travail de pré-cadrage environnemental et paysager : des principes de valorisation de scénographies ont été introduits dans la composition de l'aménagement, des principes de végétalisation et de gestion du pluvial ont été intégrés, ...*
- *L'ensemble des pièces produites par Citadia (zonage, règlement, OAP finalisées) ont été passées au crible des thématiques du développement durable.*
- *Les sites Natura 2000 ont fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de l'évaluation environnementale des pièces du PLU ainsi que les zones de risques.*

□ **ANALYSE DES INCIDENCES DU PLU ET FORMALISATION DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

Cette phase de travail a eu pour objectif d'évaluer le niveau de traduction des enjeux environnementaux dans le zonage le règlement et les OAP.

L'objectif de cette analyse est de préciser les pressions additionnelles sur le milieu, consécutives à la mise en œuvre du document d'urbanisme. Cependant, le PLU étant un document de planification et non un projet opérationnel, toutes les incidences sur l'environnement ne sont pas connues précisément à ce stade, et seules les études d'impact propres à chaque projet traiteront dans le détail des effets sur l'environnement. L'objectif est donc ici de cibler les secteurs à fort enjeu que les futures études d'impact devront particulièrement prendre en compte, en fonction des grands équilibres du territoire et des exigences de leur préservation.

L'analyse des incidences du PLU est effectuée en confrontant la politique de développement programmée (orientations du PADD) et la traduction réglementaire qui en découle (zonage, inscriptions graphiques, règlement...) à chacun des thèmes analysés dans la présentation de l'état initial de l'environnement (milieux naturels, paysages, choix énergétiques...), et du niveau de sensibilité qu'il présente.

Il s'agit d'identifier les conséquences du développement attendu sur le territoire et les impacts négatifs possibles sur l'environnement. Ces incidences peuvent être liées à des pressions déjà existantes sur le territoire, mais qui se trouveront accentuées par la mise en œuvre du projet de PLU ou bien à des pressions nouvelles découlant de la stratégie adoptée. Le projet adopté pouvant, soit mettre en valeur l'environnement, soit le préserver, et voire même dans certains cas participer à sa restauration, les incidences positives du document

- **Rôle de l'évaluation environnementale : Formalisation des incidences positives et négatives au regard de la précision du projet, proposition de mesures compensatoires à envisager dans le cadre de la mise en œuvre du PLU.**

Mise en œuvre de l'analyse des incidences du PLU et formalisation de l'évaluation environnementale

- ***L'« approche thématique » permet d'apprécier la portée des actions du PLU sur l'ensemble des problématiques environnementales générales, traitées dans l'état initial de l'environnement (patrimoine naturel, paysage, gestion de la ressource en eau, risques, nuisances, énergie et qualité de l'air).***
- ***Elle est ensuite complétée par une « approche spatialisée » qui se concentre sur les sites concernés par une évolution significative de leurs caractéristiques avec la mise en œuvre du PLU. Cette étape s'applique à quantifier la transformation des zones impactées, à partir du croisement des caractéristiques et de la vulnérabilité du site avec les caractéristiques projetées de l'aménagement envisagé.***
- ***Cette analyse a permis de pointer du doigt les principales sensibilités environnementales de chacun des sites de projet et d'opérer les premiers arbitrages sur les choix d'aménagement, considérant notamment la fragmentation des espaces (secteurs situés en extension ou en renouvellement) et de l'impact sur des éléments identifiés de la TVB.***
- ***Afin de faciliter la compréhension rapide des impacts de chaque projet, les analyses sont présentées de façon synthétique au sein de plusieurs tableaux d'analyse, pour chaque OAP.***

Chapitre 7

RESUME NON TECHNIQUE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

1. Résumé non technique du diagnostic environnemental

Milieux naturels et biodiversité

A l'image des territoires littoraux Languedociens de la Côte Vermeille, la commune d'Argelès-sur-Mer présente des espaces agricoles dans la vallée (Tech, Massane), des espaces boisés (Massif des Albères), des cours d'eau accompagnés de boisements rivulaires, des embouchures et des linéaires côtiers bordant les milieux marins qui constituent, ensemble, le socle des écosystèmes et de la biodiversité.

Le milieu aquatique est très présent et tient une place importante au sein de la commune : il fait l'objet de nombreuses mesures de protection et de distinction, comme l'appartenance, entre autres, au Réseau Natura 2000.

Dans le centre ville d'Argelès-sur-Mer, des espaces verts, parcs et jardins constituent des espaces de respiration dans le tissu urbain. Ces éléments naturels contribuent au maintien d'une biodiversité dite « ordinaire » et assurent des continuités écologiques.

Dans le cadre du projet de territoire, le Plan Local d'Urbanisme doit définir à l'échelle de la commune une Trame Verte et Bleue, telle que la nouvelle législation le prévoit. La Trame Verte et Bleue d'Argelès-sur-Mer intègre ainsi :

- Les écosystèmes aquatiques des cours d'eau, les écosystèmes des zones humides des lits majeurs et des embouchures (graus), les linéaires de végétation bordant ces points d'eau (ripisylves), les espaces agricoles permettant l'épandage des crues, les micro-boisements alluviaux, les milieux marins, ... Tous ces milieux imbriqués jouent le double rôle de réservoir de biodiversité et de corridor écologique. Ils abritent une faune et une flore exceptionnelles comme en témoigne la délimitation des sites Natura 2000.
- Les boisements et milieux rupestres (rocheux) des massifs (Albères), qui représentent un réservoir forestier de biodiversité (oiseaux).
- Les différents ruisseaux (fossés) qui descendent du massif et affluent vers les rivières jouent un rôle de continuités écologiques entre les réservoirs pré-cités.
- Les ensembles complexes de milieux agricoles ouverts et de petits boisements (vergers, pinèdes, parcs urbains, jardins) garantissent aussi des fonctions de corridors écologiques entre les différents réservoirs, en parcourant la ville.

1. Résumé non technique du diagnostic environnemental

Gestion de l'eau

La ressource en eau de la commune d'Argelès-sur-Mer est particulièrement vulnérable, quantitativement et qualitativement. La nappe souterraine de la plaine du Roussillon fait l'objet d'une attention particulière, d'autant que des pics de consommation d'eau potable se répètent à chaque saison estivale. Le Tech, la Massane, le Ravaner et les eaux côtières présentent un état écologique moyen ; La Riberette présente un état écologique médiocre : des mesures visant à améliorer leur état sont nécessaires. Les menaces et facteurs de dégradation sont multiples : cumul de pressions domestiques et agricoles dans le temps.

Plusieurs pressions s'exercent sur la ressource en eau : les prélèvements pour l'alimentation en eau potable ; les activités agricoles et industrielles, sources potentielles de pollutions diffuses (apports organiques, phytosanitaires...) ; les prélèvements sur les nappes souterraines et depuis les canaux pour l'irrigation, les captages d'eau potable ... Les pollutions par les nitrates, autres composés azotés et substances phosphorées enrichissent les milieux aquatiques (eutrophisation) et perturbent les équilibres écologiques.

L'alimentation en eau potable de la commune ne présente pas d'enjeu particulier : les 5 captages sont protégés (Drain Pont du Tech, Forage Valmy, Forage Rimbau, Font d'en Cassagne) et l'eau distribuée est de bonne qualité.

Un système d'assainissement collectif a été mis en place sur la commune d'Argelès-sur-Mer : près de 95% de la population y est raccordée et la station d'épuration est suffisamment performante pour traiter les effluents, y compris en période de saison touristique. Les choix du PLU et le Schéma d'Assainissement s'articulent de manière cohérente.

Paysages et patrimoine

La commune présente une face alluviale (Plaine d'Illibéris), une face montagneuse (Massif des Albères) et une face littorale méditerranéenne. La commune est soumise aux dispositions des Loi Montagne et Littoral.

La commune d'Argelès-sur-Mer présente un patrimoine paysager remarquable, qui fait la qualité de son cadre de vie et aussi son attractivité. La campagne alentour et les arbres présents constituent la toile de fond végétale des paysages. Le front de mer et le port sont des éléments forts de l'image attractive du territoire.

Grâce aux variations du relief, les mises en scènes du paysage (panoramas, perspectives, cônes de vue, ...) sont nombreuses et très qualitatives.

Les paysages ont une valeur patrimoniale (comme en témoignent les 2 centralités historiques d'Argelès-sur-Mer et du Racou), les Monuments Historiques sous la protection de l'Architecte des Bâtiments de France, les Sites Inscrits et Classés, ... Sans compter les éléments de patrimoine local inventoriés dans le PLU (villas balnéaires, front de mer, mas, ...).

Les logiques d'implantation de l'urbanisation ont évolué ces dernières décennies et il ressort que les extensions de la ville sont moins denses que le centre. Cela interroge la lisibilité des entrées de ville : la notion d'entrée dans la ville et de « sortie de la campagne » est floue car les constructions sont plus diffuses le long des routes. Des mesures prises dans le PLU visent à redonner de la lisibilité et de la cohérence aux principales entrées de ville (Nord et Ouest), en ménageant des limites claires des enveloppes bâties et des coupures agricoles ou naturelles.

1. Résumé non technique du diagnostic environnemental

Choix énergétiques

Le diagnostic indique que l'ancienneté d'une partie du parc de logements (datant de la reconstruction d'après-guerres et ne répondant pas aux réglementations thermiques actuelles particulièrement exigeantes) constitue une précarité énergétique pour le territoire, au même titre que la prédominance du transport individuel en voiture (énergivore et émetteur de gaz à effet de serre).

En matière de production d'énergies renouvelables, la commune ne s'oppose pas à l'installation de dispositifs d'énergies renouvelables, dans le respect des sensibilités paysagères, environnementales et agricoles.

Les risques et nuisances

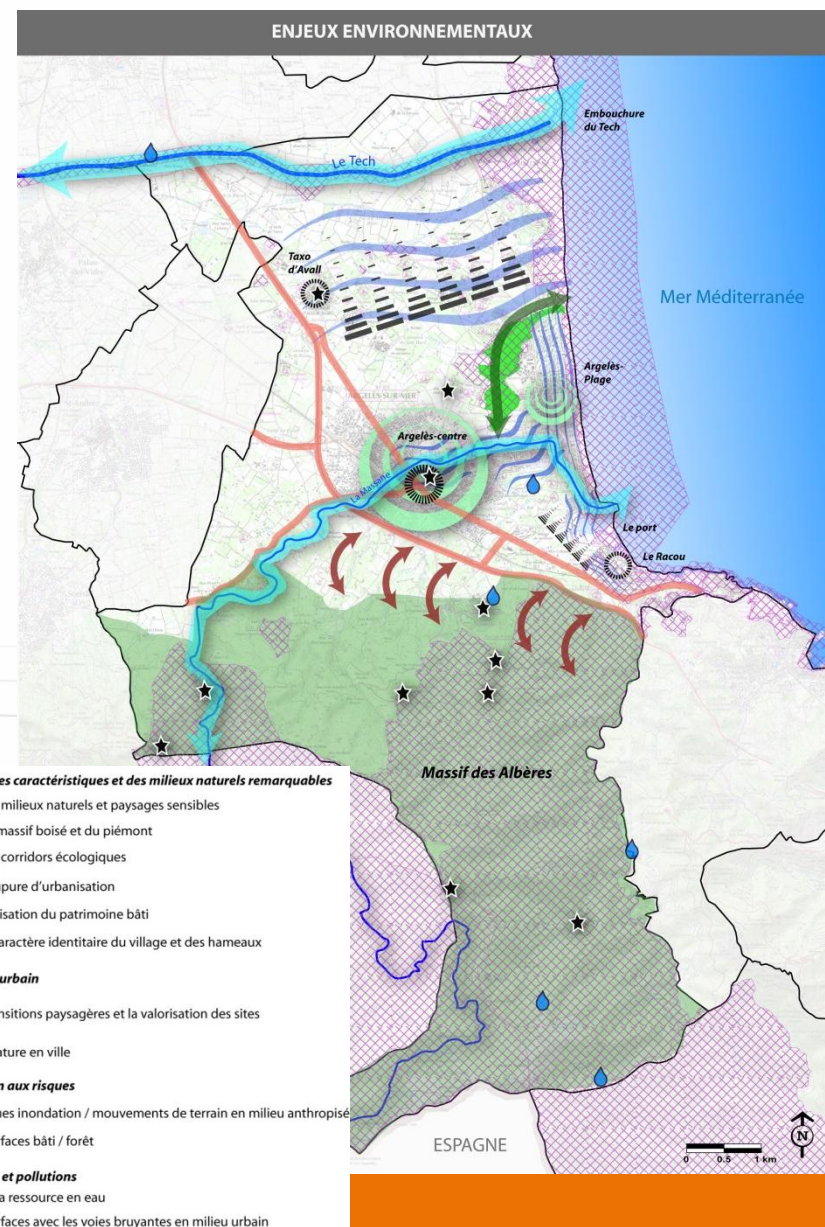
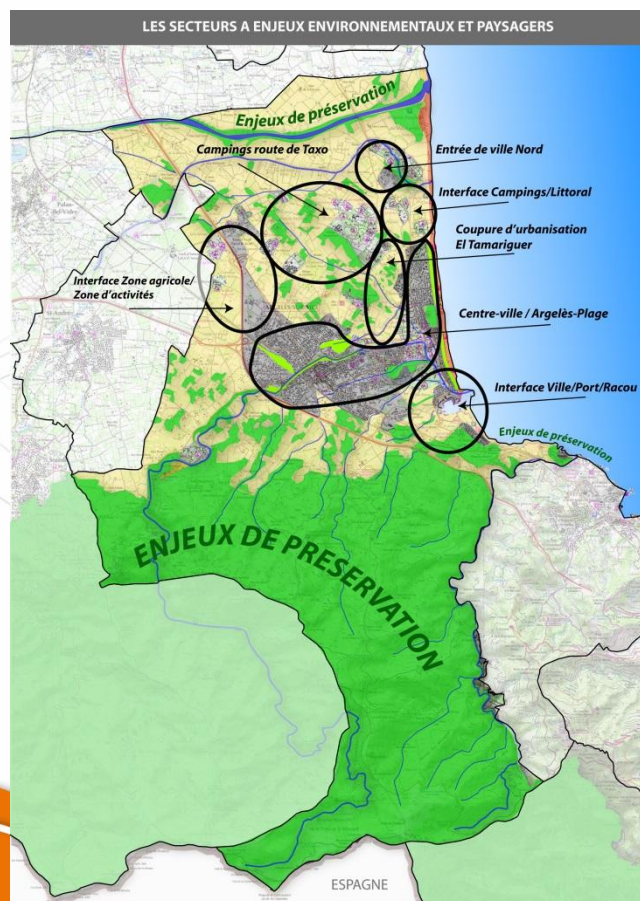
La commune d'Argelès-sur-Mer est particulièrement contraintes par les risques, qu'ils soient naturels ou technologiques, gérés par un Plan de Prévention des Risques :

- Le risque d'inondation essentiellement lié au Tech et la Massane,
- Le risque de submersion marine,
- Les sols argileux sont jugés relativement peu stables, car soumis aux aléas de retraits / gonflements et la façade littorale est soumise aux risques d'érosion,
- Le risque feux de forêt qui contraint l'ensemble du Massif des Albères,
- La commune est également concernée par des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, qui, ponctuellement, génèrent potentiellement des risques des nuisances à prendre en considération.
- La RD914 et la voie ferrée sont susceptibles de transporter des matières dangereuses et des dispositions sont prises par l'Etat pour maîtriser les risques, en plus de générer des nuisances sonores.
- ...

La commune fait donc l'objet de nombreuses démarches permettant d'encadrer les risques auxquels elle est soumise : ces informations et / ou réglementations ont été intégrées en amont de la réflexion du document d'urbanisme.

1. Résumé non technique du diagnostic environnemental

Les cartes schématiques ci-joint mettent en évidence les sensibilités environnementales majeures qui ont notamment servi à orienter les choix du Projet d'Aménagement et de Développement Durables dans le sens d'une meilleure prise en compte de l'environnement et des paysages :



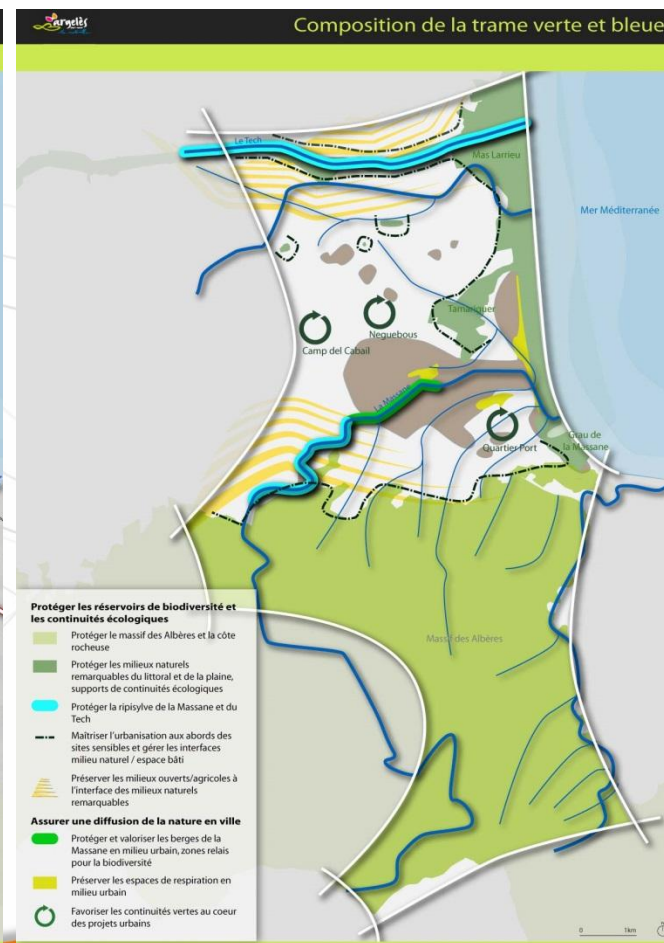
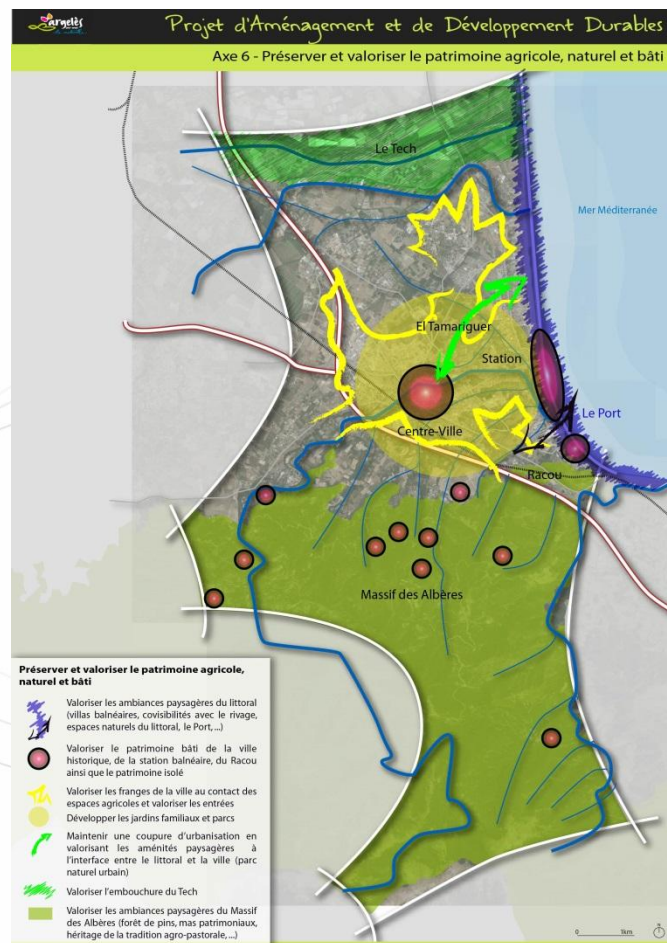
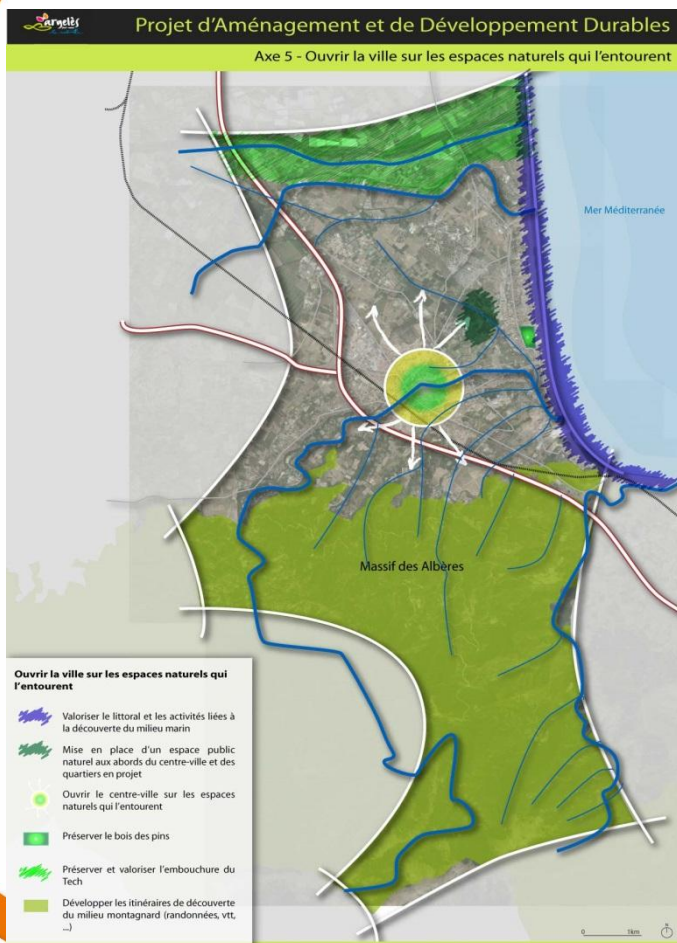
2. Résumé non technique de l'évaluation environnementale du PLU

Avant de détailler les incidences du PLU sur l'environnement, thématiques par thématiques, il convient de rappeler que le projet politique de territoire (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) d'Argelès-sur-Mer s'engage à travailler selon les 6 axes stratégiques suivants :

- 1. Dynamiser le centre ville**
- 2. Organiser le développement économique**
- 3. Programmer et structurer le développement résidentiel**
- 4. Accompagner le développement urbain d'équipements publics adaptés**
- 5. Ouvrir la ville sur les espaces naturels qui l'entourent**
- 6. Préserver et valoriser le patrimoine agricole, naturel et bâti.**

En page suivante, 3 cartes schématiques illustrent les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables en matière d'environnement et de paysage, qui ont servi ensuite de fil conducteur pour guider par la suite les choix réglementaires du zonage, du règlement et des Orientations d'Aménagement et de Programmation.

2. Résumé non technique de l'évaluation environnementale du PLU



2. Résumé non technique de l'évaluation environnementale du PLU

Les incidences et mesures sur les milieux naturels et les espaces agricoles

- La commune d'Argelès-sur-Mer s'engage, à travers son PLU, à limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles. En effet, le développement privilégie la densification des espaces déjà urbanisés, afin de permettre le renouvellement de la ville sur elle-même. La recherche de densification et la maîtrise stricte de l'urbanisation diffuse ou isolée permet de réduire l'étalement urbain et de préserver les milieux à fort intérêt écologique et / ou agricole.
- De plus, les espaces situés en périphérie du centre urbain, constituant un écrin naturel et paysager, font l'objet d'une protection stricte par un classement en zones inconstructibles (zones naturelles) ou restreintes à la constructibilité agricole. Certains boisements, de par leur intérêt écologique et paysager, bénéficient d'une protection également stricte au titre des Espaces Boisés Classés.
- Les espaces agricoles, nombreux sur le territoire, font quant à eux l'objet d'un classement en zone agricole, afin d'assurer leur préservation. Ces milieux agricoles participent à la conservation des milieux ouverts et à la diversification des habitats.
- Enfin, le PLU assure également la protection des espaces verts et éléments végétaux situés au sein de l'enveloppe urbaine, qui constituent des zones de respiration et jouent un rôle d'espaces relais pour la nature en ville grâce à des zonages ou des prescriptions particulières (zone naturelle, Espaces Boisés Classés, inventaire Loi Paysage, ...).
- **Les impacts du PLU d'Argelès-sur-Mer sur la consommation des espaces agricoles et naturels ne sont pas considérés comme préjudiciables, grâce aux mesures mises en œuvre.**

Les incidences et les mesures sur le paysage et le patrimoine bâti

- L'ouverture de nouvelles zones à l'aménagement va inmanquablement modifier la perception du paysage et du patrimoine bâti.
- Toutefois le PLU intègre une réflexion sur l'intégration paysagère de ces nouveaux quartiers : les éléments d'intérêt patrimonial sont distingués au titre de la Loi Paysage, les écrins boisés sont également protégés et les Orientations d'Aménagement et de Programmation mettent en œuvre des principes paysagers.
- Les panoramas et les perspectives monumentales sont préservés à plus d'un titre, en fonction des enjeux et de la configuration localement : ainsi, dans les nouveaux quartiers, les axes de desserte par les voies ont été pensés dans le sens de la valorisation des perspectives et de vues intéressantes, les milieux agricoles et forestiers ne seront plus menacés par le « mitage » puisque le PLU est davantage strict en matière de maîtrise de l'urbanisation.
- Le PLU traduit également la réflexion sur l'amélioration des perceptions au niveau des entrées de ville les moins lisibles et les plus dégradées : les Orientations d'Aménagement et de Programmation permettent notamment de recomposer l'organisation urbaine et paysagère des sites stratégiques aux abords de la route du littoral (Entrée Nord) et de la RD914 (Entrée Ouest) en structurant les fronts de constructions et en améliorant le rapport de ces constructions vis-à-vis des espaces publics dont le rôle fédérateur sera renforcé.
- **Les impacts du PLU d'Argelès-sur-Mer vis-à-vis des sensibilités paysagères et patrimoniales ne sont pas considérés comme préjudiciables : la valorisation est concrètement recherchée.**

2. Résumé non technique de l'évaluation environnementale du PLU

Les incidences et les mesures sur les Trames Vertes et Bleues

- La mosaïque (riche, diversifiée) d'écosystèmes est préservée de l'urbanisation grâce aux choix de zonage et au règlement du PLU : zone strictement inconstructible (zone naturelle spécifique, Espaces Boisés Classés), maintien de zones tampons naturelles ou agricoles aux abords, maîtrise de l'urbanisation préexistante. Ces milieux étant tributaire d'une eau de bonne qualité, des mesures sont prises dans le PLU pour garantir cette qualité.
- Les ensembles complexes de milieux agricoles ouverts et de petits boisements qui garantissent aussi des fonctions de corridors écologiques entre les différents réservoirs sont classés en zones naturelles ou agricoles (selon les enjeux liés à cette activités) et des micro-boisements sont en Espaces Boisés Classés et/ou en zone naturelle.
- L'urbanisation est davantage maîtrisée dans ce PLU qui limite ainsi de manière concrète l'effet fragmentant des continuités écologiques.
- La nature ordinaire imbriquée dans le tissu urbain fait l'objet d'une attention particulière : certains îlots de végétation sont classés inconstructibles par un zonage naturel adapté, d'autres sont distingués au titre des Espaces Boisés Classés, des zones naturelles spécifiques,
- Les zones de projet d'urbanisation, via les Orientations d'Aménagement et de Programmation, intègrent des principes de végétalisation favorables au rétablissement des continuités écologiques « ordinaires », jusque dans les espaces bâtis.
- **Ainsi, la révision du PLU d'Argelès-sur-Mer ne compromet pas de manière préjudiciable les équilibres et les fonctionnalités écologiques du territoire : les éléments potentiellement fragmentant (urbanisation) sont maîtrisés et les Trames Vertes et Bleues (réservoirs et corridors) sont clairement identifiées et traduites dans le PLU.**
- **La « boîte à outils » de ce PLU en faveur des Trames Vertes et Bleues a été étoffée dans ce PLU, comparativement à l'ancien document d'urbanisme.**

2. Résumé non technique de l'évaluation environnementale du PLU

Les incidences et les mesures sur les sites Natura 2000

Plusieurs Sites Natura 2000 concernent la commune d'Argelès-sur-Mer : Le Tech, Côte Rocheuse des Albères, Posidonies de la côte des Albères, Embouchure du Tech et grau de la Massane, Massif des Albères.

- Le projet communal (PADD) affirme une volonté de préserver ces réservoirs majeurs de biodiversité par un zonage adapté et inconstructible.
- Les espaces tampons à l'interface entre les sites Natura 2000 et les zones urbaines ou agricoles en activités sont préservés par un zonage naturel ou agricole : les droits à bâtir y sont clairement limités pour gérer l'existant (qui était en place avant la distinction des sites Natura 2000). Des boisements alluviaux sont également strictement protégés par un classement en Espace Boisé Classé.
- Les zones à urbaniser sont éloignées des sites Natura 2000.
- **Ainsi, la révision du PLU d'Argelès-sur-Mer n'entraîne aucune incidence significative négative préjudiciable sur les sites Natura 2000.**

2. Résumé non technique de l'évaluation environnementale du PLU

Les incidences et les mesures sur la ressource en eau

- Les principales incidences du projet de développement prévu dans le PLU, qui prévoit un accroissement de la population, concernent sur la ressource en eau :
 - L'augmentation des besoins pour l'alimentation en eau potable,
 - L'augmentation des volumes d'effluents domestiques et d'activités économiques à traiter avant leur restitution,
 - L'augmentation de sols imperméabilisés et donc le volume d'eaux pluviales à collecter.
- Mais la commune s'est donné les moyens de s'assurer de la cohérence entre la capacité d'assainissement et le scénario de développement retenu.
- Par ailleurs, le scénario de développement retenu pour la commune d'Argelès-sur-Mer est soutenable au regard de la disponibilité actuelle de la ressource en eau potable.
- D'autre part, les zones ouvertes à l'urbanisation sont raccordées et/ou raccordables à court terme au système d'assainissement collectif : le développement à venir aura donc un impact limité sur la ressource en eau.
- Concernant la gestion des eaux pluviales, elle se fera au cas par cas, privilégiant la prise en charge sur le périmètre de l'opération de l'aménagement, ou le rejet dans le réseau public si l'infiltration est déconseillée ou techniquement non réalisable.
- **Par toutes ces dispositions, le PLU ne devrait pas avoir d'impact préjudiciable sur la ressource en eau ni sur la Trame Bleue qui en dépend.**

Les incidences et les mesures sur l'adaptation au changement climatique et les énergies

- L'augmentation de la population et le déploiement économique envisagés par le scénario du PLU aura pour conséquence d'augmenter le parc automobile et donc potentiellement les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) à l'échelle de la commune. En contrepartie, le PADD énonce son ambition de développer les modes de déplacements alternatifs, notamment en repensant la desserte sur les nouveaux projets et en intégrant des mobilités douces.
- Le PLU prévoyant la création de nouveaux logements, une hausse des consommations énergétiques est également à prévoir dans le secteur résidentiel. Afin de réduire ces consommations, le PLU a pour objectif de travailler, en amont des opérations d'aménagement, sur des formes bâties plus compactes afin que les nouveaux logements soient peu énergivores.
- Le PADD prévoit également de poursuivre le recours aux ressources énergétiques locales.
- **Les impacts du PLU d'Argelès-sur-Mer vis-à-vis de la situation climatique globale ne sont pas considérés comme préjudiciables et l'autonomie énergétique est recherchée.**

2. Résumé non technique de l'évaluation environnementale du PLU

Les incidences et les mesures sur les risques et les nuisances

- Comme explicité dans l'état initial de l'environnement, la commune d'Argelès-sur-Mer est soumise à plusieurs risques. Afin d'éviter une augmentation de la population exposée à ces risques, le PLU prend plusieurs initiatives.
- En effet, le règlement et le zonage ont été élaborés en tenant compte des dispositions documents-cadres s'appliquant sur le territoire en matière de gestion et de protection contre les risques naturels et technologiques. Les secteurs les plus risqués où les aléas connus sont les plus forts ont été maintenus ou rendus clairement inconstructibles. Les secteurs d'aléas plus faibles font l'objets de restrictions conformes aux attentes de législateur.
- De plus, les nuisances sonores ont été prises en compte en amont des choix des zones de projet d'urbanisation.
- **Les impacts du PLU d'Argelès-sur-Mer vis-à-vis des risques et des nuisances connus ne sont pas considérés comme préjudiciables.**

Les incidences et les mesures sur les principaux sites d'aménagement

- Les principaux projets d'urbanisation portés par le PLU (Neguebous, Port Jardin,) ont fait l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui présentent le contexte du site (localisation et description sommaire), la programmation, les principes de déplacements, d'aménagement des espaces publics, d'intégration de la Trame Verte et Bleue et enfin de traitement paysager. Ces explications sont assorties de schémas d'intention.
- A travers les principes de composition prescrits par les Orientations d'Aménagement et de Programmation, le PLU garantit la prise en considération des enjeux environnementaux et paysagers d'une manière concrète et efficiente, *via l'urbanisme de projet*.
- **Les impacts du PLU d'Argelès-sur-Mer en matière de réflexion des zones d'aménagement et d'urbanisation sont positifs, il s'agit d'une plus-value qualitative du PLU dans le sens des préoccupations environnementales et de la conscience paysagère. Une approche environnementale et paysagère est clairement intégrée à la réflexion d'urbanisme, pour une recherche de durabilité et d'exemplarité.**

2. Résumé non technique de l'évaluation environnementale du PLU

➤ Zones de projets d'urbanisation du PLU : caractéristiques et vulnérabilité / PLU

Plusieurs espaces à urbaniser sont envisagés dans le PLU :

Extrait du zonage approuvé



2. Résumé non technique de l'évaluation environnementale du PLU

Synthèse des incidences du PLU sur les composantes environnementales et des mesures ERC

| Composantes environnementales | Incidences | | Mesures ERC |
|--|---|--|---|
| Consommation des espaces naturels et agricoles | Positives : | Négatives : | Recherche d'une réduction des zones constructibles au profit des zones naturelles et agricoles. |
| | <ul style="list-style-type: none"> Limitation de la consommation d'espaces naturels et agricoles (recherche de densification et maîtrise stricte de l'urbanisation diffuse ou isolée) ; Protection stricte des espaces situés en périphérie du centre urbain (zones naturelles ou zone agricole) et de certains boisements ayant un intérêt écologique et paysager (Espaces Boisés Classés) ; Préservation des espaces agricoles, en les classant en zone agricole ; Protection des espaces verts et éléments végétaux situés au sein de l'enveloppe urbaine (zone naturelle, Espaces Boisés Classés, inventaire Loi Paysage, ...). | <ul style="list-style-type: none"> Besoins fonciers pour satisfaire l'urbanisation à venir, donc d'espaces aujourd'hui naturels et agricoles. | |
| Paysage et patrimoine bâti | <ul style="list-style-type: none"> Réflexion sur l'intégration paysagère de les nouveaux quartiers (protection des éléments d'intérêt patrimonial et des écrans boisés, mise en œuvre des principes paysagers dans les OAP) ; Préservation des panoramas et perspectives monumentales ; Réflexion sur l'amélioration des perceptions au niveau des entrées de ville les moins lisibles et les plus dégradées . | <ul style="list-style-type: none"> Modification de la perception actuelle des paysages due à l'urbanisation à venir. | Intégration de compensation visant à accompagner et à orienter l'inévitable modification des paysages liés au développement urbain. |
| Trames Vertes et Bleues | <ul style="list-style-type: none"> Préservation de la mosaïque d'écosystèmes grâce aux choix de zonage et au règlement du PLU (zone naturelle, EBC...) ; Classement en zones naturelles ou agricoles des ensembles complexes de milieux agricoles ouverts et de petits boisements, en EBC des micro-boisements ; Limitation de l'effet fragmentant des continuités écologiques en maîtrisant davantage l'urbanisation ; Préservation de la nature ordinaire dans le tissu urbain (zone naturelle, EBC...) ; Intégration des principes de végétalisation favorables au rétablissement des continuités écologiques dans les OAP. | <ul style="list-style-type: none"> Fragmentation des continuités écologiques due à l'urbanisation. | Intégration de compensation au fur et à mesure de l'avancement des travaux du PLU. |

2. Résumé non technique de l'évaluation environnementale du PLU

Synthèse des incidences du PLU sur les composantes environnementales et des mesures ERC

| Composantes environnementales | Incidences | | Mesures ERC |
|---|--|---|---|
| Natura 2000 | <ul style="list-style-type: none"> Affirmation de la volonté de préserver ces réservoirs majeurs de biodiversité par un zonage adapté et inconstructible ; Préservation, par un zonage naturel ou agricole, des espaces tampons à l'interface entre les sites Natura 2000 et les zones urbaines ou agricoles en activités. | <ul style="list-style-type: none"> Intersection entre des zones d'extensions ou de développement et des sites Natura 2000, néanmoins ces projets ont une emprise modérée et un faible taux d'artificialisation. | |
| Ressource en eau | <ul style="list-style-type: none"> Cohérence entre la capacité d'assainissement et le scénario de développement retenu ; Cohérence avec la disponibilité actuelle de la ressource en eau potable ; Limitation de l'impact sur la ressource en eau grâce aux raccordements des zones ouvertes à l'urbanisation au système d'assainissement collectif ; Gestion des eaux pluviales au cas par cas. | <ul style="list-style-type: none"> Augmentation des besoins pour l'alimentation en eau potable ; Augmentation des volumes d'effluents domestiques et d'activités économiques à traiter avant leur restitution ; Augmentation de sols imperméabilisés et donc le volume d'eaux pluviales à collecter. | |
| Adaptation au changement climatique et énergies | <ul style="list-style-type: none"> Ambition de développer les modes de déplacements alternatifs ; Travail, en amont des opérations d'aménagement, sur des formes bâties plus compactes afin que les nouveaux logements soient peu énergivores ; Utilisation des ressources énergétiques locales. | <ul style="list-style-type: none"> Augmentation du parc automobile et donc potentiellement les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) à l'échelle de la commune ; Augmentation des consommations énergétiques dans le secteur résidentiel. | Intégration de compensation visant à réduire l'imperméabilité des surfaces dans le zonage constructible et les OAP du PLU. |
| Risques et nuisances | <ul style="list-style-type: none"> Elaboration du règlement et du zonage en tenant compte des dispositions documents-cadres s'appliquant sur le territoire en matière de gestion et de protection contre les risques naturels et technologiques : Inconstructibilité des secteurs les plus risqués où les aléas connus sont les plus forts, les secteurs d'aléas plus faibles font l'objet de restrictions conformes aux attentes du législateur. Prise en compte des nuisances sonores en amont des choix des zones de projet d'urbanisation. | <ul style="list-style-type: none"> Maintien de quelques secteurs « U » et « AU » partiellement concernées par le risque d'inondation ; Augmentation des nuisances sonores en lien avec l'augmentation des déplacements. | <ul style="list-style-type: none"> Déclassement de secteurs initialement constructibles au regard de ces contraintes ; Conditionnement des droits à bâtir à la prise en compte du risque. |